

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

L'ŒUVRE ÉCONOMIQUE
DE KARL MARLO

(KARL-GEORG WINKELBLECH 1810-1865)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le lundi 20 juin 1898, à 8 h. 1/2.

PAR

EDGARD ALLIX

Licencié ès-lettres, lauréat de l'Ecole libre des Sciences politiques.

Président : M. CAUWÈS, professeur.

Suffragants { *MM. JAY, professeur.*
DESCHAMPS, agrégé.

PARIS

V. GIARD & E. BRIERE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, rue Soufflot, 16

1898



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

L'OEUVRE ÉCONOMIQUE
DE KARL MARLO

(KARL-GEORG WINKELBLECH 1810-1865)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le lundi 20 juin 1898, à 8 h. 1/2.

PAR

EDGARD ALLIX

Licencié ès-lettres, lauréat de l'Ecole libre des Sciences politiques.

Président : M. CAUWÈS, professeur.

Suffragants { *MM. JAY, professeur.*
DESCHAMPS, agrégé.



PARIS

V. GIARD & E. BRIERE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, rue Soufflot, 16

1898

BIBLIOGRAPHIE

- CONRAD ET LEXIS. — *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*. — Iéna, 1894. — Art : Winkelblech.
- ADLER (Georg.). — *Sozialpolitische Arbeiterbewegung in Deutschland*. -- Breslau, 1885; p. 163, 181.
- BERTOUCHE (von). — *Vorschläge zur Lösung der sozialen Frage*. — Wiesbaden, 1893; p. 80.
- BÖHMERT. — « *Arbeiterfreund*. » Berlin, 1885, xxiii^e année; p. 77, sqq.
- COSSA. — *Introduzione allo studio dell'economia politica*. Milan, 1892; 3^e édit.; p. 136, 554, 555.
- DUHRING. — *Kritische Geschichte der National ökonomie und des Sozialismus*; 3^e édit., Leipsick, 1879;
- GUMLOWICZ. — *Rechtsstaat und Sozialismus*. — Innsbruck, 1881.
- LAVELEYE. — *Le socialisme contemporain*. — Paris, 1883.
- MENGER (Anton). — *Das Recht auf den vollen Arbeitsertrag*. — Stüttgart, 1891; p. 35, sqq.
- ROSCHER. — *Geschichte der National ökonomie*. — Munich, 1874, p. 1021.
- RUMELIN. — *Die Stellung der Sozialisten zur Malthus'schen Beväelkerungslehre*. — Göttingen, 1886; p. 76, sqq.

SCHAEFFLE. — *Kapitalismus und Sozialismus*. — 1^{re} édit.
— Tübingen, 1870, p. 256, 307.

» *Das gesellschaftliche System der menschlichen
Wirthschaft*. — Tübingen, 1873; passim.
Bau und Leben des sozialen Koerpers. — Tü-
bingen, 1881, passim.

» *Die Aussichtslosigkeit der Sozialdemokratie*.
Tübingen, 1894, passim.

AVANT-PROPOS

On jugera peut-être, à première vue, qu'il était inutile d'étudier l'œuvre inachevée d'un économiste qui n'a, pour ainsi dire, point exercé d'influence sur les idées de son temps. Comme Rodbertus, son compatriote et son contemporain, Marlo a été surpris par la mort sans avoir eu le temps de terminer l'exposé de son système, et même, son œuvre fragmentaire s'arrête juste au moment où l'auteur, après avoir critiqué les théories de ses adversaires, se préparait à nous faire la description précise et détaillée de ses projets pratiques. Mais tandis que le nom de Rodbertus est resté dans la science, l'oubli s'est fait presque complet sur celui de Karl Marlo. Rodbertus, grand seigneur foncier, député au Landtag, ministre de la justice en Prusse, était à tous ces titres, une personnalité en vue ; le modeste professeur de Cassel, dont nous voudrions retracer les idées, n'eut, au contraire, qu'une popularité tout éphémère et toute locale : ce fut dans les années 1848-1849 que Marlo trouva dans le sud-ouest de l'Allemagne, parmi tous les membres des métiers qui protestaient contre les résultats funestes de l'économie

libérale, un petit nombre de maitres et de compagnons qui acceptèrent ses opinions. Après avoir occupé une place prépondérante au Congrès des métiers tenu à Hambourg au mois de juin 1848, il assista lui-même, au Congrès de Heidelberg en 1849, à la défaite ou à la désertion de ses partisans, et au triomphe des socialistes purs, amis des mesures excessives qu'il répudiait. Son rôle n'avait pas duré deux ans, et sa voix, perdue au milieu de tant d'autres, dans la perturbation qui secouait l'Allemagne, n'avait point franchi le cercle restreint d'un petit groupe de travailleurs. Son *Organisation du travail* qu'il fit paraître par livraisons en 1850, sans vivre assez pour mener jusqu'au bout cette publication, ne ramena point l'attention sur lui. Ce n'est que de nos jours qu'on a, par souscription, donné une deuxième édition de cet ouvrage dont l'économie politique avait perdu le souvenir.

Etait-ce bien la peine de faire revivre un personnage presque inconnu, et une publication tronquée qui, en dépit de ses 4 tomes et de ses 2220 pages ne contient guère que l'avant-propos d'une doctrine? Telle est la question que le lecteur de cette étude se posera peut-être, celle que se sont posée les éditeurs de Marlo et qui nous a nous-même arrêté un instant. Mais nos scrupules ont été levés par un examen plus attentif du livre de Marlo, et par l'appréciation de quelques économistes dont il

a éveillé l'intérêt. Rodbertus (1) déclare qu'il ne connaît pas d'écrits composés avec plus de science, plus de profondeur et plus d'impartialité. Schäffle, de son côté, dans son *Kapitalismus und Socialismus* (2) montre que l'oubli qui a si longtemps pesé sur Marlo tient à des circonstances tout à fait indépendantes du mérite incontestable de l'œuvre : au mode de publication adopté par l'auteur, et à l'irrégularité du tirage des livraisons ; à la réaction qui suivit 1848 et qui jeta dans les bras de l'absolutisme une société blasée sur les systèmes et sur les projets de réforme ; à la part que Marlo avait prise au mouvement corporatif et qui lui aliéna certains esprits, et aussi au sérieux, à la profondeur d'un travail qui, malgré la clarté de sa forme et la lucidité de son exposition, n'était pas abordable à toutes les intelligences. Ajoutons que la haute impartialité de l'auteur, la franchise avec laquelle il déclare que la lutte ouverte entre le libéralisme et le socialisme n'est que le conflit de deux utopies, étaient bien faites pour armer contre lui ce que Bossuet appelle « la haine des hommes contre la vérité ».

La lecture de *l'Organisation du Travail* nous a donné l'impression d'un monument qui méritait de survivre. Sans doute, c'est un édifice incomplet,

1. Rodbertus-Iagetzow. Nachlass. (II, *das Kapital*, p. 104, en note).

2. p. 256.

puisque Marlo ne nous conduit, dans le IV^e tome où s'interrompt l'ouvrage, qu'au seuil de la partie pratique de ses doctrines économiques. Nous n'avons guère que des vues d'ensemble sur la nouvelle organisation qu'il rêve d'introduire, et — nous l'avouons ingénûment — à en juger par les quelques mesures précises qu'il préconise, il est vraisemblable qu'en abandonnant le domaine des généralités où les réformateurs ont leurs coudées franches, il n'eût pas heurté sans accrocs son système aux aspérités de l'application.

Mais en revanche, lorsqu'il s'est agi de faire l'histoire et la critique des systèmes et de poser les grands principes qui doivent guider l'économiste, Marlo a fait preuve de remarquables qualités. Il montre le fort et le faible des différentes doctrines, leur dispense avec équité l'éloge et la censure, met en évidence les ressorts intimes qui les soutiennent et que leurs partisans même souvent ne voient pas ou ne veulent pas voir. Aux doctrines anciennes, depuis la politique d'Aristote jusqu'au Mercantilisme, il a manqué une base vraiment morale et chrétienne ; en vertu de la lente et inéluctable évolution de l'histoire, le principe de l'égalité des prérogatives a pénétré, plus tard, la conscience juridique de l'humanité. Mais cependant les théories actuelles sont encore imparfaites, et Marlo fait alors le procès du libéralisme et du communisme.

C'est par cette partie critique que Marlo nous semble particulièrement un penseur profond et original. La crise économique qui s'est ouverte au milieu de ce siècle n'est pas close. Les doctrines qui étaient alors aux prises ont rajeuni leur aspect, mais le fond n'en a pas essentiellement changé. Ni l'école libérale, ni l'école socialiste, ni les admirateurs du « bon vieux temps » n'ont abdiqué. Dès lors, l'œuvre de Marlo conserve son à-propos, et son exégèse sagace et pénétrante nous fournit une interprétation pour les idées économiques du passé et du présent, et une orientation pour l'avenir.

Voilà les raisons pour lesquelles nous avons pensé que Marlo méritait une étude, et notre seule ambition serait que la lecture de ce travail contribuât à faire partager cette opinion (1).

1. Nous tenons à adresser ici l'hommage de nos remerciements : à M. Paul Cauwès, dont nous nous sommes efforcé de mettre à profit le savant enseignement ; à notre cher maître, M. Alfred Espinas, à qui nous sommes reconnaissant de beaucoup d'excellents conseils : la haute expérience dont ils étaient le fruit a souvent guidé notre pensée, et la bonté inépuisable avec laquelle ils étaient donnés nous est allée droit au cœur ; à MM. Lévy-Brühl et Henry-Michel, qui nous ont fourni, avec tant de bienveillance, de précieuses indications.

CHAPITRE PREMIER

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Les renseignements biographiques que nous possédons sur Marlo sont contenus dans une notice mise en tête de la réédition de ses œuvres, et due à sa famille. Karl Marlo est un pseudonyme sous lequel l'économiste dissimula son vrai nom de Karl-Georg Winkelblech. Il naquit à Ensheim, près Mayence, le 11 avril 1810; son père qui était pasteur de la localité, consacra beaucoup de soin à sa première éducation, le confia ensuite quelque temps à un ecclésiastique qui avait autrefois professé sous la direction de Pestalozzi, et le mit au collège de Mayence pour terminer ses études. Lorsqu'il approcha de ses dix-huit ans, il fut placé chez un pharmacien, et là, tout en accomplissant consciencieusement sa besogne journalière, il employa ses loisirs à lire Goethe, Schiller, Lessing, etc., et à méditer. La mort de sa mère le tira de ses rêveries. Il jugea qu'il devait sortir d'une situation qui n'était que

provisoire et choisir une carrière qui lui fournît un avenir.

Voulant perfectionner les connaissances de chimie qu'il avait acquises dans l'officine de son patron, il se fit inscrire comme étudiant à l'Université de Giessen, pour y suivre les leçons de l'illustre Liebig, dans l'espoir de se faire recevoir plus tard *Docent*. Il y passa plusieurs semestres, partageant son temps entre la chimie et l'étude des philosophes anciens. Il apprit sur ces entrefaites que le professeur Wurzer, de l'Université de Marbourg, était tombé malade et cherchait un assistant. Cette nouvelle le décida à quitter Giessen pour Marbourg, où il subit des examens, et fut adjoint à Wurzer.

Peu après il fut nommé professeur extraordinaire. Cependant, il n'abandonnait pas la philosophie et suivait assidûment l'enseignement de l'éclectique Suabedissen. Bientôt, désireux de voir de grandes villes, il demanda et obtint un congé de trois mois (1838), qu'il passa à Paris ; il y employa son séjour de la manière la plus fructueuse, entrant en relation avec les savants français et faisant son profit d'une foule d'observations qui firent naître en lui une vive et durable sympathie pour notre pays. En 1839, il obtint une chaire à l'école supérieure d'industrie de Cassel. Il semblait devoir désormais s'adonner aux sciences de la nature, et se proposait même d'écrire un ouvrage technologique

pour la préparation duquel un voyage dans le nord de l'Europe lui parut indispensable. C'est dans ce voyage qu'une impression très vive qu'il éprouva en visitant une fabrique de Norwège éclaira son esprit d'une lumière subite et lui fit découvrir sa véritable vocation. Il a raconté cet incident d'une manière éloquente dans la préface du tome II de son *Organisation du travail* :

« En 1815, je faisais un voyage dans l'Europe
« septentrionale. Occupé par la préparation d'un
« ouvrage technologique, j'étais allé visiter, entre
« autres fabriques, la manufacture de bleu de Modum,
« dont la ravissante situation me captiva quelques
« jours. Un matin que je considérais du haut d'une
« colline cette contrée qui peut rivaliser avec les plus
« beaux sites alpestres, un ouvrier allemand, recon-
« naissant en moi un compatriote, m'aborda, me
« priant de vouloir bien me charger de quelques com-
« missions pour notre pays. Mis à l'aise par ma bien-
« veillance, il déroula sous mes yeux un tableau sai-
« sissant de sa vie, et de l'indigence dans laquelle il vé-
« gétait ainsi que tous ses camarades. D'où vient donc,
« me demandai-je, que ce paradis qui s'étend sous
« mes regards, cache tant de misère ? Jusque-là, en
« ma qualité de savant, j'avais fait porter mon atten-
« tion sur les ateliers industriels, sur les fourneaux,
« les machines, et non sur les hommes ; sur les pro-
« duits des efforts humains, non sur les producteurs ;

« j'étais un étranger dans ce vaste empire de la mi-
« sère qui forme la base de notre civilisation fardée.
« Les paroles persuasives de l'ouvrier me firent sentir
« dans toute son étendue l'inanité de mes investiga-
« tions scientifiques. En quelques instants, ma réso-
« lution fut mûre; j'étais décidé à étudier les maux
« de l'humanité, leurs causes et leurs remèdes. »

De retour de ce voyage, Karl Winkelblech se mit à réfléchir sur les questions économiques : « Je trou-
« vai que les causes de la pauvreté ne viennent pas
« de la nature, mais des fondements économiques
« erronés sur lesquels reposent nos institutions; j'en
« conclus que le seul remède possible était de les
« améliorer. J'acquis la conviction, que, dans la cons-
« titution actuelle de la production, il était absolu-
« ment impossible de supprimer la misère, que tous
« les perfectionnements de la technique, si grands
« qu'ils fussent, n'arriveraient jamais à développer
« une aisance générale, en d'autres termes, que la
« civilisation se trouvait à un stade de son évolution,
« dans lequel tous ses progrès ultérieurs dépen-
« daient de ceux de l'économie, et que cette dernière
« était, pour notre époque, la plus importante de tou-
« tes les sciences. »

Par les efforts d'une méditation toute personnelle, Marlo arriva à concevoir un système économique complet. Il lut, alors seulement, l'œuvre des écono-
mistes, dont il n'avait pas encore pris connaissance,

voulant se maintenir l'esprit libre de toute prévention.

Il trouva dans cette étude la confirmation des opinions qu'il s'était formées ; en même temps, il se rendait compte que sa doctrine était dans l'ensemble très différente de toutes les autres et vraiment nouvelle. Aussi se décida-t-il à la rédiger (1847).

Sur ces entrefaites, eurent lieu les mouvements politiques et sociaux de 1848. Au point de vue social, toutes les classes productrices de l'Allemagne élevaient alors la voix contre la liberté industrielle et protestaient contre le « laisser faire ». Les patrons de métiers, dans un manifeste signé par 391 maîtres de Bonn, réclamaient avec beaucoup de vivacité une *Gewerbeordnung*, un règlement industriel qui les protégeât, et qui organisât sur des bases stables la maîtrise, l'apprentissage, etc. « Nous ne voulons pas, disaient-ils, la suppression « de la concurrence, mais nous voulons des concurrents sérieux. »

Un « congrès préliminaire des membres des métiers de l'Allemagne du Nord » se réunit à Hambourg, du 2 au 6 juin 1848. Bien qu'il fût, en principe, exclusivement professionnel, Winkelblech réussit à s'y faire admettre, et y joua un rôle très important ; il conquist à ses vues un certain nombre de membres de l'Assemblée, qui se groupèrent sous

le nom de *Fédéralistes*(1). De là vint la dénomination de *Fédéralisme* que Winkelblech donne, dans son livre, à sa propre doctrine. Le congrès demanda la substitution, aux anciennes institutions corporatives jugées artificielles, d'une nouvelle *Gewerbeordnung*, basée sur l'ordre naturel des choses; il insista, sur les conseils de Winkelblech, pour que la législation qu'on sollicitait fût systématique, qu'elle visât non seulement la question des métiers, mais la question sociale dans son ensemble. Marlo avait fait accueillir par le Congrès un vœu tendant à la convocation d'un parlement social, chargé d'élaborer un projet de réforme qui serait ensuite soumis aux suffrages du parlement politique; mais, comprenant qu'il était impossible d'y donner satisfaction avant le vote de la constitution, il retira sa motion qui fût forcément restée toute platonique, et se rallia à l'idée d'un nouveau congrès qui se tiendrait à Francfort-sur-le-Mein.

Ce congrès s'ouvrit le 15 juillet; il se heurta, dès le début, à des difficultés; les compagnons, froissés de ce que les maîtres avaient d'abord voulu les exclure de l'assemblée, ouvrirent le 18, un congrès parallèle, et constituèrent un comité de compagnons qui, d'ailleurs, resta fidèle à la doctrine de Winkelblech.

1. A cause de la part assez grande qu'ils faisaient, dans leur système, à la propriété collective, dont les possesseurs forment en effet, entre eux, une sorte de fédération.

Sur ces entrefaites, l'agitation socialiste faisait des progrès parmi les masses prolétaires. Une « association fraternelle des travailleurs » (*Arbeiterverbrüderung*), d'opinion très avancée, s'était créée. Le comité central qui en était l'âme, organisa des congrès de district, dont l'un se tint à Heidelberg, les 28-29 janvier 1849. Winkelblech s'y rendit et exposa ses vues. Il rencontra une vive opposition. Fröbel et Borne l'attaquèrent avec ardeur ; préconisant les mesures violentes et révolutionnaires, ils subjuguèrent un auditoire gagné d'avance aux partis extrêmes, et Winkelblech, voyant que le dernier mot resterait aux socialistes les plus audacieux, et que des paroles de modération n'avaient aucune chance d'être entendues, quitta la réunion dès le premier jour. Son rôle public était fini. Il se consacra, dès lors, à la publication de son ouvrage dont les premières livraisons parurent en 1850. Des préoccupations diverses et des raisons de santé empêchèrent l'auteur de poursuivre son œuvre ; elle n'était pas achevée lorsqu'il mourut le 10 juin 1865.

Telle qu'elle existe, l'œuvre de Winkelblech, qui, a pour titre : « Recherches sur l'Organisation du travail ou Système de l'Economie universelle, par Karl Marlo » a trois parties : la première est une sorte d'introduction historique et critique à l'étude des questions économiques ; la deuxième contient les éléments théoriques de l'économie, la troisième

enfin, a trait à la solution pratique du problème de l'organisation du travail. Dans la 2^e édition (1) de 1885-6, la première partie a été scindée en 2 volumes, de sorte que l'ouvrage comporte 4 tomes.

1. C'est à cette édition 4 vol.in-8° (Laupp, Tübingen, 1886) que se rapportent nos références.

CHAPITRE II

L'ÉCONOMIE POLITIQUE, LA MORALE ET LE DROIT CHEZ KARL MARLO.

Définition de l'Economie politique. — Elle est un art pratique et entretient, à ce titre, des relations, avec les diverses sciences. — Ses rapports avec les sciences positives et avec les sciences appliquées. — Economie et Technique. — Divisions de l'Economie politique.

Sa dépendance à l'égard des disciplines morales. — L'idée de bonheur. — La morale ; elle est une « science de croyance ». — Evolution historique de la croyance : monopolisme, panopolisme. — Le vrai christianisme suivant Karl Marlo, et la *Weltbeglückung*. — Le christianisme de Marlo et celui de l'Ecriture. — Les diverses sectes religieuses.

La conception du droit chez Karl Marlo. — Droit païen et droit chrétien. — Origine historique du droit ; Marlo et Savigny. — Part de la volonté dans la formation du droit. — Droits originaire, positif, scientifique ; leur évolution. — Distinction du droit et de la morale. — Devoir moral et obligation légale. — Rôle de l'Etat en cette matière. — Devoirs d'amour et de charité.

Conclusion : ce que l'Economie reçoit des diverses disciplines morales.

L'homme est en proie à une foule de besoins tant matériels que moraux, dont il souffre quand il ne

les contente pas, et dont la satisfaction, au contraire, lui procure une jouissance : « Aussi la jouissance « est-elle le but général de toutes les aspirations « humaines ; mais les variétés s'en diversifient d'ail- « leurs selon les besoins et les individualités où « ils prennent naissance. Le sauvage qui con- « somme avec une rapacité tout animale le butin « de ses flèches ; la dame raffinée qui se pare de « perles et de bijoux, le sage qui poursuit ses étu- « des, aussi bien que le fidèle dont l'âme est en- « chaînée par la dévotion, tous jouissent, chacun à « sa manière. Et les philosophes qui assurent que « la jouissance doit se subordonner au culte de la « vérité disent simplement par là que l'investiga- « tion scientifique est la forme de la jouissance qu'on « doit le plus estimer » (1).

En d'autres termes, aussi multiples que nos besoins seront les biens que nous devons leur donner en pâture. Tantôt nos désirs se portent sur les dons naturels et gratuits de l'esprit et du corps, et tantôt vers d'autres biens, tels que les aliments, les ustensiles, etc., qui doivent être acquis et dont la production nécessite de notre part un effort conscient et volontaire, c'est-à-dire un travail. C'est de cette seconde catégorie de biens que s'occupe l'économie politique. Ils sont, du reste, pour nous d'une im-

1. *Organisation du travail*, t. III, p. 1.

portance capitale, puisque c'est de leur consommation que dépend la conservation de notre vie ; et comme nous ne pouvons, en somme, rechercher les plaisirs même les plus désintéressés de l'intelligence et de la beauté, sans prendre souci des conditions physiques de l'existence, le travail est le rude et pénible chemin qui, dans tous les cas, nous conduit plus ou moins directement des besoins à leur satisfaction. Il est donc normal que l'homme cherche à le rendre plus aisé et à l'aplanir, et puisque la jouissance et la peine sont indissolublement unies l'une à l'autre, à obtenir le maximum de jouissance avec le minimum de peine.

« Si chaque homme produisait lui-même les biens
« qu'il consomme, et n'avait besoin, pour éduquer
« ses forces, d'aucun secours étranger, si les facteurs naturels sans lesquels tout travail serait impossible, lui étaient innés comme ses facultés, il
« lui serait sans doute commode de juger comment
« et combien de temps il doit travailler pour parvenir à la plus grande jouissance avec la moindre
« fatigue ». Mais il est loin d'en être ainsi : dans le premier âge, incapables de produire nous-mêmes, nous devons consommer les fruits de l'activité d'autrui ; il nous faut ensuite nous approprier les instruments naturels que nous mettrons en œuvre, et affronter dans cette prise de possession la rivalité de nos concurrents. Enfin, comme la nature est iné-

galement généreuse selon les contrées, comme les forces humaines sont inégalement développées suivant les individus, il sera nécessaire d'opérer, entre tous les points de la société, entre tous les membres qui la composent, des transactions multiples dont le but est de faire payer d'une moindre somme d'efforts une somme plus considérable de prospérité : « la « complication de ces rapports a rendu si difficile la « solution de la question sociale que nous avons dû « en faire une science spéciale : l'économie. Elle « recherche les lois en vertu desquelles on doit « distribuer les tâches entre les producteurs, pour « que le genre humain obtienne les plus grandes « jouissances possibles ; et comme de cette recherche il résulte que nous devons tous coopérer à ce « but éminent, comme les organes d'un corps aux « membres multiples, on peut appeler l'Economie : « la science de l'organisation du travail la plus rationnelle (*die Lehre der zweckmässigsten Organisation der Arbeit*) » (1).

C'est en ces termes que Karl Marlo, au début du 3^e volume de son œuvre, nous indique sa conception d'une manière succincte et précise. L'Economie est, pour lui, un art, ou, d'après une expression plus habituelle à son époque, une science appliquée. Elle se pose un problème pratique bien défini : sa-

1. *Org. du trav.*, t. III, p. 4.

tisfaire nos besoins au prix du plus faible travail ; et les connaissances théoriques ne l'intéressent qu'autant qu'on en peut tirer quelque lumière pour l'action. « Elle n'a pas à étudier le cours des choses « pour s'y soumettre patiemment, mais bien pour « le régir (1). »

Si les physiiciens s'étaient bornés à observer passivement les phénomènes de l'ébullition, nous n'aurions pas encore de machines à vapeur, et de même l'économiste, en se contentant de transcrire des faits, n'obtiendra point le résultat utile qu'il doit se proposer. Il ne faut pas dire simplement avec J.-B. Say que « l'économie politique est la science de la production, de la distribution et de la consommation des richesses » mais bien « la science de la production, de la distribution et de la consommation *les plus convenables* ». De fait, J.-B. Say montre comment les choses se passent, mais non comment elles devraient se passer et lorsqu'il déclare, à maintes reprises, qu'il n'enseigne pas l'art de s'enrichir, il oublie que la production et la répartition, en elles-mêmes, nous importent peu, que ce qui nous tient à cœur, c'est qu'elles s'opèrent au mieux de nos intérêts. L'Economie n'est rien moins qu'une science désintéressée ; la comprendre ainsi, c'est commettre la plus grave méprise. L'Economie ne s'adresse

1. *Org. du trav.*, t. III, p. 39.

pas à l'humanité curieuse, mais à l'humanité souffrante qui attend d'elle l'allègement de ses labeurs.

D'ailleurs, comme tous les arts, l'Economie entretient les relations les plus étroites avec les sciences spéculatives, et avec les autres pratiques. C'est en ce sens que Marlo l'appelle parfois, avec quelque inexactitude, du reste, une science d'expérience. Il faut entendre par là qu'elle doit s'appuyer sur les lois naturelles que l'expérience nous découvre, et qu'elle ne saurait, sans en tenir compte, nous fournir des conseils salutaires. Elle doit nécessairement connaître le milieu sur lequel elle doit agir, et ce sont précisément les sciences pures qui lui fournissent les renseignements indispensables. A ce titre, il n'est aucune branche du savoir humain qui puisse lui être indifférente ; la physique, la physiologie, la géographie, etc. et, au premier rang, la psychologie lui prêtent un concours précieux à divers égards. Il en est de même des sciences appliquées. Si l'on embrasse dans son ensemble, dit Marlo, le système des sciences appliquées, on voit qu'il comprend toute la production et admet autant de divisions et de subdivisions qu'il y a de catégories de production. Si, comme le voulait Fourier, on englobe sous le nom d'industrie, toute activité dirigée vers une forme productive quelconque, l'industrie se partage en deux grands domaines, d'une part, la technique, d'autre

part, l'économie (1). La technique nous apprend, grâce à quelles méthodes on obtient les produits les plus parfaits, les outils les plus ingénieux, les céréales les plus nutritives, etc. ; l'économie, au contraire, comment on devra opérer pour ménager sa peine et quel est le degré de perfection compatible avec le plus fructueux emploi de notre travail ; « par exemple, la technique de la politique nous enseigne quelles sont les institutions judiciaires les plus propres à régler nos contestations ; l'économie, en quelle façon elles doivent être modifiées, si nous ne voulons pas que des procès insignifiants entraînent des frais plus importants que les objets du litige ».

Infiniment multiples seront les technologies, puisque les méthodes varient pour chaque nature de production. Au contraire, l'exploitation rationnelle du travail est dans tous les cas, au dire de Karl Marlo, à peu de chose près, soumise aux mêmes principes, de sorte, qu'à l'inverse des techniques, l'Economie se composera d'une partie *générale* très étendue contenant les grands préceptes utilisables dans tous les départements industriels, tandis que les indications *spéciales* à tel ou tel seront au contraire assez réduites.

Comme les différents biens que nous produisons ne sont que des moyens de jouissance, et que nos satisfactions ne sont réelles que si elles ne nous coûtent

1. *Org. du trav.*, t. III, p. 170. sq.

tent pas trop de fatigues, l'Economie a pour nous une valeur supérieure à celle des techniques : « Une société basée sur d'exacts fondements économiques peut, même si la technique est imparfaite, obtenir un certain degré de prospérité, et ne le pourrait, dans le cas opposé ».

Remarque essentielle, constatation judicieuse qui nous met à l'abri d'une fréquente confusion : on réserve à la technique les griefs que les vices de nos systèmes économiques devraient seuls encourir. La question du machinisme et de ses conséquences en est une preuve. Les moteurs perfectionnés dont le progrès des inventions nous a gratifiés sont bien innocents des crimes qu'on leur impute : les seuls coupables, ce sont les économistes ; c'est à eux qu'il appartenait de nous indiquer comment on pouvait faire servir ces merveilleux engins au bien de la Société ; et jusqu'ici, ils n'ont pas rempli leur mission.

L'économie peut adresser ses exhortations à l'individu, à l'État, ou même à l'universalité des hommes qui, sur toute la terre, font conspirer leurs efforts pour rendre moins pesant le fardeau du travail. De là, une économie individuelle, une économie nationale, une économie universelle (*Weltökonomie*). En second lieu, l'économie peut demander à l'État de faire observer, en vertu de sa toute-puissance, une partie des règles qu'elle formule, et

laisser les autres soumises au jugement et à l'intelligence des citoyens ; dans le cas où elle nous fournit des règles qui peuvent être transformées en obligations légales, elle constitue l'économie politique et l'économie non-politique, dans l'hypothèse contraire. Tantôt elle traite de l'activité du corps social, et tantôt de celle des particuliers et se scinde, pour cette raison, en économie publique et en économie privée. Voilà pour ce qui concerne son champ d'action. Si maintenant nous examinons sa structure interne, nous y trouvons d'abord la partie générale et la partie spéciale dont nous avons parlé plus haut, et en nous plaçant à un point de vue différent, une partie élémentaire et une partie pratique : « pour savoir comment employer notre travail de la manière la mieux appropriée, il nous faut
« d'abord rechercher quel système on a jusqu'ici mis
« en œuvre dans la production des biens économiques, comment cette production dépend de l'ordre
« universel de la nature (*der natuerlichen Weltordnung*)
« et quelle influence les institutions ont pu avoir sur
« elle. » Ce sera la partie élémentaire. « Ce n'est qu'après avoir appliqué à ces questions une enquête approfondie que nous serons en mesure de nous prononcer sur les chemins qu'on a suivis avant nous,
« et de décider s'il y a lieu de les suivre encore, s'il
« ne faut pas en prendre d'autres, si les institutions en vigueur ont des défauts et s'il est pos-

« sible d'y remédier. » La réponse incombera à la partie pratique à laquelle l'autre n'était qu'une initiation (1).

En insistant sur le caractère pratique de l'économie, qui fait d'elle « l'auxiliaire la plus secourable de la vie humaine » (2), nous avons mis en évidence sa dépendance à l'égard des sciences positives. Elle est encore dépendante, et d'une manière aussi étroite, vis-à-vis des disciplines morales. L'esprit nettement idéaliste de Marlo, dont ce travail donnera plus d'une preuve, le portait naturellement à élargir l'influence de l'éthique sur l'économie. Il remarque tout d'abord que, de même que tous les arts, l'économie ne parle jamais qu'au conditionnel. Elle met à notre disposition les moyens d'atteindre tel but, de parvenir à telle fin qu'il est entièrement en notre volonté de poursuivre ou de négliger. « Elle nous dit : si tu veux gagner ce but, « voici les moyens; tu le manqueras, si tu n'y as « point recours, car la nature ne se laisse gouverner « que par une exacte connaissance de ses lois, et « l'ignorant reste toujours esclave de sa puissance. »

Elle ne parle que lorsqu'on la consulte; elle nous procure, en définitive, la solution d'un problème qu'elle ne pose pas : Voulons-nous être heureux,

1. *Org. du trav.*, t. III, p. 173, p. 184.

2. *Op. cit.*, t. I, p. 181.

diminuer nos efforts, ajouter à nos plaisirs? Cette question paraît enfantine, tant la réponse est certaine : le désir du bonheur n'est-il pas le plus naturel, le plus profond de tous — et aussi, d'après Marlo, le plus légitime? Du moins avec elle, nous sortons du champ propre à l'économie pour pénétrer sur le terrain de la psychologie, de la morale et de la religion. L'économie est un appareil pratique, construit suivant les lois et les données de l'expérience, mais qui ne reçoit que de l'éthique la force et l'impulsion. L'idée de bonheur est comme un foyer central dont les ondes se propagent de la morale et de la religion, au droit et à l'économie et qui les réunit dans la communauté d'une même chaleur (1). Et d'abord, si nous recherchons le lien de tous les instincts humains, c'est l'aspiration vers le bonheur qui nous apparaît comme « l'Instinct des Instincts » ; conséquemment la réalisation du bonheur doit être la vocation de l'homme. Marlo en a l'intime et profonde conviction. D'ailleurs, la religion elle-même a placé dans le bonheur le principe de l'action. A la bien comprendre, l'Écriture nous recommande de le poursuivre. « L'Évangile nous le « représente comme la fin suprême et dernière du « genre humain. Les conflits de nos appétits et notre « infériorité physique nous empêchent d'en jouir « dans son intégralité, pendant cette vie temporelle »

1. *Op. cit.*, t. III, p. 90-111, 139.

« mais la vie éternelle nous le donnera dans toute sa
« plénitude. » Il doit y avoir, du reste, absolue concordance entre la révélation et la morale naturelle, puisque la nature est, comme l'Évangile, d'origine divine. Mais cette raison primesautière ne saurait suffire, et dans une dialectique subtile, Karl Marlo fait rentrer toute la morale dans la religion.

En premier lieu, peut-il y avoir une morale naturelle, en ce sens que le principe s'en laisse déduire de la contemplation de l'ordre des choses? C'est s'abuser que de le croire : la nature nous fournit des réalités mais pas d'idéal. De ce que certains actes contribuent à notre bonheur, on n'est pas fondé à conclure *ipso facto* que nous sommes astreints à les accomplir, et les particularités de nos bons mouvements ou de notre nature physique sont impuissantes à nous renseigner sur nos obligations ; de ce qui existe ou de ce qui arrive, on ne peut tirer ce qui *doit* se produire, car il n'y a aucun lien de causalité entre les catégories de l'« être » et du « devoir. »

En outre, les lois de la connaissance sont essentiellement différentes, selon qu'il s'agit des vérités expérimentales ou des vérités de la morale. Un seul observateur peut obtenir, s'il est en possession de méthodes précises, des résultats indiscutables, contre lesquels la mauvaise foi ou l'ignorance ne sauraient prévaloir. Lorsque Kopernik soutenait que le soleil est immobile, et Lavoisier

que l'eau est une synthèse de deux gaz, leurs contemporains ne leur accordaient pas le moindre crédit, et plus tard leurs doctrines ont recueilli un assentiment à ce point unanime que personne n'ose plus les révoquer en doute; et il en advient ainsi de toutes les sciences d'expérience, parce que les vérités qu'elles mettent en lumière sont objectives et indépendantes des consciences où elles se reflètent subjectivement (1). Tel n'est pas le cas des vérités morales (2); on ne les discute pas, on ne les prouve pas. Toutes les conceptions éthiques surgissent spontanément, et nous les tenons pour vraies sans être en état d'en reconnaître le bien-fondé. Elles sont objets de croyance, et l'on pourrait désigner leur exposé scientifique sous le nom de « Sciences de Croyance (*Glaubenswissenschaften*) ». Elles ont, en résumé, même racine que la religion, elles font corps avec elle, elles en constituent une des deux parties, l'autre étant la théologie qui traite de Dieu et de son rapport au monde; ce sont des postulats de la conscience, des articles d'un *Credo*, des choses de foi. Marlo insiste sur ce point : elles sont vraies pour ceux qui y croient et le seul indice de leur valeur, c'est le consentement plus ou moins universel qu'elles rencontrent. C'est le *criterium* que proposait Lamennais et l'influence que ce philosophe a exercée sur

1. *Op. cit.*, t. I, p. 183.

2. *Op. cit.*, t. IV, p. 314 et s.

Marlo se fait sentir en plus d'un endroit de son système. Notre auteur ne se flatte donc pas de démontrer la supériorité du christianisme sur les autres dogmes : il y croit parce qu'il est chrétien, parce que la majeure partie des hommes s'y est convertie, et pour la même raison, il espère avec une ferme confiance, son triomphe définitif sur les confessions rivales.

D'ailleurs, il est utile de remarquer que la morale appliquée, qui précise dans ses détails la formule générale d'obligation que nous impose la loi de conscience, réclame, au contraire, l'intervention active du raisonnement et des données scientifiques. L'autorité de l'impératif n'est pas en question, mais il y a lieu d'examiner par quels actes extérieurs doit se traduire notre obéissance ; de fixer quelles en doivent être les manifestations, et de voir enfin de quelle manière la nature, aux nécessités de qui l'on ne peut se soustraire, permet d'en témoigner. Aussi Marlo dit-il quelque part, que la morale (dans ses applications) est une science « éthique-naturelle » (1).

La foi, d'après ses conceptions qui sont un souvenir direct des théories de l'école historique allemande, est un grand phénomène collectif soumis aux vicissitudes de l'évolution. Savigny considérerait le droit comme une « fonction » ou comme une « force »

1. *Op. cit.*, t, IV, p. 319.

des peuples, et déclarait qu'à la question de son origine il n'y avait pas de réponse historique ; l'opinion de Karl Marlo est analogue : la conscience morale des peuples est une éclosion spontanée, de même que le *Rechtsbewusstsein*, ou la conscience juridique ; ou, plus exactement, l'une et l'autre ne sont qu'une même et ondoyante réalité, car — nous le verrons bientôt — « le principe du droit découle par une logique nécessaire de celui de la morale » (2).

C'est une des caractéristiques de l'esprit de Marlo que ce sens très net de la marche de l'histoire, allié à la persuasion qu'on n'atteindra jamais les ressorts intimes qui lui communiquent le mouvement, et qu'en particulier les vérités de religion et d'éthique, à qui l'humanité demande une direction, sont toujours relatives à la croyance d'une époque et d'une société déterminées.

D'après Karl Marlo, l'histoire se divise à cet égard en deux grandes périodes : l'une, où la conscience des hommes n'a pas connu la doctrine chrétienne, et l'autre, celle où nous vivons, qui s'en pénètre peu à peu. C'est donc ici le lieu de compléter ces quelques renseignements sur la morale du bonheur, telle que, suivant Marlo, le christianisme nous la fournit, et qui est comme le point lumineux duquel les âges successifs se sont insensiblement rapprochés.

1. *Op. cit.*, t. IV, p. 348.

Ce serait se tromper grandement que de penser que les doctrines eudémonistiques de la plupart des philosophes, celle de Bentham, par exemple, ou celle de Wolf, soient conformes aux préceptes sacrés de l'Évangile. Ces systèmes égoïstes et étroits n'ont qu'un point commun avec les enseignements divins : la reconnaissance du bonheur comme de l'objet naturel et légitime de nos efforts : à ce titre, le dogme chrétien lui aussi est eudémonistique. C'est en recourant à la parole de Dieu telle que les saints livres nous l'ont transmise, et non aux interprétations fausses que des docteurs mal éclairés en ont données, qu'on se convaincra rapidement de sa véritable essence. L'ascétisme, l'apothéose de la douleur ne sont qu'une infiltration en lui d'idées antérieures à son apparition et qui en altèrent la pureté. L'opinion spiritualiste, que les plaisirs sensuels sont mauvais en soi n'est pas chrétienne, comme on l'a cru trop longtemps. Le vrai christianisme admet toutes les jouissances, se bornant à considérer celles de l'âme comme supérieures à celles du corps qu'il ne condamne du reste nullement. Il veut le bonheur le plus large pour le plus grand nombre.

Et c'est en cela précisément qu'il se distingue du Wolfianisme ou de la thèse de Bentham. Le principe d'action, d'après ces auteurs, doit être l'intérêt bien entendu, car en vertu d'un admirable agencement, le bien individuel concorde avec le bien général : « L'a-

beille, en travaillant pour soi, travaille pour la ruche ». C'est là une assertion à qui les faits infligent de multiples démentis, et les cas sont innombrables où le mot de Montaigne se vérifie que « le dommage de l'un est le proufit de l'autre ». « L'homme qui « prend de force à un plus faible une part des produits du travail de celui-ci, agit selon son intérêt « bien entendu qui n'est pourtant pas celui de la société » et l'habileté est loin d'être toujours une vertu.

La thèse est donc fausse, et si elle se corrige, si elle reconnaît que l'homme peut, en maintes circonstances prélever sa prospérité au détriment de celle du groupe, et ne renonce cependant pas à la règle de l'intérêt bien entendu, elle devient franchement immorale, car tous les hommes ont des titres également justes à réclamer le bonheur. L'éthique chrétienne a pour devise non pas seulement « être heureux » mais « faire des heureux ». C'est en effet au bonheur universel, à la *Weltbeglückung* (1) qu'elle travaille ; elle dit, non pas : « bonheur et égoïsme » mais « bonheur et sympathie ».

« Du précepte de la *Weltbeglückung* suit nécessairement que, d'une part, nous ne devons entraver le « bonheur de personne, c'est-à-dire de nos semblables, « voire de nous-mêmes (compromettre notre avenir), « et d'autre part que nous devons au besoin sacrifier partiellement notre propre bonheur à celui des

1. *Op. cit.*, t. IV, p. 325 et s.

« autres, pour que la collectivité jouisse de la plus
« grande félicité possible. Le principe du bonheur
« universel se divise conséquemment en deux com-
« mandements : celui de la justice et celui de l'amour
« (la bienveillance). Tous deux sont susceptibles de
« recevoir diverses expressions : au lieu de « sois
« juste » on peut aussi dire : « garde-toi de toute at-
« teinte au bien public ; ne lèse aucun intérêt social,
« n'emploie personne comme moyen pour atteindre tes
« fins, ne nuis point à autrui, évite le mal ». Au lieu
« de « sois bienveillant » : « accrois le bien public, agis
« dans l'intérêt social, subordonne tes buts à ceux de
« l'ensemble des hommes, sois utile aux autres, fais
« le bien. » A plusieurs reprises, Marlo revient sur
les devoirs de justice et d'amour et il fait l'éloge de
L. Blanc qui les prescrit dans ses doctrines. Le monde
moderne a seul conçu leur sublimité, tandis que
l'antiquité et même le moyen âge n'en ont eu que
d'obscurcs intuitions. Le christianisme a ajouté quel-
que chose à l'idée élémentaire de bonheur : celle
d'un droit commun à tous les hommes d'y préten-
dre, celle de « l'égalité des prérogatives » si l'on peut
ainsi traduire l'expression allemande de « *gleiche
Berechtigung* ». *Weltbeglückung, Liebe, Gerechtigkeit, glei-
che Berechtigung*, voilà les mots qui brillent au fron-
ton du temple chrétien : le paganisme n'avait pas
de telle devise.

Sans doute, les hommes ont de tout temps recher-

cherché les jouissances, mais on ne pensait pas que l'idéal à poursuivre fût : le plus de jouissances pour tous les hommes. Loin de là ; la société était alors scindée en castes, dont les uns avaient tous les privilèges, pendant que les autres, courbées sous les plus durs labeurs, travaillaient à satisfaire l'oisiveté et la fantaisie des maîtres. *Paucis vivit humanum genus !* La cohue des esclaves est aux ordres d'un petit nombre de citoyens, la foule des serfs est au service de quelques seigneurs. La caractéristique de cette période, c'est l'inégalité des prérogatives, le droit pour les uns de réclamer un bonheur interdit aux autres, à ceux-là même dont l'activité le leur procure. Une telle conception a subi, pendant la Révolution française, une première défaite indiscutable dont elle ne se relèvera pas, il faut l'espérer. A l'ère du *monopolisme*, doit succéder, suivant un mot que Karl Marlo crée pour désigner le sens égalitaire des préceptes chrétiens, le *panpolisme* (1). L'esprit nouveau s'est élaboré tout récemment, au xvii^e et au xviii^e Siècle, notamment ; ou plutôt, le panpolisme, élément essentiel de la morale chrétienne, est aussi âgé que le christianisme, qui, malgré une lutte de dix-huit cents années n'a pas encore triomphé définitivement des tendances païennes. Les premiers fidèles étaient tellement pénétrés de leur

1 *Op. cit.* t. I, p. 224

croyance que leur manque d'autonomie politique fut seul capable de les empêcher de fonder le véritable Etat chrétien ; ceux qui leur succédèrent admirent au contraire un si grand nombre de points de vue païens, que toutes leurs institutions politiques et sociales ne s'élèvent pas au-dessus du monopole. D'ailleurs lentement, progressivement, des éléments plus chrétiens venaient atténuer la rudesse de ces fausses conceptions. On admit que les esclaves pouvaient être affranchis, on fit succéder le servage à l'esclavage, et la période féodale laissa déjà pressentir une ère plus favorable, en admettant du moins, entre toutes les classes sociales, malgré l'inégalité de leur condition, le devoir d'une mutuelle fidélité et d'une affection mutuelle. De là, la distinction d'une période purement païenne, païenne-chrétienne, et purement chrétienne où nous allons entrer.

Il y a quelque surprise à voir Karl Marlo considérer le moyen-âge comme un temps de paganisme mitigé. La foi profonde, et depuis peut-être sans exemple, qui l'a animé, la sincérité de ses sentiments religieux n'en font-elles point, de toute évidence, une des plus grandes époques du christianisme ? La ferveur n'a-t-elle pas diminué après lui ? Aussi est-ce le lieu de montrer combien le christianisme de Marlo est différent de celui de la tradition. C'est, selon lui, nous l'avons vu, tout l'opposé d'une doctrine d'ab-

stinence et de renoncement, et l'on est en droit de se demander si Marlo comprend bien l'Évangile comme il faut le comprendre, et si la mystique chrétienne ne considère pas plutôt la vie comme une épreuve et une purification préliminaires à la félicité éternelle.

Lorsque Saint-Simon avait publié ses vues qui présentent avec celles de Marlo une analogie frappante, il avait eu l'impression fort juste que ce « nouveau christianisme » était bien une religion nouvelle. Tel n'est point l'avis de Marlo : le nouveau christianisme qui s'annonce, c'est purement et simplement le « vrai christianisme ». Celui qu'on a regardé comme tel jusqu'ici, celui que confessent les Églises n'en a été que la caricature. « Notre clergé que nul signe du temps ne peut éveiller de son sommeil, nous donne avant comme après, sa morale misérable, comme l'éthique du Christ (1). » Marlo, en réalité, n'appartient à aucune église, et son christianisme qui, d'ailleurs, relègue à l'arrière plan la théologie pour donner à la morale la place d'honneur, n'est ni catholique, ni protestant.

Le protestantisme (2) aurait pû, grâce à sa constitution plus démocratique, qui n'admettait point de distinction entre le prêtre et le fidèle, favoriser l'idée de l'égalité des prérogatives. Mais il se contente de

1. *Op. cit.*, t. II, p. 493.

2. *Op. cit.*, t. II, p. 621.

cette égalité pour l'Eglise sans la réclamer pour l'Etat, et même, en mettant souvent le pouvoir spirituel entre les mains des princes séculiers, il a renoncé à son droit de libre détermination dont la revendication avait été sa seule raison d'être. Aussi ses différentes sectes n'ont-elles aucun avenir devant elles. Il a cru ensuite que la foi suffit sans les œuvres, et a ainsi détourné les esprits les plus généreux du champ de la lutte où la vraie morale devait triompher. L'Eglise catholique, elle aussi, a encouru et encourt encore le blâme pour avoir défiguré le dogme, asservi la société au clergé, et avoir donné par son organisation, l'exemple des privilèges, des monopoles et des abus. Elle devra revenir à l'éthique chrétienne, si elle ne veut qu'une nouvelle église régénérée, plus sainte et plus pure, ne la remplace, et reprendre les traditions panpolistiques, qu'elle suivait à l'origine en défendant partout les opprimés, et que des calculs d'intérêt lui ont fait depuis abandonner. Elle est responsable de l'irréligion du temps présent par les erreurs qu'elle a propagées : le matérialisme est la réaction fatale qui suit la méconnaissance de la chair au profit de l'esprit. L'humanisme, c'est-à-dire, cette tendance qui porte les hommes à croire que les dogmes ne sont que des instruments inutiles, dont l'esprit s'est trop longtemps embarrassé, et que la raison suffit pour édifier une morale sans le secours de la foi, voilà la suite

du discrédit où sont tombés les ministres du culte. Par leur faute, on oublie de nos jours que la religiosité est un des instincts les plus indéracinables du cœur humain, et que toutes les grandes idées qui ont pénétré les peuples et les ont transformés ont été des idées de source religieuse, (1) et l'on attend de la philosophie qu'elle se substitue à une croyance qui semble caduque.

D'ailleurs Karl Marlo reconnaît que le conflit n'a pastoujours revêtu cette forme aigue. Certains « humanistes » recommandent d'éviter les attaques directes contre la religion ; et d'autre part, beaucoup de prêtres soutiennent qu'en dehors du culte divin, le christianisme réclame encore l'accomplissement des préceptes moraux ; mais ils ne croient pas qu'il existe, en outre, des préceptes juridiques dont l'observation s'impose au chrétien, et ils lui prêchent d'obéir en toutes circonstances, aux institutions existantes, quelles qu'elles soient. C'est qu'ils ne voient pas le lien qui rattache la religion au droit, et nous sommes ainsi naturellement amenés à nous demander nous-mêmes quels rapports les unissent, et à examiner après les idées morales de Marlo, ses idées juridiques.

De même que la morale se divise en théorique et pratique, toute doctrine du droit renferme deux parties : le principe et les applications. Or, le fon-

1. *Op. cit.*, t. II, p. 616.

dement du droit est contenu dans les vérités éthiques de la religion. Marlo déclare que Dieu est la vraie source de tout droit (1). C'est assez dire que le droit et la morale sont intimement rattachés l'un à l'autre, et que dans leurs éléments profonds ils se confondent. Aussi les exemples sont-ils nombreux où Marlo en parle comme d'une seule et même discipline. Si l'on envisage le droit au point de vue philosophique ou spéculatif, il n'en saurait exister qu'une formule : celle du panpolisme qui découle du dogme chrétien, et qui, seule, a une valeur absolue. Mais si l'on se place, au contraire, sur le terrain des faits, au point de vue empirique, il y aura nécessairement autant de systèmes juridiques qu'il y a de différentes religions ; il est certains systèmes d'éthique, contraires à celui du Christ, qui se ressemblent tous en ce point que l'idée de l'égalité des prérogatives leur est étrangère, et qui d'autre part, se fixent chacun un idéal particulier : il s'agit de favoriser telle ou telle classe considérée comme d'une origine supérieure, au détriment de telle autre, ou même d'élever un homme au-dessus de tous ses semblables, etc ; il pourra donc y avoir, pour employer la terminologie un peu barbare de Marlo, une foule de systèmes monopolistiques. Du reste on en peut négliger les diversités pour les opposer, dans leur généralité, au vrai droit, et nous re-

1. Cf. *op. cit.* t. III. p. 142.

trouvons l'antithèse mise déjà en lumière entre la « *gleiche* » et l'*ungleiche Berechtigung* ». « Le droit « païen ne reconnaît aucune volonté plus haute que « celle de l'homme. A chacun il dit : essaie ta force « et si tu peux te soumettre tes semblables, n'hé- « site point ; si tu peux spolier autrui des fruits de « son travail, ou du droit qu'il a d'exploiter pour sa « part les forces de la nature, fais-le ; et si tu peux « même, grâce à des mesures de rigueur, faire « pour l'avenir, de ceux que tu as asservis, les ins- « truments de ton arbitraire, cela t'est permis égale- « ment. Si donc le point de départ ultime du droit « chrétien est la justice et l'amour, inversement la « pratique païenne ne connaît autre chose que la « violence directe ou indirecte ; aussi le courage et « la vaillance sont-ils pour elle les vertus suprè- « mes, et leur salaire, la domination. » (1)

A cette reconnaissance de la lutte pour la vie, le droit chrétien oppose le témoignage de la parole sacrée : « Fais à autrui ce que tu voudrais qu'on te fit » et « aime ton prochain comme toi-même ».

D'ailleurs, tout en reconnaissant l'unité fondamentale du droit chrétien, il faudrait se garder de l'exagérer, par une faute analogue à celles des partisans du droit naturel, qui, de ce que la raison est toujours identique à elle-même, en arrivent à nier les nationalités.

1. *Op. cit.* t. I, p. 171.

Dieu a créé l'homme à son image, c'est-à-dire qu'il a fait de nous des personnes libres, non pas d'une liberté absolue, car nous lui serions alors pareils, mais restreinte tant par les obstacles naturels que par notre pouvoir d'accomplir le mal ; en d'autres termes, nous avons le droit de faire le bien, et la faculté de faire le mal, ce qui explique l'existence de tant de jurisprudences imparfaites et les condamne en même temps. Ce n'est pas en effet, comme le soutenait Hegel, le droit positif qui est l'étalon de la morale (1), mais bien plutôt la morale qu'on peut regarder comme l'étalon auquel doit ressembler le droit positif. D'autre part, puisque nous sommes des « personnes », au sens philosophique du mot, c'est-à-dire doués d'une individualité physique et morale, les règles de l'éthique se réfléchissent diversement dans les différentes consciences : chacun les conçoit à sa manière ; chaque homme, chaque peuple, chaque époque a son cachet d'originalité ; il en est de même du système juridique qu'ils adoptent ; comme le dit Marlo, il en est de celui-ci, comme du symbolisme sublime qui se manifeste dans les vieilles cathédrales, ou comme du reflet d'amour qui éclaire le visage de toutes les madones du moyen-âge — sans jamais en altérer pourtant la profonde individualité (2).

1. *Op. cit.*, t. 1, p. 175.

2. *Op. cit.*, t. 1, p. 176.

Le droit emprunte à la morale son contenu ; il se rapproche encore d'elle par son origine ; et Marlo reprend au sujet de l' « éclosion » du droit dans la conscience de l'humanité, les théories de l'école historique et, en particulier, de Savigny. Le droit, lui aussi, est le résultat d'une inconcevable gestation ; et sur la valeur de sa conception systématique, il faut s'en rapporter au jugement des peuples, au sein de qui s'est déroulé le processus de sa formation primitive. L'opinion publique, le consentement universel, c'est-à-dire, en somme, les manifestations extérieures de la croyance, voilà le critérium du droit comme de la morale. Plusieurs fois, Marlo revient sur cette idée, et il fait remarquer que les coutumes n'ont de valeur qu'autant qu'elles traduisent la conscience juridique d'une époque, et qu'elles cessent d'être valables, lorsque la concordance n'existe plus entre elles et l'esprit du temps. Trop souvent les juristes s'efforcent de maintenir des traditions mortes et desséchées. « D'après Savigny, le droit n'est pas un système de règles qui nécessairement se déduisent de la raison humaine, mais une idée vivante dans le cœur des peuples, une idée jamais immobile, qui subit leurs fortunes et leurs vicissitudes, de sorte qu'il ne peut jamais être question que d'un droit spécial à tel peuple particulier pris dans une phase déterminée de son évolution. »

Le droit prend naissance d'une manière mystérieuse au plus profond de l'âme populaire, comme une plante qui croît sur un sol vierge; l'opinion publique s'élabore spontanément, sous l'invisible action de deux facteurs qui sont, d'après la théorie chrétienne, la volonté divine et la volonté humaine.

Karl Marlo ne réduit donc pas à néant la part de la volonté humaine dans la formation du droit. « Si
« le contenu de la conscience juridique est toujours
« indépendant de notre volonté, l'acte de sa réa-
« lisation dépend au contraire toujours de notre
« libre vouloir (1). »

Ce qu'il y a de vrai, c'est que les peuples jeunes ne sont pas toujours entièrement conscients des fins où tend leur système de droit encore embryonnaire, tandis que les nations plus âgées se rendent mieux compte des motifs qui inspirent leurs déterminations juridiques; mais c'est toujours par l'effet de leur volonté que le droit passe, pour ainsi dire, de la virtualité latente qu'il a dans la conscience, à la réalité effective. L'idée d'une création involontaire du droit est une singularité de l'école des juristes. C'est la volonté humaine qui fait traverser au droit les deux stades de son évolution, qui le fait passer de sa forme primitive encore obscure à sa forme scientifique et littéraire, et à sa forme positive. L'édification d'une théorie scientifique du droit nécessite

3. *Op. cit.*, t. I, p. 243.

en effet un effort d'application, un travail de l'intelligence, qui communique aux données originaires du droit une forme méthodique, conséquente et précise qu'elles n'avaient point. A mesure que la civilisation se complique, les juristes forment une classe autonome qui, douée de plus de savoir et de pénétration que le commun des hommes, saisit mieux les traits essentiels du *Recht sbewusstsein* de ses contemporains, et les réunit dans un ensemble harmonieux de principes. Toutefois il ne faudrait pas considérer les juristes comme une catégorie nationale, existant en quelque sorte en dehors et au-dessus de la nation, et ayant le monopole de la construction du système juridique : ils ne sont qu'un organe de la Société, ils ont pour mission de rédiger le droit, mais ne contribuent à sa formation qu'en qualité de membres de la collectivité. Ils puisent leurs documents dans l'étude de la conscience de leurs concitoyens, et aussi dans les travaux des juristes antérieurs, qui doivent la notoriété dont ils jouissent, à leur adaptation au goût du peuple.

Une fois dégagé de ses ténèbres, mis en forme et clarifié par l'analyse des juristes, le droit est tout préparé par cette épreuve à entrer en vigueur comme règle impérative, à être sanctionné par le législateur, à devenir droit positif. Celui-ci doit, comme le droit littéraire, être la fidèle expression du droit origi-

naire et il demeure d'autant plus défectueux qu'il s'en éloigne davantage.

Il nous reste quelques mots à dire de la manière dont s'accomplit l'évolution, et ici comme précédemment, il y a lieu de distinguer entre le droit originaire et le droit scientifique et positif : le premier est soumis à une inégale et progressive transformation, tantôt lente, tantôt rapide, caractéristique de toutes les croissances organiques : « Ne voyons-
« nous pas la fleur qui s'épanouit ouvrir son calice
« en un court instant, l'arbre, au printemps, se
« couvrir en quelques jours de feuilles qu'il conser-
« vera le reste de l'année sans changement notable ;
« n'apercevons-nous point, en ce qui concerne le
« développement physique et intellectuel de l'homme,
« lors de son entrée dans l'adolescence, d'extraor-
« dinaires modifications qui, dans le cours ultérieur
« de sa vie, ne se produiront que beaucoup plus
« lentement. Ce qui se passe, dans la vie des hom-
« mes se répète à de plus larges intervalles dans la
« vie des peuples ; et la formation du droit n'est
« qu'une fonction particulière dans l'ensemble de
« leurs phénomènes vitaux » (1). D'ailleurs, au sein d'une même nation, certaines consciences individuelles sont, au point de vue juridique, moins avancées que d'autres ; de là des conflits et des crises

1. *Op. cit.*, t. I, p. 198.

entre l'idée nouvelle et l'idée vaincue qui résiste encore, et entre la majorité d'aujourd'hui et la minorité qui fut la majorité d'hier ou sera celle de demain.

Ces déchirements à l'intérieur d'une même société sont plus aigus encore lorsqu'il s'agit du droit positif. Car là, ce n'est pas seulement la conscience du peuple qui peut être hésitante et désunie, c'est aussi le travail de synthèse et d'épuration que les savants font subir au fonds d'idées populaires qui peut être en retard ou en avance sur l'esprit du temps. Et Marlo se pose à ce propos la question de savoir laquelle des trois hypothèses suivantes est la plus favorable : vaut-il mieux que le droit positif soit en avance ou en retard, ou qu'il suive une marche parallèle à celle de la conscience nationale, sans jamais la précéder, sans rester non plus derrière elle ? Nous ne reproduirons pas la discussion qu'il engage (1), nous bornant à en indiquer le résultat. Marlo estime qu'il est bon que le droit positif ait sur la conscience du peuple une certaine avance dans la voie où elle semble vouloir entrer, sans trop s'éloigner d'elle. L'idéal serait la marche parallèle, mais c'est là un idéal irréalisable, car sans relâche se modifie la conscience. Quant à la solution d'après laquelle on ne devrait réformer quoi que

1. *Op. cit.*, t. I, p. 200 et s.

ce soit aux institutions, si ce n'est quand la société tout entière le réclame avec insistance, on ne saurait trop la critiquer. C'est vouloir, en effet, ne jamais donner pleine satisfaction aux désirs du peuple, et s'exposer à ce que la révolte renverse un édifice décrépit qui ne répond plus aux besoins d'un âge nouveau. C'est oublier que toutes les formes de la vie sociale n'ont qu'une durée provisoire, qu'elles sont, au bout d'un certain temps, impropres à leur objet, et qu'un groupe qui a de nouvelles idées, une nouvelle manière de sentir et de penser ne saurait s'en accommoder. Maintenir de force les vestiges d'une organisation caduque, ou prétendre les réintroduire, une fois disparus, c'est ne point voir que l'histoire ne s'arrête pas dans sa route, qu'elle ne suit jamais deux fois le même chemin, et que jamais la même scène ne s'y répète.

Après avoir rapproché le droit et la morale, il importe de les distinguer, et de montrer qu'à un certain point de vue, on peut les considérer, non plus comme les divisions d'une même science, mais comme deux sciences indissolublement liées d'ailleurs par la communauté de leur idéal éthique : Ce ne sont pas, en effet, toutes les recommandations de la morale qui peuvent être transformées en lois positives. Un triple problème se pose : 1° chercher les devoirs dont l'observation peut être exigée, par force, de ceux qui les méconnaissent ; 2° voir si l'em-

ploi de mesures coercitives ne nuit pas plus à la société, dans tel cas déterminé, qu'il ne lui est utile ; 3^e voir auxquelles de ces mesures sont liés les moindres inconvénients et conséquemment quelle doit être l'attitude de l'Etat. C'est au droit qu'il appartient de la fixer. Le droit est donc, lui aussi, une science « éthique-naturelle » (1), car une connaissance approfondie de la nature est indispensable pour savoir dans quelles circonstances la contrainte peut s'exercer à propos et faire de tel commandement moral une obligation juridique.

Comme l'organe du droit — du droit positif, tout au moins — est l'Etat, il y a lieu de se demander dans quelles limites celui-ci doit étendre ou restreindre sa fonction : problème infiniment délicat, qui sépare les philosophes et les économistes en partis bien tranchés : deux opinions principales ont cours : les théoriciens du *Rechtsstaat* (2), de l'Etat de Droit, veulent rétrécir le plus possible la sphère de ses attributions ; l'Etat aurait pour mission unique de faire régner la justice. Des devoirs d'amour et de charité il n'est pas question ; et même, comme la marche continue du progrès nous laisse espérer dans l'avenir un degré supérieur de moralité pour l'espèce humaine, il se peut que la justice soit un jour spontanément respectée, de sorte que l'Etat

1. *Op. cit.*, t. IV, p. 336 et s.

2. *Op. cit.*, t. III, p. 149-155.

pourrait, s'il est permis de s'exprimer ainsi, disparaître par suppression d'emploi. Pour répondre à cette opinion, qui est celle des membres de l'école libérale, Karl Marlo, après avoir critiqué le terme de *Rechtsstaat* qui peut s'appliquer à toutes les formes d'Etats (car tous sont les organes du Droit, de quelque façon qu'on l'interprète) s'appuie sur une objection très forte d'Aristote (1) : « Si des gens qui habitent si loin les uns des autres que toute communauté entre eux est impossible, avaient des lois propres à prévenir toute injustice dans leurs rapports réciproques, — si, par exemple, l'un était menuisier, l'autre laboureur, un troisième cordonnier — tant qu'ils n'auraient entre eux que des relations économiques ou militaires, ils ne formeraient cependant jamais un Etat, quand bien même ils seraient dix mille ».

L'Etat n'est pas, comme le croient les partisans du *Rechtsstaat* et les Kantiens, le produit d'un contrat, un système plus ou moins arbitraire dont l'accord des volontés peut élargir ou diminuer l'office. Il est une donnée naturelle et primitive comme la famille. Au reste ce n'est pas seulement l'ordre de la nature, mais aussi l'essence même de la morale que méconnaissent les défenseurs de la doctrine incriminée. L'Etat, expression souveraine de l'esprit national est un *Gesamtwillen*, une volonté collec-

1. *Op. cit.*, t. III, p. 189.

tive ; il est, dit Karl Marlo, reprenant un mot de F.-J. Stahl, « un lien moral qui enserre et relie dans un même ensemble tous les individus qui le constituent ». Les devoirs de justice, à eux seuls, ne suffisent pas à créer cette attache, car la justice est passive, négative, en quelque sorte, se gardant uniquement d'empiéter sur les prérogatives d'autrui. Elle n'est qu'une partie incomplète de la loi morale, si on n'y ajoute les devoirs d'amour et de charité. L'Etat ne saurait les oublier. Il y a des devoirs légaux de charité, tout aussi bien que de justice. Il est, d'ailleurs, exact qu'ils sont relativement peu nombreux (1) ; souvent, il est impossible de décréter l'amour et la charité obligatoires, et on est forcé de les laisser dans la sphère des obligations purement morales dont le respect est affaire de conscience et de vertu individuelle. Néanmoins, il est des cas où le bien public gagne, sans doute possible, à ce qu'on les sanctionne.

Au reste, Marlo constate — et cette remarque peut servir à délimiter le champ étroit de l'obligation — que dans la plupart des circonstances où l'accomplissement contraint des devoirs de charité peut accroître le bien public, il s'agit de mettre fin à une détresse que ne pouvaient conjurer seuls ceux qui en souffrent ; de sorte que l'ensemble de ces

1. *Op. cit.*, t. IV, p. 353.

mesures pourrait recevoir le nom de « droit d'urgence » — *Nothrecht* (1) — destiné à n'intervenir que dans un petit nombre d'occasions pressantes. Il est, d'ailleurs, légitime de faire observer que si tous les devoirs de justice étaient strictement observés, l'intervention de la charité pourrait être moins fréquente. Faute d'une justice véritablement équitable que de tâches qui relèveraient d'elle, doivent être remplies par la bienfaisance ! La bienfaisance dissémine ses efforts impuissants sur une multitude d'hommes à qui il ne faudrait qu'un peu plus de justice ; elle se trouve sans force, parce qu'elle est trop divisée, lorsqu'elle est en présence des vrais incapables, des impotents, des malades impropres à tout travail et qui devront, eux, toujours recourir à elle. Cette bienfaisance — nous l'indiquons incidemment — Karl Marlo ne songe pas à en faire une attribution *exclusive* de l'Etat ; dans quelle proportion doit-elle venir de lui et des particuliers ? C'est là un problème pratique dans la solution duquel Marlo fait même à l'Etat une part assez réduite, témoignant toujours d'une certaine suspicion à l'égard de la bureaucratie.

L'important ici, c'est qu'il affirme le principe théorique du caractère obligatoire des devoirs d'amour et de charité, principe en tous points conforme

1. *Op. cit.*, t. IV, p. 355.

à sa morale : il ne suffit pas de chercher son bonheur personnel, et de laisser le prochain faire de même : non seulement travaillez à être heureux, mais à faire des heureux. L'Etat doit se conformer à ce précepte ; ce n'est pas assez pour lui de reconnaître le *droit* de faire le bien ; on lui demande plus ; il faut qu'il donne encore la *puissance* de l'accomplir : nul plus que Marlo n'a peur des mots vides ; les termes de liberté, d'égalité, dans leur abstraction, lui paraissent, suivant l'image de Leibnitz, « de la paille sans grain » ; un droit qui n'implique pas un pouvoir effectif, et par conséquent, qui ne s'appuie pas sur un *substratum* matériel, n'est qu'un leurre dont on dupe notre crédulité.

Après avoir ainsi pris une connaissance rapide de la conception que Marlo se fait de la religion, de la morale et du droit, trois disciplines unies d'après lui par les liens les plus étroits, et qui se mêlent partiellement dans leurs profondeurs dernières, nous sommes maintenant en mesure de mieux connaître le vrai rôle et la mission de l'Economie, et d'ajouter quelques traits complémentaires à l'esquisse que nous avons tracée d'elle.

Art pratique et positif, l'Economie fournit les moyens de réaliser l'idéal indiqué par l'Ethique, sans avoir à le discuter ; elle adopte les postulats de la croyance et cherche à en faire l'application rationnelle, sans se préoccuper de savoir si cette

croyance est fausse ; elle ne prononce que sur les constatations expérimentales, non sur les intuitions de la foi. Elle est d'autre part tout l'inverse d'une science désintéressée : un art utile qui travaille au bonheur. Elle est indifférente, non pas comme l'entendent certains économistes, en ce sens qu'elle n'aurait d'autre but que de consigner des observations ; elle est simplement indifférente en tant qu'elle se met au service de tous les idéaux, enfin elle n'est pas indépendante, car elle se subordonne toujours à l'un d'eux qui lui donne la direction à suivre. Lorsqu'on examine un système économique, il faut donc savoir bien guider sa critique. L'Economie n'est responsable que dans une hypothèse ; c'est quand les moyens qu'elle préconise ne conduisent pas à la fin proposée : par exemple, on voulait établir l'égalité des jouissances ou la liberté véritable ; on suit une méthode qui n'aboutit point : cet échec incombe à l'Economie. Lorsqu'une législation est utopique, c'est-à-dire n'a pas les résultats qu'elle visait, on peut, en général, conclure à la faiblesse de l'Economie. Mais, encore une fois, on ne saurait jamais l'accuser de tendre à un but immoral, car elle n'est qu'une servante (1) qui obéit à tous les maîtres et qui doit son concours aussi bien au monopolisme qu'au panopolisme.

De là vient que, lorsqu'on critique une école éco-

1. *Op. cit.* IV, p. 255.

nomique, il faut souvent sortir du champ propre de l'Economie ; c'est dans la corruption de la morale, dans la fausseté de la religion, en un mot, dans quelque vice de l'Ethique, qu'on trouve plus d'une fois l'obstacle qui nous empêche de réaliser l'éternel objectif : le bonheur. D'où ces deux causes d'insuccès : la perversité, qui nous fait prendre les mauvais chemins, et l'ignorance qui nous égare parfois au milieu des bons. « La solution de la question sociale, » dit Karl Marlo, résumant d'une phrase tout ce qui « précède, est l'œuvre de la législation sociale qui « d'ailleurs ne devra, dans la poursuite de son but, « se servir que de moyens moraux. »

CHAPITRE III

KARL MARLO ET L'ÉCOLE LIBÉRALE

Triomphe du panpolisme sur le monopolisme. — Les libéraux réclament la liberté individuelle, politique, économique. — Examen de la notion de liberté. — Distinction des diverses sortes de liberté. — Les libertés théoriques et la liberté effective; causes qui influent sur cette dernière. — Liberté et arbitraire. — Intervention nécessaire de l'Etat.

Les libéraux s'attachent plus à l'organisation politique qu'à l'organisation sociale. — Distinction faite par Marlo entre l'Etat corps social, et l'Etat corps politique.

Partie sociale du libéralisme. — *Erwerbsfreiheit*; elle est condamnée par l'histoire et par l'économie politique. — Des conditions du travail. — La force de travail dépend de l'avoir d'un certain capital. — La « prime du capital » examinée par Marlo. — La création du capital nécessite la coopération de la force de travail et de la force naturelle. — Opinion des libéraux à ce sujet; les physiocrates. — Du droit au travail chez Karl Marlo. — Sa théorie propre. — Proportion à établir entre la force naturelle et la force de travail. Les *Erwerbssphären* limitées. — Sanctions du droit au travail. — La propriété. — La question de la population d'après les libéraux et d'après Marlo. — Confusion faite par les libéraux entre « produire » et « réaliser des bénéfices. » — Opérations destructives et lucratives. — Le matérialisme économique de l'école libérale.

— Diverses causes pour lesquelles la société libérale n'obtient pas le maximum de rendement industriel. — Libre-échange et protection. — Le libéralisme et le droit romain. — Conclusion.

Karl Marlo caractérise d'un mot le système libéral : ce système est une complète utopie ; c'est-à-dire qu'il se propose une fin et recourt à des moyens qui n'y conduisent pas ; il se fixe un but et se trompe de route ; de sorte que pour porter sur lui un jugement impartial et éclairé, il est nécessaire d'examiner à part ses intentions et ses résultats. Les maux dont souffre actuellement la Société sont manifestes et nul ne les nie. Certains pensent toutefois que les détresses dont on se plaint sont dans l'ordre normal et naturel des choses, et qu'il faut en prendre son parti sans perdre son temps en récriminations stériles. D'autres adeptes du libéralisme, touchés de la situation présente, s'efforcent de modifier d'une manière plus ou moins clandestine les parties les plus défectueuses de la doctrine, et forment une école semi-libérale qui se contente de compromis et de demi-mesures, sans avoir le courage de rompre avec une théorie condamnée par l'expérience. En effet, Marlo est persuadé que la crise sociale est due, quoi qu'on en dise, à la banqueroute des institutions libérales, et son travail n'est qu'une longue critique des effets du libéralisme. D'un autre côté, il est bon de se demander,

pour ne pas prononcer une sentence trop sévère, si le libéralisme ne vaut pas mieux que ses actes, de voir s'il n'a pas tenté de faire œuvre utile, et si la méthode qu'il a suivie et les dispositions qu'il a prises n'ont pas été inférieures à sa bonne volonté. Qu'a donc voulu le libéralisme? (1).

Nous l'avons déjà dit, et nous devons y revenir, espérant que les répétitions si fréquentes dans le livre de Marlo excuseront celles de son commentateur : deux grandes époques se sont succédé dans le monde : celle du monopolisme et celle du panpolisme : une marche lente, inégale, mais progressive de l'histoire a poussé l'humanité de l'une à l'autre, et vers le milieu du ^{xviii}^e siècle, l'idée de l'égalité des prérogatives a pris dans la conscience des peuples des racines assez vigoureuses pour entrer en lutte avec l'affirmation séculaire des privilèges et des monopoles : de là, cette crise profonde et douloureuse dont la Révolution française fut un des moments capitaux ; de là, la première victoire que l'esprit nouveau remporta alors sur les erreurs passées ; ce n'est pas à dire que l'esprit chrétien, au sens où Marlo entend cette expression, fût complètement sans influence, avant la période mo-

1. Dans ce chapitre, comme dans les suivants, nous nous bornerons à exposer impartialement les développements de Karl Marlo, sauf à apprécier sommairement son œuvre à la fin de cette étude.

derne. Déjà les conceptions populaires ou scientifiques antérieures s'en étaient imprégnées, dans de faibles proportions.

Dans une analyse approfondie que Marlo fait du système de l'école mercantile, il croit pouvoir lui décerner le titre d'école vieille-libérale, en ce sens, qu'elle eut déjà, d'après lui, une certaine intuition incomplète encore, des vrais principes. Les contemporains de Colbert s'étaient déjà attaqués à quelques monopoles. « On avait abattu les barrières des
« douanes intérieures, réclamé la libre circulation
« dans toutes les parties du territoire, la suppression des monopoles industriels qui favorisaient le
« pillage ou l'exploitation indirecte des sujets du
« royaume les uns par les autres — mesure d'au-
« tant plus grave que dans la pensée de ses auteurs,
« elle devait s'appliquer non à de petits, mais à
« de grands États, renfermant dans leur sein des
« nations entières ; déjà on s'était demandé :
« comment assurer, — d'ailleurs, s'il se peut,
« au détriment de l'étranger — aux habitants
« d'un pays le plus peuplé possible, la plus
« grande somme de prospérité? (1). » N'y avait-il pas dans cette tentative comme une lueur confuse des vérités morales? On cherche alors à réaliser un certain degré d'égalité entre les membres de la même collectivité nationale. On n'a d'ailleurs aucun

1. *Op. cit.*, t. II, p. 54.

sentiment de cette solidarité universelle qui doit dépasser les frontières. Il restait encore à s'élever à la notion de l'humanité intégrale et du *Weltbuergerthum* (1), de la cité cosmopolite dont tous les hommes sont citoyens. C'est au mouvement philosophique de la Révolution française que revient l'honneur d'avoir franchi ce grand pas.

Karl Marlo observe que l'idée panpoliste, dans son évolution historique, n'a d'abord exercé son influence que dans un cercle étroit pour agir ensuite sur des groupes plus vastes. Elle pénètre d'abord la famille, puis la commune, ensuite la nation, enfin l'humanité; et, suivant la remarque ingénieuse de notre auteur, tandis que le monopolisme a existé dans les faits et les institutions, avant qu'on ait songé à en élaborer la théorie — car ce n'est qu'après coup qu'on a tenté de le fonder sur des raisons scientifiques ou religieuses — au contraire, le panpolisme n'a été tout d'abord qu'une conception morale et philosophique, avant d'avoir dans la pratique une réalisation effective. Son rôle dans la solution des problèmes sociaux a dû être préparé par des études et par des discussions. Il a fallu lui convertir le monde, qui s'était courbé pendant des siècles, sans comprendre, sous le joug du monopolisme.

La doctrine libérale fut précisément la première théorie du panpolisme, digne d'être citée. C'est elle

1. *Ibid.*

qui, la première, précisa des conceptions flottantes encore, et rendit conscientes d'elles-mêmes des tendances jusque-là obscures et mal dégagées. Lorsqu'elle apparut, elle avait à évincer un système rival, à entrer en lutte contre les abus et les privilèges et, avant tout, à faire place nette du passé. Aussi l'économie libérale présente-t-elle un caractère négatif, en quelque sorte destructif. Elle voulut sincèrement — et là est son honneur — détruire les monopoles ; elle eut seulement le tort d'oublier la partie constructive. Ce n'est pas, d'ailleurs, qu'elle repoussât la recherche de la plus grande jouissance possible ; seulement elle pensait que celle-ci s'offrirait d'elle-même, si l'on écartait les obstacles nés des principes païens. Et la simplicité même de ses vues contribua à lui assurer la suprématie à une époque qui manquait de lumières économiques.

Trois causes expliquent comment la doctrine libérale prit, dès sa naissance, la physionomie bien définie qu'elle a depuis conservée :

Obligée de combattre le monopolisme, elle dut se placer sur un terrain particulier, celui de la liberté. Liberté ! voilà le mot qu'elle inscrivit sur ses drapeaux et dont elle tira son propre nom. Elle fut persuadée de la valeur de la personne humaine qui réclame impérieusement la liberté individuelle : ce fut là son postulat philosophique.

D'autre part, comme l'Etat avait été, sous l'ancien

régime, l'artisan des monopoles et le fauteur des injustices, il fut considéré instinctivement par elle comme une sorte d'appareil de coercition, nécessaire lorsqu'il s'agissait de faire violence aux sentiments les plus respectables de l'humanité et de maintenir une organisation oppressive, mais de moins en moins utile, ou même de plus en plus nuisible, lorsque les idées panpolistes triomphantes amèneraient à leur suite l'ordre spontané et la justice, au sein d'une société tranquille et régénérée. Liberté politique complète, tel fut le postulat politique de l'école (1).

Enfin, comme les dernières années du XVIII^e siècle furent marquées par un développement inouï de la technique et du progrès des inventions, elle s'imagina que l'industrie devenait assez forte par elle-même pour fonder le bonheur de l'humanité, pourvu qu'on lui laissât sa libre action et son autonomie. Liberté industrielle absolue, tel fut le postulat économique du libéralisme.

Et certes, la liberté sous tous ces aspects est bien conforme à l'esprit chrétien, et Marlo la veut aussi ; seulement, il ne croit pas que les libéraux l'aient bien comprise, et dans une discussion approfondie de la notion de liberté, il met en pleine lumière, l'erreur fondamentale de l'école libérale, celle d'où dérivent toutes les autres.

1. Il importe de formuler une réserve au sujet des Phylocrates dont il sera question plus loin : p. 66, et s.

« Celui-là est libre, dans la plus large acception du « terme, qui a le pouvoir d'exécuter sa volonté » (1). Et comme notre volonté se réalise dans des circonstances diverses, il y a lieu, d'après Marlo, de distinguer, en particulier, trois genres de liberté :

La liberté morale est le pouvoir de soumettre nos instincts aux exigences de la loi morale ; la liberté personnelle, le pouvoir d'accomplir la résolution prise en vertu de notre liberté morale ; la liberté civile (*die bürgerliche Freiheit*) consiste dans l'égale participation de tous les membres de la société politique à l'exercice de la puissance souveraine ; aussi est-ce dans la démocratie qu'elle trouve son expression la plus complète.

Telles sont, en bref, les principales formes de libertés, et comme à la rigueur, on peut distinguer autant de libertés particulières qu'il y a de champs d'action pour la volonté, on pourrait établir ensuite des subdivisions à l'infini. Il y a la liberté du discours, celle de la presse, celle d'émigrer, la liberté industrielle, etc, etc.

Aussi bien, c'est l'œuvre du philosophe et de l'homme de science de rechercher toutes ces diverses espèces, de les ranger méthodiquement, et d'en

1. *Op. cit.*, t. I, p. 252 et s. Il est bon de rapprocher de cette définition, l'opinion suivante de Marlo (t. III, p. 8). « L'essence de toutes les jouissances consiste dans la liberté d'accomplir notre volonté ».

faire, en se plaçant à tel ou tel point de vue, les classifications les mieux appropriées. Karl Marlo nous en propose lui-même une autre dans le 4^e vol. de *l'Organisation du travail* (1), et il serait encore possible de découvrir un groupement différent, en considérant, par exemple, les obstacles qui fixent sa frontière au domaine de notre libre activité, obstacles qui proviennent de trois chefs, de la loi naturelle, de la loi morale, et de la loi juridique ou positive. Dieu seul, en effet, possède la liberté absolue, tandis que celle de l'homme est en tous sens limitée.

Voilà les résultats sommaires d'un examen de la notion de liberté. L'analyse la décompose en libertés spéciales, et, pour chacune d'elles, fournit une définition abstraite qui en condense les caractères théoriques. Ces caractères se trouvent-ils réunis, on est libre par définition. Tout cela, l'école libérale l'a très bien vu ; les philosophes qui ont contribué à son avènement ont été des spéculateurs très profonds qui ont laissé peu de chose à dire sur la liberté abstraite. Mais sur un point — capital, à vrai dire, — l'école libérale a été complètement aveugle.

Il y a, dit Karl Marlo, quelque chose d'entièrement différent de toutes les libertés que nous venons d'énumérer jusqu'ici : c'est « le plus grand degré de liberté effective que chacun peut obtenir dans la société — *die groesste Freiheit welche Jeder-*

1. p. 302, en note.

mann in der buergerlichen Gesellschaft zu Theil werden kann (1) ». Celui-ci dépend pour chaque sujet, à supposer qu'il se trouve en possession de la pleine liberté civile, de la sphère juridique où il se meut, conformément aux institutions en vigueur, sphère dont l'étendue est extrêmement variable.

Le sens un peu obscur de ce passage s'éclaircit rapidement, si l'on prend soin de rapprocher et de comparer entre eux certains aperçus épars dans l'œuvre de Karl Marlo (2) : il y a pour lui deux sortes de liberté : la liberté abstraite, la liberté effective, aussi différentes l'une de l'autre que l'abstraction l'est de la réalité, ou, pour prendre un exemple plus saisissable, que l'est une classification des sciences, des objets réels de la connaissance. L'une est de l'ordre des concepts, l'autre est concrète ; l'une est une idée, l'autre, un fait ; la première se laisse décomposer par la pensée en libertés multiples, le second est un état pris en soi, bien déterminé, de l'individu qui peut, dans une mesure donnée, développer sa personnalité. L'une existe par cela même qu'on en pose la définition ; l'autre est contingente et a besoin, pour être, du concours d'une multitude de facteurs extérieurs ; elle est susceptible d'une intensité plus ou moins grande. Cette distinction fort importante, les libéraux ne l'ont pas faite.

1. *Op. cit.*, t. I, p. 254.

2. Cf. III, 154.

Ils ont cru qu'il suffisait d'affirmer pratiquement la liberté pour qu'elle fût, et de fait, ils en ont affirmé toutes les variétés que nous avons indiquées plus haut. Leur système de droit s'est même efforcé de réduire au minimum les obstacles nécessaires aux débordements possibles de la liberté personnelle, pour ne point altérer la pureté de sa notion. A la liberté effective ils n'ont rien compris. Ils n'ont pas vu de quoi elle dépend.

Or, elle est plus ou moins considérable, en premier lieu, suivant la plus ou moins parfaite unanimité des opinions dans la société (1). La majorité en jouit davantage (il est inutile d'insister sur ce point) que la minorité ; aussi est-elle moindre aux époques où le fractionnement des partis rend les dissensions plus fréquentes et plus aigües.

Ce n'est pas tout : l'existence de la liberté concrète est affaire d'intelligence et de sens pratique. « Si tous les membres d'un même peuple étaient
« d'accord sur les institutions politiques, et s'il leur
« manquait les lumières suffisantes pour choisir les
« moyens qui conduisent au but, ils ne jouiraient que
« d'une liberté singulièrement rétrécie ». Ce qu'il faut, c'est connaître comment on fonde cette liberté :

D'abord, il est indispensable de triompher, dans la mesure du possible, des résistances de la nature : le caractère tout relatif de la liberté individuelle

1. *Op. cit.*, I, 234 et s.

est, dit Marlo, une loi naturelle. La nature a créé un certain nombre de chaînes inflexibles et d'ailleurs utiles, qui entravent et entraveront toujours notre spontanéité (1) : telles sont la souveraineté gouvernementale, la nécessité de faire notre éducation, le mariage, le contrat de travail; mais, d'autre part, la nature nous met aux prises avec un certain nombre de difficultés qui ne sont que passagères, et dont la patience vient à bout; ainsi un progrès scientifique, la découverte d'un nouvel engin, d'un procédé nouveau, nous permettent de sortir victorieux de notre perpétuel combat avec les éléments, et accroissent notre liberté en augmentant notre puissance. Savoir c'est pouvoir, et pouvoir, c'est être libre. Le premier moyen d'être libre est donc de savoir.

Mais les plus grands dangers qui menacent la liberté effective de l'individu ne viennent point de la nature, mais des hommes. Pour que leurs libertés respectives ne se contrarient pas, il faut en effet y fixer des limites sur lesquelles elles ne doivent pas empiéter. Il ne suffit pas que la loi morale, par ses obligations, impose à la liberté humaine des restrictions légitimes, et indispensables pour que tous y puissent avoir part. Sans doute, on doit reconnaître que la liberté individuelle est d'autant mieux assu-

1. *Op. cit.*, t. II, 577, 583.

rée et respectée que les dogmes moraux sont plus élevés, de sorte que leur purification est un second moyen de nous rendre plus libres. Mais il faut en outre que la doctrine juridique (1) détermine de façon précise quels retranchements l'Etat doit, de son côté, faire subir à notre liberté naturelle, s'il veut d'autorité conquérir le plus grand degré de liberté pour chacun. « La liberté reconnue par le droit (*rechtliche Freiheit*) est d'autant plus grande que le système du droit est plus parfait. » (2) Améliorer ce dernier, nous donne donc un troisième moyen d'élargir le domaine de notre liberté.

La partie de la liberté naturelle qui reste en dehors de celle que doit régulariser le droit, constitue proprement l'arbitraire (3). Karl Marlo complète du reste par des exemples sa théorie sur ce point : ainsi la liberté de la presse n'est pas la faculté d'imprimer toutes nos pensées, mais seulement celles dont la divulgation n'entraîne aucun préjudice à la liberté de nos semblables. La publication d'écrits injurieux ou diffamatoires est un acte d'arbitraire. La liberté professionnelle est le pouvoir d'exercer un emploi à son gré, sans léser directement ou indirectement autrui. Si de notre fait, quelque détriment est causé

1. On sait que les préceptes juridiques sont cet ensemble de lois morales susceptibles d'être sanctionnées par une contrainte légale.

2. *Op. cit.*, t. IV, p. 302

3. *Ibid.*

à la liberté d'un autre homme, nous retombons dans l'arbitraire.

L'école libérale, quoi que prétendent certains adversaires mal intentionnés, a dû convenir de la nécessité d'apporter à la liberté des limitations; seulement, elle n'en a posé que de tout-à-fait insuffisantes (peut-être par suite de l'illusion qui lui faisait croire à la concordance de l'intérêt particulier et de l'intérêt général), si bien qu'elle a simplement créé la faculté légale pour les plus forts d'opprimer les plus faibles, et, par cela même, confondu dans la pratique la liberté et l'arbitraire.

La discussion précédente nous met maintenant en mesure de comprendre toute la portée des deux formules dans lesquelles Marlo précise ses accusations contre l'école libérale : « elle cherche d'une « part à établir une série aussi grande que possible de libertés particulières, et d'autre part, « limite les libertés ainsi établies, d'une manière « complètement insuffisante, en sorte qu'on peut dire « d'elle, à la vérité, qu'elle a trouvé dans *les* libertés « le moyen de destruction de *la* liberté, » (1) — et ailleurs : « Si, dans la polémique on se sert du langage des porte-parole du libéralisme, on pourra soutenir qu'il s'agit actuellement de limiter la liberté, mais si on emploie, au contraire, des termes précis, on devra déclarer qu'il faut simplement instituer la

1. *Op. cit.*, t. I, p. 257.

liberté là où l'arbitraire a seul régné jusqu'ici (1). »

Mais il convient d'aller plus loin encore dans la critique ; si les individus sont mis dans l'impossibilité de se nuire mutuellement, en exerçant leurs droits respectifs, si, en d'autres termes, l'Etat fait régner scrupuleusement la justice, on aura sans doute la liberté, mais on n'aura pas « la plus grande liberté », dont il était question précédemment : « nous jouissons du plus haut degré de liberté quand nous sommes en mesure d'atteindre le plus complètement les buts que nous nous sommes fixés, ou, ce qui revient au même, de développer le plus complètement notre personnalité. » Mais pour cela, il ne suffit point que les hommes s'abstiennent de tout acte préjudiciable au prochain, il faut encore qu'ils s'entr'aident. L'Etat devra donc, en particulier, rendre obligatoire l'accomplissement des devoirs d'amour dans les limites où cette contrainte, loin de restreindre la liberté, pourra, au contraire, l'accroître.

La liberté effective réclame en sa faveur, non la simple abstention, mais l'action. La liberté abstraite est un concept flottant entre ciel et terre, parmi les mirages de cet « état de nature » qui a abusé les philosophes. La liberté concrète, elle, a ses racines dans notre sol, elle a besoin de culture et de soins ; sa prospérité dépend du concours des agents exté-

1. *Op. cit.*, t. IV, p. 303.

rieurs. Locke en avait déjà le pressentiment, lorsqu'il considérait la propriété comme le *substratum* matériel de la liberté, et la suite de cette étude prouvera que Karl Marlo ne l'eût point désavoué.

Si la conception étroite des libéraux est expliquée, sinon justifiée, par les conditions dans lesquelles leur doctrine prit naissance, elle rend compte à son tour, des éléments ultérieurs du système. C'est ainsi qu'elle nous aide à mieux comprendre la part prépondérante que les libéraux accordent à la politique dans leurs spéculations, et leurs vues sur le rôle presque entièrement négatif de l'Etat, en matière sociale. Karl Marlo parle à diverses reprises de cette attention trop exclusive que les libéraux consacrent aux problèmes politiques et par laquelle ils dénaturent les termes de la question qui se pose à la société actuelle :

« C'est la cause d'une conception aussi fausse que
« répandue de la situation présente. Si l'on par-
« court la littérature du jour, on est porté à croire
« que la question consiste à résoudre quelques
« points secondaires de droit constitutionnel, tandis
« qu'en fait, il ne s'agit rien moins que du maintien
« ou de la chute du libéralisme. » (1) Or, celui-ci a
sa cheville dans la liberté industrielle (*Erwerbsfrei-*
heit) qui conditionne directement l'organisation so-
ciale, et indirectement l'organisation politique.

1. *Op. cit.*, I, 286.

Les libéraux se flattent d'avoir assez fait, en octroyant à tous les citoyens la participation au pouvoir politique, et en réduisant l'activité de l'État à son minimum le plus indispensable, c'est-à-dire, à l'exercice de la justice, à la défense nationale, et conséquemment à la levée des impôts. S'imaginant, en effet, « que l'homme jouit de la plus grande liberté personnelle, s'il lui est loisible de ne contracter d'autres relations sociales que celles dont il peut, à sa guise, se dégager », ils cherchent des combinaisons grâce auxquelles l'individu, en s'unissant aux autres, n'obéisse pourtant qu'à lui-même, et tous leurs efforts tendent à fixer, pour parler le langage de Rousseau, les rapports des sujets au souverain, préoccupation, comme on voit, essentiellement politique et constitutionnelle.

Or, l'école libérale s'est fourvoyée en attribuant à la politique un rang et une importance qu'elle n'a pas. Non point que Karl Marlo suppose comme Rodbertus que la question politique ait peu d'intérêt et que la réforme sociale puisse s'opérer sous tous les régimes : Comme théoricien du panpolisme, Marlo est très nettement démocrate, car seule la démocratie est conforme à la « *gleiche Berechtigung* ». Bien plus, — il le dit expressément — elle est le moyen indispensable pour que l'organisation du travail ait lieu suivant les principes panpolistes, car, autrement, la caste domi-

nante sacrifiera toujours les autres à son égoïsme. Mais inversement, la démocratie n'est viable que si l'organisation sociale ne crée pas de monopoles aux lieu et place de ceux que la démocratie détruit ; sans cela, ce serait l'œuvre de Sisyphe.

Il faut donc que l'harmonie la plus complète règne entre l'ordre politique et l'ordre social ; de là dépend la vitalité de l'Etat (2). Et même allant plus loin, Marlo déclare que « le centre de gravité d'une « idée juridique ne réside pas dans la constitution, « mais dans l'ordre social (1) ».

C'est précisément ce que les Libéraux n'ont pas vu : ils ont été jusqu'à faire de l'organisation sociale une chose privée, méconnaissant ainsi un des aspects essentiels de l'Etat. Sans adopter absolument l'opinion développée par Ludwig Stein, dans son *Histoire du mouvement social en France*, Marlo s'en rapproche beaucoup : d'après lui, il y a, dans la société, deux groupes distincts qui, d'ailleurs, se recroisent dans une large proportion, parmi les mêmes éléments : le groupe politique et le groupe social. Il forment, par leur ensemble, l'Etat que Marlo appelle, pour en bien exprimer la double composition,

1. *Op. cit.* I. p. 413, en note.

2. Par exemple, sous la Révolution française au dire de Marlo, la Constituante et la Convention, la Gironde et la Montagne se valaient, car si elles différaient sur les questions constitutionnelles, elles avaient le même programme social dans l'ensemble.

« un corps social-politique (1) ». Le social et le politique sont deux domaines essentiellement différents. « Les fonctions sociales se caractérisent par « ce trait précis que, grâce à elles, nous poursuivons *directement* les buts que nous assignons à « notre vie. Les fonctions régaliennes (politiques) « servent exclusivement à donner aux premières « l'orientation que rendent nécessaire les principes « de la morale. Quand l'Etat distribue l'enseignement, dirige des banques, exécute les travaux « des mines et des forêts, quand il fait entretenir « des musées, des bibliothèques, des hôpitaux, des « postes de pompiers, élève des édifices publics et « répartit des aumônes, il exerce des fonctions sociales ; quand, au contraire, il promulgue les règles légales qui doivent présider à l'accomplissement de ces tâches, et qu'il oblige les associations « ou les individus qui s'en chargent, à suivre ces « règles, il exerce des fonctions régaliennes ».

De ce passage se dégage cette notion que la réalisation des fins de l'existence ne dépend qu'*indirectement* de l'ordre politique. Il joue le rôle de ces barrières et de ces parapets qui empêchent le voyageur de s'égarer ou de trébucher, mais qui ne rapprochent point le but de sa course.

Il y a plus : ces deux sortes de fonctions sont tel-

1. *Op. cit.* I. 319 ; IV. 307, 360, 363, 373, 377-379.

lement incomparables l'une à l'autre qu'une organisation rationnelle devrait les séparer entièrement. Si l'on prend le mot « Etat » dans le sens étroit de corps politique ou régalien que les Libéraux lui donnent, il doit y avoir, à côté de lui, un corps social indépendant, qui s'occupe de ce que nous appellerions aujourd'hui « l'outillage national ». Ce corps n'est pas une annexe de l'Etat, mais un groupement distinct, qui lui est du reste soumis sous le rapport du droit. Dans le système rêvé par Marlo, est réalisée la plus complète scission entre les fonctions sociales et régaliennes (1), et la caisse de l'Etat est complètement à part des diverses caisses du corps social. Le mode d'exécution des affaires publiques-sociales n'est pas seulement différent de celui des affaires régaliennes, il est aussi spécial pour chacune. Le but du corps social n'est pas l'ouverture de nouvelles sources de revenu, ni l'assistance aux membres de l'Etat, mais simplement l'accomplissement le plus parfait des travaux qui lui incombent ; aussi son activité n'est-elle pas passagère, destinée à diminuer avec le progrès de l'industrie privée ; elle est, au contraire, durable et stable : « En ce qui « concerne la séparation de l'Etat et du corps social, « elle est impérieusement commandée par la nécessité, car l'organisation de l'Etat doit être tout « autre que celle du corps social : dans l'Etat, on

1. *Op. cit.*, t. I, p. 318.

« ne peut éviter que les résultats obtenus par les
« producteurs (1) ne dépendent, pour la plus grande
« part, de leur sentiment du devoir ; par contre, dans
« le corps social, on peut créer une organisation sui-
« vant laquelle l'intérêt des producteurs soit leur
« principal mobile pour l'accomplissement de leurs
« devoirs ».

On voit, d'après cela, combien les libéraux, suivant Karl Marlo, sont loin de la vérité. Il est bon, du reste, d'observer que tous n'apportent pas dans leurs doctrines la même intransigeance, et l'on doit distinguer, ici comme ailleurs, les purs libéraux et les semi-libéraux. Ces derniers ne déniaient pas à l'Etat absolument toute activité sociale, mais, ces fonctions sociales, l'Etat ne les exerce qu'accessoirement (*nebenbei*) à son rôle politique, et faute de particuliers qui se substituent à lui. Ils les considèrent comme une branche de la police, qui rentre cependant dans la puissance politique, et les subordonnent à la même direction que les affaires régaliennes. L'idéal est pour eux que l'Etat puisse un jour s'en décharger complètement sur l'initiative privée, de sorte qu'on peut dire d'eux qu'ils sont simplement inconséquents avec eux-mêmes, en corrigeant, d'ail-

1. Par ce mot, Karl Marlo entend ici les fonctionnaires de l'Etat, employés de bureau, agents politiques, etc. Ils lui vendent leurs *services*, qui sont assimilables à des produits immatériels.

leurs incomplètement, dans l'application, de faux principes qu'ils maintiennent intégralement dans la théorie. En résumé, les libéraux méconnaissent le côté social de la vie de l'Etat qui est précisément d'une importance capitale ; la Révolution de 1848 a été une révolution sociale et Karl Marlo pense comme Ludwig Stein (1) que « le temps des agitations politiques est fini en France ».

Après avoir mis en lumière ces premières erreurs de l'école libérale, voyons donc quel est l'ordre social qui résulte de l'abstention de leurs théories à cet égard.

« Toute la partie pratique de leur système est renfermée dans ces deux mots qui sont une hérésie économique : donnez la liberté industrielle — *Gieb Erwerbsfreiheit* (2) ».

Chacun est libre d'exercer telle industrie qu'il lui plaît, sous la forme et dans l'étendue qu'il se fixe à lui-même. Rien ne vient limiter son action, si ce n'est la mesure de ses forces. Il peut développer son activité sans bornes, s'il est assez puissant, et inversement il verra celle des autres s'accroître léga-

1. L. Stein. Geschichte der sozialen Bewegung in Frankreich.

2. Le mot allemand *Erwerbsfreiheit* a un sens plus large que : liberté industrielle. Il signifie littéralement : liberté d'acquérir, de réaliser des gains, ce qui convient mieux, car on verra précisément que, dans la société libérale, on est libre de faire des profits sans industrie et sans travail.

lement à son détriment, s'il est plus faible. La liberté industrielle est, pour reprendre une expression dont Karl Marlo se sert plusieurs fois, le centre de gravité du système économique libéral. On la retrouve chez tous les théoriciens, chez Quesnay, chez les physiocrates comme chez Adam Smith, ce qui s'explique d'ailleurs toujours par les circonstances contemporaines de l'apparition du libéralisme. On était affamé de liberté, on voulait secouer les entraves qui avaient pesé si longtemps et si lourdement sur l'humanité, se libérer du joug des anciennes corporations, des maîtrises et des jurandes ; on crut que l'industrie, comme le monde, « *va da se* » et que le mieux était de la laisser faire.

Aujourd'hui que les tristesses de la crise sociale ne permettent plus ces illusions, la liberté industrielle a cependant conservé ses partisans : ce sont ceux qui pensent que les maux présents ne sont que passagers et dûs à l'obstruction des adversaires de l'école libérale, ou ceux, plus nombreux, qui, tout en reconnaissant les résultats déplorable des institutions actuelles, veulent cependant les maintenir dans leur intérêt : ce sont les ploutocrates, comme les appelle Marlo, qui — quelles que soient d'ailleurs leurs opinions sur les autres formes de la liberté — sont d'accord pour défendre avec leur rapace énergie, une liberté industrielle qui leur permet de spolier les autres.

Aussi bien, si les libéraux n'étaient pas aveuglés par les préjugés et par l'égoïsme, il leur serait facile de se convaincre que cette liberté industrielle dont ils font un article de foi n'a jamais entraîné après elle que ruine et misère. Il suffit de consulter l'histoire à ce sujet. On verra qu'aux premiers jours du monde, elle a causé la perte des Etats qui ont eu l'imprudence de lui donner asile : à Sparte, tant que la constitution agraire fixa à chaque citoyen l'importance maxima des biens qu'il pouvait posséder, ce régime, si imparfait qu'il soit aux yeux de l'économiste moderne, eut du moins le mérite de conserver la grandeur de la nation ; dès qu'il disparut, la fortune passa aux mains d'une centaine de citoyens, pendant que les autres végétaient dans l'indigence ; de là, des troubles qui perdirent la république. Il en fut de même à Athènes : cette cité admettait la liberté industrielle ; elle en tempérail du reste les écarts par une foule de restrictions, par un système d'hérédité destiné à maintenir les patrimoines dans les familles, par l'obligation pour l'Etat de nourrir les malheureux, et pour les riches de se charger de la plus grosse part des dépenses publiques ; et pourtant, malgré toutes ces précautions, la liberté industrielle fut fatale à ce pays : « l'Etat, « affaibli par les dissensions des grands et des petits « propriétaires, se trouva sans force pour garder « ses conquêtes, lorsque Sparte triompha de lui, de

« sorte que la propriété foncière des citoyens pauvres fut perdue et que ceux-ci devinrent de véritables prolétaires (1) ».

Au reste, si l'on n'ajoute point foi aux enseignements de l'histoire, on peut se borner à entreprendre une analyse plus minutieuse de l'essence de la véritable liberté industrielle, et des conditions qu'elle devrait supposer. Ce serait ici le lieu de reprendre ce que l'on a dit plus haut de la liberté en général. Faisons simplement remarquer qu'on n'est libre économiquement que si l'on a le pouvoir de travailler. Une faculté dont on ne peut user est un stérile et triste privilège.

Que faut-il donc nécessairement pour qu'on soit en mesure de travailler ? On ne doit pas se hâter de répondre, autrement on tomberait dans une erreur qui fut celle d'A. Smith et de tous ceux qui se sont raliés à sa théorie. On est évidemment tenté de faire cette observation primesautière que, pour travailler, il suffit d'en avoir la permission. Et de fait, si nous laissons pour le moment de côté la question des impotents, des incapables et des malades, comme on dit vulgairement : « Tous les hommes n'ont-ils pas deux bras ? » Ce point une fois admis, les choses prennent tout de suite un aspect très simple : pourvu que l'Etat n'impose pas d'entraves gênantes, tout homme pourra travailler et recueillir

1. *Op. cit.*, II, 39, en note.

les fruits de son labeur, et la société se trouvera reposer sur les bases les plus équitables : on jouira à proportion de la peine qu'on prend ; et d'ailleurs, le travail n'est-il pas, selon A. Smith, la mesure de la valeur ? « Dans d'aussi heureuses circonstances ;
« chacun, sans se soucier de la concurrence des gros
« ou des petits capitalistes, serait en état de s'a-
« masser lui-même un capital, et, par ce moyen,
« d'accroître la productivité de son travail ; nous
« serions épargnés par les suites terribles de la
« surpopulation, qui est le fléau de notre espèce,
« délivrés des chaînes d'airain avec lesquelles le
« sort nous a, pour toujours, rivés à la nature ; en
« un mot, la libre concurrence remplirait l'attente
« de la masse des rêveurs de l'école libérale ; elle
« serait bien, en réalité, le salut du monde » (1).

Dans ces conditions, admettre ce que nous appelons aujourd'hui le droit *au travail*, ne tire pas à conséquence, puisque ce droit, comme l'observe Marlo, se confond dans le système avec celui *de travailler*. Il faut reconnaître que, s'ils l'ont mal compris, les économistes libéraux, du moins, ont proclamé le droit au travail. Il est déjà affirmé par les physiocrates, qui se trouvent aux confins du monopolisme et du paupolisme, et ont eu le grand mérite, au point de vue moral, d'avoir vu un droit, là où l'ancien régime n'acceptait qu'une obligation

1. *Op. cit.*, II, 218.

au travail (de la part des sujets pour les maîtres). Turgot, lui aussi, dit expressément : « Dieu, en donnant à l'homme des biens, en lui rendant nécessaire la ressource du travail, a fait du droit de travailler la propriété de tout homme, et cette propriété est la première, la plus sacrée et la plus imprescriptible de toutes » (1). Son tort fut seulement de s'imaginer que ce droit fût assez efficacement consacré par la suppression des monopoles.

Il est donc nécessaire de rechercher d'une manière plus méthodique et plus approfondie les conditions exactes de la possibilité du travail. Et d'abord, la force de travail (*Arbeitskraft*) dépend de l'avoir d'un capital. Le capital est, en effet, le principe fécondant du travail. A. Smith a d'ailleurs rendu lui-même hommage à ses services, et s'est livré à ce sujet à une analyse qui mérite les plus grands éloges. Il montre que le capital multiplie à ce point la puissance du travail que nous pouvons, grâce à lui, avec une même somme d'efforts, obtenir un nombre plus abondant de produits ou nous procurer les mêmes satisfactions, tout en économisant nos peines, et il fait preuve, dans cette partie de son œuvre, d'une sagacité et d'une pénétration fort louables. Seulement, il est aisé de déduire de ces prémisses que la liberté économique des individus sera singulièrement diffé-

1. Préambule de l'Edit des Jurandes, cité par Marlo.

rente, selon qu'ils seront plus ou moins armés de capitaux, et que l'inégalité dans la possession de ces puissants collaborateurs de notre activité sera le principe de l'inégalité dans la liberté. Or, comme le système libéral ne met nul obstacle à leur accaparement de la part de tel ou tel, il favorise la sujétion de la masse au profit du petit nombre.

A ce propos, Karl Marlo procède à des recherches ingénieuses pour savoir comment et dans quelles proportions la détention des capitaux fait pénétrer la balance du côté de leurs possesseurs, et les met dans une situation privilégiée, inaccessible aux moins fortunés. Il se demande, non pas comment le capital fait fructifier le travail, mais comment l'inégalité des capitaux, entre les mains des divers producteurs, modifie le rendement de leur labeur.

Il n'est pas possible, à vrai dire, de calculer mathématiquement quelle part doit revenir au capital dans les résultats de sa coopération avec le travail. Il faudrait, en effet, pour cela, comparer les profits d'un travailleur muni d'un capital avec ceux d'un autre qui n'en a pas et accomplit identiquement la même besogne. La différence serait ce que Karl Marlo appelle, d'un terme nouveau et heureusement choisi, « la prime du capital. » Mais cette investigation resterait stérile, faute de renseignements précis, et aussi faute de trouver deux hommes ef-

fectuant une même tâche, et dans des conditions complètement semblables, sauf au point de vue du capital. Mais, si l'on ne se pique pas d'une exactitude numérique, une simple analyse fait découvrir, en gros, les facteurs de cette prime du capital.

Pour la commodité de l'exposé, considérons la manière dont l'avoir d'un plus grand capital transforme la nature et le rendement du travail, et en second lieu, comment il agit sur les gains obtenus, sur le salaire et sur le profit (1).

Et tout d'abord, la jouissance d'un certain capital permet à son propriétaire d'acquérir une éducation industrielle qui le rend apte à des ouvrages plus productifs. Ayant l'expérience que donnent les études et l'apprentissage, il peut choisir un métier plus en rapport avec ses goûts et mieux rémunéré. Enfin, chose plus importante, il peut, ayant la faculté de faire une mise de fonds suffisante, s'établir à son compte, gérer à son bénéfice une exploitation où, autrement, il n'eût été qu'en sous-ordre et n'eût touché que de maigres appointements. « Le fait que la fortune exerce cette influence donne naissance à un conflit d'intérêts entre les producteurs riches et les producteurs pauvres. » Karl Marlo pense que l'antagonisme entre ceux-ci est beaucoup plus vif qu'entre les entrepreneurs, d'une part, et les ouvriers, de l'autre ; et cette constatation fort juste à

1. Pour toute cette discussion, voir *op. cit.*, t. III, 647-657.

cette époque, l'est encore partiellement de nos jours, bien que l'hostilité qu'il signale s'atténue.

« Elle diminuera, selon Marlo, dans la mesure où
« les moyens d'instruction seront moins coûteux, et
« ceux qui doivent y recourir plus fortunés ; elle cessera quand on aura obtenu que chacun ait la possibilité de se préparer à la vocation qui répond le mieux à ses dispositions naturelles, et puisse la choisir, — un but que la société normalement construite atteindra sinon d'une manière complète, du moins approximativement. »

Quant aux salaires et aux profits, ils sont influencés par les raisons suivantes, et Karl Marlo remarque incidemment que si l'influence du capital est pour les ouvriers généralement moins grande que celle du travail dans la rémunération, c'est trop souvent le contraire qui a lieu pour les entrepreneurs.

Relativement aux salaires : 1° « Le salaire des ouvriers se règle en partie sur la dépense qu'ils sont en mesure de faire. » La plupart des patrons recherchent les employés dont l'extérieur avantageux peut exercer un certain attrait sur la clientèle : un garçon qui se présente vêtu d'effets misérables devra d'ordinaire se contenter des besognes les plus grossières jusqu'à ce qu'il ait économisé assez pour se procurer un habillement plus convenable.

2° « Des ouvriers, qui, faute d'argent, ne peuvent

« fonder un établissement à leur compte, recoivent, « en représentant leur patron, un salaire inférieur « à ce qu'ils obtiendraient, avec le même travail, en « gérant pour soi ». Et en effet, si la fortune personnelle ne jouait aucun rôle, un régisseur, un administrateur, un directeur d'entreprise, en un mot tous les lieutenants du patron, qui ont à supporter la responsabilité de leurs agissements, devraient réaliser les mêmes bénéfices que ce dernier.

Sur le profit des entrepreneurs, la fortune exerce également son action pour plusieurs raisons : 1^o, les dépenses que font les entrepreneurs contribuent à la réussite de leurs affaires. Les clients aiment à se trouver en rapport avec des industriels aisés, élégants, de commerce agréable. « Le marchand en « gros éveille plus de confiance si ses commis-voyageurs circulent en voiture à deux chevaux » ; enfin, à tort ou à raison, on s'imagine que la dépense est la preuve d'une situation solide, à qui l'on peut faire crédit, en toute sécurité.

2^o Les entrepreneurs riches peuvent acheter meilleur marché et vendre plus cher que les moins fortunés : le riche négociant vendra seulement quand les marchandises sont en hausse ; le pauvre, toutes les fois qu'il aura besoin d'argent. Le riche négociant achètera quand les marchandises sont en baisse ; le pauvre, quand il pourra, et au fur et à mesure de ses rentrées de fonds, car il lui est im-

possible de faire des avances. Le premier tirera son important matériel des fabriques du constructeur, le second achètera sa monture, de seconde main.

3° Les entrepreneurs riches obtiennent le crédit à plus bas prix, et le font à plus haut, que les moins fortunés. Comme leur situation offre de suffisantes garanties, l'intérêt qu'on leur réclamera sera, à peu de chose près, l'intérêt « pur », c'est-à-dire simplement le prix du louage d'argent, sans prime d'assurance qui s'y surajoute. En raison de la confiance qu'ils inspirent, on déposera chez eux des denrées, on leur confiera des sommes élevées qui n'auraient pas trouvé de placement chez des concurrents de moindre surface. Ces derniers doivent, au contraire, payer de gros intérêts, et la forme de crédit qui, le plus souvent même, leur est seule accessible, est l'achat à crédit, dans lequel les prix sont toujours majorés. Enfin, observation judicieuse, « cette cir-
« constance que, dans les cas de crédit aventuré, la
« prime d'assurance est généralement perdue pour
« le prêteur, n'est d'aucune utilité pour les emprun-
« teurs qui remplissent ponctuellement leurs obli-
« gations. et méritent ainsi le mieux le crédit qu'ils
« achètent si cher ». D'autre part, comme crédi-
teurs, les riches capitalistes sont encore dans une situation privilégiée ; ils peuvent ne prêter qu'à bon escient, refuser, sans inconvénient, leur argent à ceux qui ne leur agréent point, et effectuer leurs

reentrées avec plus de rigueur que le petit négociant, toujours forcé d'user de ménagements vis-à-vis d'une clientèle instable.

4° Les riches entrepreneurs opèrent sur une plus grande échelle que les moins fortunés, et l'on sait que la productivité d'une industrie croît avec son extension.

5° Les entrepreneurs riches tirent un plus grand profit des progrès de l'industrie : ils peuvent, en effet, introduire les derniers perfectionnements industriels dans leur outillage, tandis que, par suite du manque de ressources, les autres doivent se contenter d'un vieux matériel. Le riche agriculteur adopte la machine à battre, celle à hacher le fourrage ; le pauvre en reste au fléau et au bchoir. Souvent même, les inventeurs qui n'ont pas le moyen d'exploiter leurs brevets, sont obligés de s'associer des bailleurs de fonds qui bénéficient ainsi de la découverte d'autrui.

6° Les riches entrepreneurs tirent un plus grand avantage, de la plus-value des capitaux fonciers : c'est la conséquence nécessaire de la loi de la rente ; la rente est naturellement d'autant plus considérable que les biens fonciers sont plus importants. « On voit clairement par là que le seul monopole « que reconnaissent les libéraux, à savoir la rente « du sol, n'est que l'intérêt d'une partie de cette « prime du capital qui découle des sources les plus « diverses. »

7° Les riches entrepreneurs choisissent les branches d'industrie les plus rémunératrices ; ces branches d'industrie sont en effet celles qui nécessitent généralement les plus considérables mises de capitaux, comme par exemple, le commerce en gros, les transports maritimes, etc. Aussi n'y a-t-il qu'un petit nombre de gens aisés à pouvoir s'y livrer ; dès lors, leurs profits sont accrus du fait que la concurrence est très réduite. Pour ce motif, la prime du capital d'un entrepreneur qui dispose de dix millions sera supérieure à celle de dix autres qui ont, séparément, chacun un million.

8° Chez les riches entrepreneurs, les gains illégitimes sont plus nombreux que chez les moins fortunés ; et cela, qu'il s'agisse de l'usure, du jeu ou de la fraude. L'usure suppose forcément disproportion de biens entre celui qui la subit, et celui qui la pratique. Quant au jeu, on peut poser en règle que, tandis que les pauvres y perdent, les riches y gagnent. Ceux-ci peuvent en effet traverser les périodes de mauvaise chance et attendre le retour d'un sort plus favorable ; les autres ne peuvent surnager, et sombrent dans le naufrage. Enfin il est clair que la fraude est d'autant plus lucrative qu'elle est faite dans une plus large mesure.

Ce long exposé nous conduit, en somme, à cette constatation lamentable que les riches deviennent toujours plus riches et que l'inégalité dans la répar-

tition s'accroît avec le temps. Rodbertus-lagetzow, par d'autres voies, était arrivé aux mêmes conclusions.

La division successorale des fortunes n'atténue pour ainsi dire point ces tristes résultats, vu le peu de fécondité des hautes classes. « Le montant de la prime du capital, ce monopole gigantesque de la société libérale, est, selon toute vraisemblance, supérieur au produit de tous les monopoles de la société monopoliste. » Le nier, c'est fermer les yeux à l'évidence; l'avouer c'est prononcer la condamnation, sans appel possible, du système libéral.

A vrai dire, l'erreur des libéraux ne vient pas d'une méprise de leur part; elle a été, ce qui d'ailleurs ne la rend pas plus justifiable, une déduction fort légitime de leurs fausses idées sur le capital. Pour pouvoir travailler, il suffit, pensaient-ils, d'en avoir le droit. — Mais le capital, objectait-on, donne au travail qui s'appuie sur lui, une supériorité telle que le travail non capitaliste est impossible et irrémunérateur. — Sans doute, mais le capital est à la portée de tout le monde; qu'est-il autre chose que du travail accumulé? Du travail et de l'épargne, voilà la recette que tous peuvent mettre en œuvre pour amasser des capitaux. Chacun en peut donc créer : c'est ainsi que raisonnent A. Smith et ses disciples; et en effet, s'il en était comme ils se l'imaginent, il serait superflu d'entreprendre la

réhabilitation de la libre concurrence, puisque chacun porterait, pour ainsi dire en soi, tous les instruments de la production économique, et serait maître de les employer de la manière la plus convenable (1).

Mais la conception des libéraux est malheureusement de tous points erronée : il est inexact que le capital ne soit autre chose que du travail accumulé : c'est oublier que la formation du capital, de même que l'accomplissement du travail, et pour les mêmes raisons, dépend de la nature. La nature, les forces naturelles, voilà, en dernière analyse, l'élément qui fonde la possibilité du travail.

« Toute production naît du concours de la force de travail et des forces naturelles (2). » Karl Marlo revient en maint passage de son livre sur ce principe. Par « forces naturelles » — *Naturkraefte* —, en général, il entend, au point de vue économique, tous les objets naturels qui peuvent servir de matière de production, et — en tant qu'on admet que ceux qui sont restés sans usage jusqu'aujourd'hui pourront peut-être recevoir plus tard un emploi — tout l'ensemble matériel du monde sensible (3). Au nombre des forces naturelles se trouvent par conséquent le sol, les minéraux, la vapeur, etc., etc.

1. *Op. cit.*, I, 156.

2. *Op. cit.*, II, 312.

3. *Op. cit.*, III, 267, sqq.

Or, il n'est aucun genre de travail qui puisse se passer de leur coopération ; même les études du penseur abstrait nécessitent une certaine consommation de matière, ne serait-ce que du papier et de l'encre pour consigner ses idées. Partout et toujours nous rencontrons cette dualité inséparable : force de travail, force naturelle ; il n'est pas un seul cas où elle ne se présente. Il faut du reste reconnaître que, toutes choses égales d'ailleurs, le rendement économique d'une force naturelle dépendra de la somme de travail qui s'y joint dans l'acte de la production. Inversement, certaines particularités des forces naturelles peuvent parfois seconder d'une manière spécialement utile le rôle du travail : ceci est, par exemple, évident de la fertilité du sol, et Karl Marlo met en lumière, à ce propos, l'inconséquence des économistes libéraux de l'école de A. Smith, qui, comme Ricardo, parlent d'une rente du sol, sans voir que la logique de leur hypothèse devrait les conduire à n'admettre jamais qu'une rente du travail ; tant il est vrai que les manifestations indéniables de la réalité viennent à tout instant déchirer la trame fragile de leurs théories ! La fonction assignée à telle ou telle force naturelle la rend aussi d'un secours plus ou moins avantageux : ainsi, tel terrain peut être meilleur, mis en pâturages que cultivé en céréales. Le perfectionnement des forces naturelles intervient aussi comme facteur

important : la vapeur peut mettre en mouvement des machines plus puissantes que celles qui sont actionnées par un moteur hydraulique, etc.

Les économistes libéraux ne sont jamais arrivés à se former une opinion juste sur cette question. Jusqu'ici nous n'avons parlé que de A. Smith qui, à raison de sa célébrité et de son influence, peut être, à bon droit, considéré comme la plus parfaite incarnation de la doctrine libérale. C'est de lui que date cette omission du rôle de la nature dans la production. Et pourtant, s'il avait réfléchi à l'importance de telle affirmation qu'il émet lui-même dans ses œuvres, il aurait dû voir combien sa thèse était fausse. N'admet-il pas que le travail employé à la mise en valeur du sol peut être plus productif qu'un autre ? Mais il passe sans apercevoir toutes les conséquences dont était grosse cette observation ; Mac-Culloch (1), lui, les a bien vues, et comme il était un théoricien rigoureux qui sacrifiait à la logique et savait se tromper en forme, il a nié de parti-pris le fait reconnu par A. Smith, en critiquant vivement ce dernier. Chez Mac-Culloch et chez Ricardo, nous trouvons dans toute sa pureté cette doctrine, que le travail est la source unique de tous les biens.

Par contre, il convient ici de faire une place à part aux physiocrates, qui forment comme une secte isolée dans l'école libérale dont ils furent les pré-

1. *Op. cit* , II, 216 et s.

curseurs, et qui ont eu une vue plus précise du rôle de la nature. Ils ont même versé dans l'excès contraire, et considéré les travailleurs, autres que ceux du sol, comme une classe « stérile » — le mot est d'eux —, oubliant que si le travail ne peut rien sans la nature, inversement la nature est impuissante sans le travail. Néanmoins, on voit clairement, dans le très-limpide résumé que Karle Marlo donne de leurs principes (1), qu'il éprouve pour eux une certaine sympathie. Il les loue d'avoir compris la nécessité d'une volonté unique dans l'Etat, d'avoir repoussé l'idée de la séparation des pouvoirs, qui n'est qu'un artifice pour ménager les égoïsmes particuliers; indépendamment de leur erreur sur le travail, ils ne se sont guère mépris qu'en tant qu'ils ont conservé certains préjugés monopolistes, et adopté certaines théories libérales, entr'autres la plus déplorable de toutes, celle de la libre concurrence, dont leur opinion sur la nature aurait dû les préserver. Si la nature est, en effet, sinon le facteur unique, comme ils le croient, du moins un facteur principal de la production, comment reconnaître comme légitime l'accaparement exclusif, par un petit nombre de privilégiés, des biens naturels, cependant indispensables à tous les hommes? Comment reconnaître comme inviolables et sacrosaints les

1. *Op. cit.*, II, 165-197.

droits de seigneurs fonciers, favorisés par les hasards de la naissance et de la fortune ?

J.-B. Say et l'école française ont rectifié partiellement les inexactitudes en sens contraire, des industrialistes et des physiocrates, sans arriver eux-mêmes à la possession de la vérité : on sait que J.-B. Say admet et la nature et le travail, comme instruments de production, mais il les regarde comme distincts et indépendants l'un de l'autre, et non comme deux agents qui collaborent dans un seul et même acte. Il restait encore un pas à faire : il ne l'a pas franchi ; autrement, il fût sorti du cercle étroit du libéralisme. Si la nature coopère, en effet, nécessairement avec le travail, c'en est fait à jamais du système de la libre concurrence : la force naturelle est une quantité limitée, et les recherches de Marlo, qu'il serait oiseux de rapporter ici, montrent qu'elle est, d'une manière générale, indestructible, inaccroissable, indécroissable (1). De cette simple constatation découlent des suites de la plus haute portée.

Et d'abord, si cette force naturelle est aux mains de quelques hommes qui la monopolisent jalousement, les autres, qui ne peuvent travailler sans son concours, sont à la merci de ces privilégiés. Dès lors, on doit s'apercevoir que le droit au travail est quelque chose d'essentiellement différent du droit de travailler, qui n'empêche point son titulaire de mou-

1. V. t. III, 267 et s.

rir de faim, si celui-ci n'obtient pas des détenteurs des forces naturelles qu'ils les mettent à sa disposition. Il faut distinguer, suivant l'excellente formule de M. Anton Menger (1), le droit de chercher du travail, et celui d'en trouver. De là, une question nouvelle à élucider.

En second lieu, si la force naturelle est une grandeur finie, circonscrite dans des bornes infranchissables; en supposant même que tous y aient part, il est clair, pour peu que la population dépasse une certaine densité, que chacun pourra n'obtenir qu'une fraction de force naturelle tout à fait insuffisante pour épuiser sa force de travail; de là des déperditions et finalement une misère générale dans la société; de là aussi une deuxième question qui se pose à l'économiste : celle de la surpopulation.

Occupons-nous d'abord du droit au travail. M. Anton Menger, dans son intéressante étude (1), s'efforce d'apporter plus de lumière dans une théorie qui a suscité des controverses très vives et aussi des malentendus entre les camps divers des économistes; il distingue trois variétés, trois aspects, pourrait-on dire, de ce droit. Tantôt, les économistes partent de cette remarque que tout travail vise la création d'un produit, pour essayer de fonder un *droit* du travailleur au *produit intégral* de son travail. Proud'hon a

1. Anton Menger. *Das Recht auf den vollen Arbeitsertrag*.

donné la meilleure expression de ce système : il faudrait, selon lui, que l'ouvrier touchât un salaire tel qu'il pût racheter l'ouvrage sorti de ses mains. Tantôt, allant plus au fond des choses, on observe que le travail n'est qu'un moyen pour satisfaire nos besoins. C'est pour vivre qu'on travaille. On est amené en raisonnant ainsi, à affirmer le *droit à l'existence*. La troisième variété, le *droit au travail* proprement dit, est une forme de transition qui vient précisément compléter ce droit à l'existence.

Il est le corollaire pratique. On a d'après cette dernière conception, le droit de réclamer à la société du travail, pour pouvoir revendiquer, sous forme de salaire, ce que Montesquieu appelait le « nécessaire physique », en d'autres termes, de quoi subsister.

A laquelle de ces trois opinions Karl Marlo se rattache-t-il ? M. Anton Menger lui reproche de ne pas le savoir lui-même, et nous reconnaissons également que les explications de notre auteur n'ont pas, sur ce point, toute la netteté désirable. Nous pensons cependant qu'il ne faudrait pas exagérer cette prétendue confusion des vues de Marlo, et qu'on peut, en somme, tirer de divers endroits de ses écrits une doctrine assez bien définie (1).

Le droit à l'existence, il l'admet indiscutablement ;

1. Cf. *op. cit.* I, 158, 321 ; II, 152 et s., 195-7, 232, 245, et s., 308-15 ; III, 759-68, 774 et s. ; IV, 18.

on s'étonnerait avec raison qu'il en fût autrement, puisque Karl Marlo, d'après ses théories morales que nous avons retracées au début de cette étude, reconnaît jusqu'à un droit au bonheur (1). Mais comme Dieu a lié toute satisfaction et tout plaisir à une peine, le droit à l'existence doit, conformément aux ordres divins, se traduire pour tous ceux qui sont valides, sous la forme d'un droit au travail. Aussi Marlo n'hésite pas à déclarer inapplicable toute constitution qui ne fait pas de la jouissance des produits du travail, le prix du travail. Les libéraux pensent bien de même, mais dans l'application, leur système va directement à l'encontre de ce grand principe.

« Le droit au travail est de tous les droits, le
« plus inattaquable, le mieux établi, et un jour
« viendra où nos descendants s'étonneront qu'on
« l'ait mis en doute » (2).

Seulement, à quel droit au travail Marlo fait-il allusion ? S'agit-il du droit au produit intégral, ou du droit au travail proprement dit ? A vrai dire — et à ce propos, M. Anton Menger a pleinement raison — Marlo parle tour à tour de l'un et de l'autre. Il déclare, dans le premier sens, que l'on ne tire bon parti de sa force de travail, que si l'on a la perspective de recueillir sans restriction les fruits qu'elle

1. Voir *op. cit.* II, 246, 436 : III, 439.

2. *Op. cit.* III, 746.

portera, et que la véritable égalité entre les producteurs existe, si chacun obtient les produits de son travail (1). Et, par ailleurs, il affirme, dans l'autre sens, que le droit au travail ne peut être autre chose que « le droit d'acquérir, en accomplissant « un travail manuel non-qualifié (2), le minimum « indispensable à la subsistance ». De là, sans doute, une apparente contradiction qu'un examen plus minutieux parvient cependant, croyons-nous, à résoudre.

A notre avis, il résulte clairement de la lecture du livre de Marlo, qu'il entend le droit au produit intégral du travail ; les textes ne permettent aucune hésitation sur ce point. Seulement Marlo s'est posé la question sous une forme un peu différente de celle où l'a reprise M. Anton Menger :

D'après Karl Marlo, les hommes ont non seulement un droit au travail, mais même au travail le plus fructueux et le plus productif possible (3). Il est inutile d'insister sur le lien qui rattache cette proposition aux idées morales et panpolistes de l'auteur. Lui-même se borne, du reste, à une mention

1. *Op. cit.* t. I, p. 302.

2. Ce que les Anglais appellent *unskilled labour*, t. III, 760.

3. T. II, 314. On voit aisément que reconnaître le droit au travail le plus fructueux revient à admettre le droit au produit intégral du travail. Quand on ne retire pas, en effet, tout le profit de ses efforts, on ne s'est évidemment pas livré au travail le plus fructueux possible.

sommaire : « nous pouvons légitimement prétendre « non seulement au nécessaire physique, mais encore à tout le bien-être que nous pouvons nous « procurer, dans la limite où les lois naturelles nous « le permettent ». C'est la grande vérité morale que les physiocrates avaient méconnue. Si la nature nous distribuait, comme ils s'en flattaient, des présents gratuits, tous devraient en avoir leur part ; mais, comme elle n'est pas aussi généreuse, comme il faut, au contraire, lui arracher ses richesses au prix d'un pénible labeur, celles-ci doivent, de par le droit naturel, échoir à celui qui les a gagnées par son travail. Et chacun doit être autorisé à faire rendre par la nature tout ce qu'il peut en obtenir.

De ces prémisses découlent des conclusions en opposition directe avec les thèses du libéralisme : le travail est, en effet, plus ou moins fructueux selon que la proportion ou le rapport entre la force naturelle et la force de travail est plus ou moins parfait. Il y a, pour chaque force de travail, une certaine mesure déterminée de force naturelle qui, en s'alliant avec elle, permet de réaliser le maximum de rendement. De même, pourrait-on dire, il y a pour donner au corps humain toute son énergie, un certain degré de nutrition qui doit être atteint et non dépassé.

Le vice de l'organisation libérale est précisément

qu'elle ne tient aucun compte de ce fait, dans la répartition des forces naturelles. Elle ne se préoccupe pas de savoir quelle est la force de travail de leur détenteur; aussi, tantôt les forces naturelles appartiennent à ceux qui ne sont point capables d'en tirer le meilleur parti; tantôt, au contraire, ceux qui en auraient obtenu les résultats les plus avantageux, ne peuvent en faire usage, parce que d'autres s'en réservent la possession exclusive et jalouse. La tâche d'une législation rationnelle doit être de mettre fin à ces abus.

Il faut, tout d'abord, faire en sorte que ceux qui jouissent de plus de forces naturelles qu'ils n'en sauraient exploiter eux-mêmes, soient astreints à les mettre à la disposition de ceux qui en manquent. Un problème particulier se présente au sujet des capitalistes. Les capitaux sont en effet, en même temps, les produits du travail et de la nature: au premier titre, ils appartiennent en toute justice à celui qui les a amassés; au second, au contraire, ils devraient être répartis entre tous les hommes, proportionnellement à leurs forces de travail (1); mais comme ces deux caractères du capital se trouvent indissolublement unis dans un seul et même sujet, il s'ensuit une difficulté dont Marlo esquisse rapidement la solution (2): il faudrait laisser à chaque

1. *Op. cit.*, II, 436.

2. *Op. cit.*, I, 313.

capitaliste la jouissance de la rente du capital, mais ne lui permettre d'exploiter seul ce capital, comme instrument de production, que dans la mesure qui correspond normalement à sa force personnelle de travail. Il devrait être obligé de prêter le surplus, contre intérêts, aux membres de la Société insuffisamment pourvus d'outils naturels. En d'autres termes, il faudrait organiser des *Erwerbssphären* (1) limitées, c'est-à-dire des sphères d'activité économique dont les individus ne pourraient dépasser les justes bornes. Chacun devrait être assuré de pouvoir se munir de la quantité de force naturelle qui lui est nécessaire pour accomplir la besogne la plus fructueuse, quantité éminemment différente, du reste, selon les individus. « Si nous faisons des
« recherches sur la force de travail des différents
« hommes, nous voyons que, loin d'être égale,
« elle est, au contraire, très diverse, et par consé-
« quent demande, pour se déployer complètement,
« une participation variable à la force naturelle. Il
« en est de nous vis-à-vis de celle-ci, comme des
« végétaux par rapport au sol où ils croissent; un
« arbre vigoureux, un brin d'herbe et un chaume
« réclament, pour étendre leurs racines, une surface
« bien différente, et si le terrain où ils se dressent
« répond à leurs besoins, ils prospèrent; s'il est
« trop restreint, ils dépérissent ou meurent com-

1. *Op. cit.*, II, 145.

« plètement; s'il est trop grand, une partie en reste
« inemployée » (1).

Ce quantum de force naturelle qui sera approprié à la mesure de nos besoins est pour Marlo, suivant une forte expression, partie intégrante de notre individu, la « base matérielle de notre personnalité » ; une conception intéressante, qui montre combien, par réaction contre l'école libérale, Karl Marlo s'efforce de rapprocher l'abstrait et le concret, le moral et le matériel. La conséquence, étant donné que le plein développement de la personnalité est le but normal et régulier de tous les efforts humains, c'est que nous avons un droit inné et imprescriptible sur ce quantum. « Nous avons, dit en concluant Marlo, un « *jus in re*, c'est-à-dire un droit à l'utilisation de la « force naturelle, et un *jus ad rem*, c'est-à-dire, à la jouissance des produits de notre travail » (2). En dernière analyse, le droit au travail se ramène donc à un droit de prélèvement sur les forces naturelles, qui nous permet de rendre notre besogne la plus productive possible. Des affirmations aussi nettes ne laissent aucune incertitude sur la nature du droit au travail que Marlo a reconnu et au sujet duquel il a eu, pensons-nous en désaccord avec M. Anton Menger, une opinion très fixe et très précise.

Et maintenant, comment garantir ce droit ? Marlo

1. *Op. cit.*, I, 306.

2. *Ibid.*, 307.

pense qu'on pourra l'assurer suffisamment en réformant le droit de propriété. Le droit au travail a son fondement dans le Droit réel, et la liberté économique est en ce sens conditionnée par la question de propriété.

« La supériorité de l'homme sur l'homme (*imperium*) dit Marlo, qui rappelle ici Locke, a pour origine sa souveraineté sur la chose (*dominium*) (1). » Or, il est à remarquer que tous nos codes, plus ou moins imbus des principes libéraux, n'accordent aucune place au droit au travail, c'est-à-dire au droit d'acquérir un capital en travaillant.

Quelles sont donc sur ce point les grandes lignes du système libéral ?

Le propre des libéraux est précisément de ne pas avoir de système à ce sujet. Ils s'en remettent aux circonstances et au hasard ; point de règles : chacun peut acquérir, s'il en a les moyens, la quantité de biens qu'il lui plaît, et la transmettre à qui bon lui semble. Les biens s'accumuleront, à l'occasion, sans limites, entre les mains d'un seul détenteur, et comme la force naturelle est, encore une fois, une grandeur essentiellement circonscrite, le droit que les hommes ont sur elle, cesse, dans l'anarchie libérale, d'être un droit effectif, puisque l'exercice en est compromis par la richesse plus ou moins accapareuse et par le nombre de ceux qui possèdent.

1. *Ibid.*, p. 311.

C'est que les libéraux méconnaissent en effet le véritable fondement du droit de propriété. Ils oublient que ce droit est, non pas, à vrai dire, un postulat de la raison, comme le prétendait Kant — mais en quelque sorte une donnée de la *Weltordnung*, un élément de cet ordre du monde que la raison parvient à pénétrer. Le droit de propriété est une conséquence de la souveraineté que Dieu a donnée à l'homme sur la nature (1). De là, l'existence niée à tort par les libéraux, d'une égale et légitime prétention de tous les hommes à posséder (proportionnellement à leur force de travail). Et le but de la législation doit être de consacrer ce droit. Il n'y a qu'un Droit réel (*Sachenrecht*) possible, de même qu'il n'y a qu'une morale. « Tous
« les hommes doivent, en vertu de leur souve-
« rneté sur la nature, à avoir un droit aussi bien à ac-
« quérir la propriété, qu'à la conserver, une fois ac-
« quise ; mais la puissance qu'ils exercent sur les
« choses, soit comme acquéreurs de la propriété, soit
« comme propriétaires, ne doit pas être arbitraire.
« Elle doit être telle que nous puissions, grâce à
« elle, atteindre le but dernier de notre domination
« sur la nature, à savoir, la plus grande richesse en
« jouissances. En d'autres termes, le droit d'acqué-
« rir est un droit à une acquisition non pas arbi-
« traire mais légitime, et le droit de propriété est

1. *Op. cit.*, t. III, 726-782.

« un droit à une souveraineté non pas arbitraire
« mais légitime sur les choses acquises ». Il y aura
par exemple acte d'arbitraire, au cas où un homme
voudra s'approprier une quantité de terrain dispo-
nible, supérieure à celle que peut exploiter sa force
de travail. « Si le droit réel positif est en désaccord
avec ce principe, ajoute Karl Marlo, il est anormal »
et c'est bien le fait du droit libéral.

Nous aurons plus tard l'occasion d'indiquer com-
ment Marlo entend établir des *Erwerbssphären* pro-
tectrices, fixer un terme à l'accroissement des for-
tunes privées, développer la forme sociétaire dans
les exploitations industrielles pour en ouvrir les
cadres aux travailleurs, et, en un mot, asseoir sur
des bases régulières le droit de propriété.

Pour ne point perdre le fil de notre critique, sup-
posons ces améliorations introduites, et chacun en
possession de la somme de force naturelle qui con-
vient à sa force de travail. On voit immédiatement
combien l'organisation sociale s'en ressentira, et
combien différente elle sera de celle des Libéraux.
La pauvreté disparaît, en effet, en grande partie.
Quelque imparfaite que soit l'industrie, il est évident
que, si la population n'excède pas des limites rai-
sonnables, les instruments de travail sont en
nombre suffisant pour que chacun puisse en être
armé. Il ne faut pas oublier que, dans la société li-
bérale, l'indigence, la plupart du temps, vient du fait

des institutions. Karl Marlo pense que le penchant à la paresse qu'on remarque en bien des hommes s'explique par la certitude où ils sont que tous leurs efforts resteraient impuissants à améliorer leur situation.

Nous sommes maintenant en mesure d'éclaircir les obscurités qui avaient prévenu défavorablement M. Anton Menger :

Le droit au produit intégral du travail est formellement affirmé par Karl Marlo : « Tous les hommes ont un droit à l'exploitation la plus fructueuse des biens naturels, et à la jouissance presque sans restriction (2), des produits de leur travail (3) ».

En deuxième lieu, où ce droit au travail trouve-t-il sa garantie et sa consécration ? C'est dans le *Sachenrecht* (4), dans le système des droits réels, et dans la législation de la propriété, dans la formation d'*Erwerbssphären* circonscrites, etc.

Seulement, il faut tenir compte des contingences, d'accidents imprévus, toujours possibles même dans la société la mieux réglée, d'arrêts ou de lenteurs dans la production. Il peut se faire que mo-

1. *Op. cit.*, II, 312.

2. « Presque sans restriction », parce tous les hommes doivent venir en aide à ceux qui sont incapable de travailler. Mais à part ce léger prélèvement dont nous avons fait abstraction jusqu'ici, le droit reste entier.

3. *Op. cit.*, III, 730.

4. *Op. cit.*, III, 760.

mentanément des travailleurs se trouvent sans emploi, et l'Etat doit leur venir en aide, en leur fournissant les moyens d'en trouver un ; par exemple, en créant un office de renseignements pour le placement. Mais on doit aller plus loin, et leur reconnaître le droit, si leurs recherches sont demeurées infructueuses, de réclamer un travail dont la rétribution leur permette de vivre. L'Etat les occupera à des travaux publics, à la confection de routes, de canaux, etc., qui présentent toujours une utilité sociale. Le droit de demander un travail *qualifié* ne saurait évidemment leur être accordé, car le travail doit répondre à des besoins, et l'on ne peut faire exploiter des branches d'industrie que lorsque leurs produits sont l'objet d'une « appréciation ». Ya-t-il maintenant incompatibilité entre le droit dont il vient d'être question et le droit cité plus haut au travail le plus productif possible ? Nous ne le croyons pas ; elle est, du moins, toute d'apparence. Le droit de réclamer une besogne à l'Etat, est pour nous servir d'un mot dont les Allemands font souvent usage, un *Nothrecht*, un droit de nécessité, d'urgence, une sorte de droit complémentaire, ou plus vulgairement, un pis-aller (1). Il n'est destiné à fonctionner que dans des circonstances particulières. Le vrai droit fondamental reconnu par Marlo est celui qui trouve sa confirmation dans les lois sur la propriété. Seule-

1. *Op. cit.*, III, 767.

ment, comme toute législation procède par mesure générale, qu'elle n'envisage que l'ensemble, sans pouvoir s'occuper du détail, le droit au travail non-qualifié est là, pour en corriger le cas échéant, les faiblesses nécessaires ; et nous dirions volontiers qu'il est comme l'exception qui confirme la règle. Et ce qui le prouve, c'est que, suivant Marlo, dans la société libérale telle qu'elle est, le droit au travail, au sens traditionnel de l'expression, serait presque impossible à réaliser(1), ou du moins entraînerait à sa suite les plus fâcheux inconvénients ; car fonctionnant seul, il nécessiterait des augmentations d'impôts qui dévoreraient le revenu des particuliers.

Ainsi, la liberté économique réelle exige la coexistence de plusieurs conditions : la possession de capitaux qui suppose une participation à la jouissance de la force naturelle, ce qui, dans l'ordre social, doit se traduire par une forme spéciale de la législation de la propriété et par un droit au travail. Mais ce n'est pas tout encore : le droit au travail, et la liberté économique dont il est le fondement, ne sont praticables et efficaces que lorsque la population est maintenue dans certaines bornes. Ici nous arrivons au problème de la surpopulation dont les libéraux n'ont pas vu davantage la portée.

Pour Marlo, « la question sociale est, au premier

1. *Op. cit.*, t. III, 761.

chef, une question de population ». Il est particulièrement curieux même de voir comment, toutes les fois qu'il traite de ce sujet, son accent s'anime, comment lui, le penseur rigoureux et froid, s'enflamme et s'emporte, et combien il met de fougue et de passion dans sa discussion généralement si calme et si mesurée.

Le « laisser faire », voilà toute la sagesse libérale, relativement à cette redoutable question. Malthus lui-même, un de ceux qui ont le plus exactement calculé l'étendue du fléau de la surpopulation, se contente, pour en conjurer les effets, de faire appel à l'abstinence volontaire et au « *moral restraint* ». Il se borne à des conseils sans force et sans sanction. Examinons donc les choses en elles-mêmes :

« La question de la population est le fondement de toutes les théories économiques » : elle est, dit encore ailleurs Karl Marlo, le pivot sur lequel elles tournent. De même qu'il y a un certain rapport de convenance, une certaine proportion qui doit être normalement respectée entre telle grandeur de force de travail et telle grandeur de force naturelle, de même, il y a un degré normal de population qui correspond à l'état de l'industrie à chaque époque ; degré variable par conséquent, et extensible au fur et à mesure des progrès accomplis par cette dernière. Il y a donc, pourrait-on dire, pour résumer les idées de Marlo, une théorie statique de la popu-

lation, qui recherche, connaissant la valeur de la technique contemporaine, quel nombre d'individus peut vivre dans un pays déterminé, mais il y a également un problème dynamique de la population : en d'autres termes, il y a lieu d'examiner dans quelle mesure elle peut s'accroître, eu égard aux perfectionnements industriels.

Et d'abord, que doit-on entendre par population normale : « Normalement peuplés sont les pays « dont les habitants rendraient moins bonne leur « situation économique, soit en multipliant, soit en « restreignant leur nombre, parce qu'ils tireraient « de cette alternative plus de désavantages que « d'avantages (1) ».... « La situation économique « d'un peuple est la plus favorable quand il peut se « procurer avec la moindre dépense de travail la « plus grande abondance de biens économiques « (réels ou idéaux). Le montant de la population « normale dépend de deux facteurs : des caractères « de la force naturelle, et de la manière dont elle « est exploitée ». Ces deux facteurs se réduisent en somme à la condition déjà indiquée d'une certaine situation déterminée de l'industrie. Il faut que celle-ci soit en mesure de faire vivre les individus et il ne faut pas perdre de vue à ce propos « que son « épanouissement ne consiste pas à mettre une « grande multitude d'hommes en mesure d'accom-

1. *Op. cit.*, III, 342.

« plir les travaux les plus divers, mais au contraire
« à faire que tous les hommes trouvent du travail
« et obtiennent le plus de produits avec les plus
« minimes efforts, car l'industrie est faite pour
« l'homme, et non l'homme pour l'industrie(1) ». Et
si l'on voulait préciser avec plus de rigueur la pensée
de Karl Marlo, on pourrait dire que la population a
atteint un juste degré lorsque la masse des forces
de travail qu'elle contient est en rapport normal
avec la masse à peu près invariable des forces natu-
relles du pays.

Quant aux mouvements ultérieurs de la popula-
tion, ils doivent être contenus dans d'étroites limites,
si l'on ne veut pas souffrir des maux terribles et iné-
vitables qu'entraîne après soi la surpopulation. Les
progrès de l'industrie auxquels ils sont liés sont
nécessairement très lents; ils dépendent du zèle
et de l'application des travailleurs, du génie des
inventeurs, qui sont soumis à de nombreuses vicis-
situdes. La force naturelle qui leur est indispen-
sable s'accroît difficilement; ceci est même particu-
lièrement sensible dans la production agricole dont
le rendement ne peut grandir au-delà d'un certain
terme. Il faut donc se défier d'un optimisme impru-
dent : « Nous avons tout lieu de nous mettre en
« garde contre les espérances exagérées qu'on
« fonde d'une part sur l'abandon de l'économie

1. *Op. cit.*, III, 346.

« libérale, en faveur d'un système plus parfait, et
« d'autre part, sur l'influence des sciences de la
« nature sur la technique agricole (1) ». Et comme
l'instinct des hommes les porte à se reproduire avec
une désolante rapidité, il est de toute nécessité de
réagir et de recourir à des moyens préventifs pour
entraver cet instinct dans ce qu'il a de funeste et
d'excessif. Comment y parvenir ? On devra d'abord
réformer les mœurs, éclairer les hommes sur ces
graves questions dont ils n'ont pas mesuré l'import-
tance, car le manque de lumières est une des prin-
cipales causes des fautes humaines ; mais il ne
suffit pas de prodiguer les sages conseils, et de
prêcher la saine morale : il faut recourir aussi à des
moyens plus radicaux. Marlo est persuadé que la
loi peut intervenir utilement pour contenir les pro-
grès de la population et le lecteur trouvera plus
loin quelques renseignements sur les dispositions
réglementaires très minutieuses qu'il préconise dans
ce but. Il croit d'autre part qu'une telle législation
est juste et légitime, qu'elle n'empiète pas sur les
droits essentiels de l'homme : au contraire : le droit
au travail le plus productif que nous avons examiné
plus haut, ou, si l'on aime mieux, le droit à parti-
ciper dans la mesure convenable à la force naturelle
est de tous les droits le plus évident et le plus inat-
taquable ; or, au dire de Marlo, il exclut le droit de

1. *Op. cit.*, III, 349.

se multiplier arbitrairement (1). Car, encore une fois, le travail n'est le plus fructueux possible que lorsque la population ne dépasse pas un certain chiffre. Considérons maintenant le système des libéraux en cette occurrence.

La théorie de la population est tellement évidente qu'elle ne saurait échapper à une économie bien informée. Aussi, à part les physiocrates, les plus grands représentants du libéralisme, Smith, Malthus, Ricardo, Mac-Culloch, J.-B. Say, etc., l'ont-ils connue. Pas un d'eux cependant n'a eu l'idée que l'on dût intervenir autrement que par des conseils, pour conjurer les effets d'un peuplement trop rapide, et qu'il y avait là un problème pratique dont la solution relevait de l'art économique. C'est qu'en effet, d'après Marlo, les libéraux aiment volontiers à nier les problèmes qu'ils trouvent trop difficiles. C'est aussi parce que, si la surpopulation est un fléau pour l'ensemble de la Société, elle est, par contre, fort dans l'intérêt des grands propriétaires, qui voient la rente du sol grossir d'autant plus que les vivres sont plus rares. Il faut qu'on ait confondu, par une étrange aberration, ce petit groupe de privilégiés avec la masse de la nation, ou qu'on les ait jugés seuls intéressants, pour soutenir, comme l'ont fait les physiocrates, que les progrès de la population secondent de la manière la plus heureuse le

1. *Op. cit.*, IV, 75.

progrès industriel. D'autres théoriciens plus subtils ont été jusqu'à avancer qu'il ne pouvait jamais exister de surpopulation, en vertu de cette raison de sens commun, qu'il ne saurait vivre plus d'hommes qu'il n'y a de moyens de les faire vivre. Qui ne voit que c'est là jouer sur les mots ? Il y a surpopulation, si les hommes, au lieu de vivre, au vrai sens du mot, sont réduits à végéter misérablement. Et si le bon sens nous dit que les hommes, faute de subsistances, meurent de faim, il nous dit aussi que ceux qui sont ainsi condamnés par leur disparition, à ramener la population à un chiffre normal, étaient bien véritablement de trop sur la terre. Mais d'ailleurs, la grande masse des libéraux ne songe pas à se leurrer de ces mauvais arguments, et ne nie point le mal. Seulement, comme elle se figure que le travail est la seule source de la production, elle constate le fléau sans le comprendre, et ne cherche point à y obvier.

En fait, on remarque que depuis que la plus grande partie de l'Europe est asservie aux erreurs libérales, la population a fait des progrès effrayants. En deux générations, elle s'est accrue de 100 % pour l'Angleterre, de 20 % pour la France ; en une seule, elle a augmenté pour la Prusse de 50 %. C'est là, pense Marlo, un événement extraordinaire, unique dans l'histoire du monde. Et qu'on ne prétende pas que la cause de cette crue subite tiennne au progrès de la prospérité générale. Un esprit aveugle pourrait seul

croire que l'aisance n'a pas diminué. La production des biens faciles à multiplier a suivi en effet une marche rapidement ascendante, mais celle des biens qu'il est au contraire difficile d'obtenir en plus grande quantité, parce qu'on se heurte alors à des obstacles naturels — celle, par exemple, des denrées agricoles — est restée bien en deçà des besoins ; et pourtant, c'est de l'abondance de cette dernière catégorie de produits que dépend l'aisance publique.

Les grands propriétaires se sont maintenus dans leur ancienne situation ; les prolétaires n'ont, de leur côté, rien perdu parce qu'ils n'avaient rien à perdre, mais la classe moyenne a périclité et s'achemine vers l'indigence.

Les libéraux, avec leur doctrine d'indifférence, ont été directement à l'encontre de cette idée de l'égalité des prérogatives qui devait être leur devise, et qu'ils ont en réalité si mal observée. Reconnaître la théorie de la population et admettre la liberté de la surpopulation est une monstruosité. C'est nier le droit des hommes au travail le plus productif.

Si l'on veut résumer les griefs encourus de ce chef par les libéraux, on peut dire : (1) 1° qu'ils diminuent, comme nous l'avons dit, la prospérité, « parce que la productivité du travail, et conséquemment la quantité de produits obtenus avec la même

1. *Op. cit.*, III, 376.

somme d'efforts diminue » au delà d'une certaine limite ; 2° ils détruisent la classe moyenne ; 3° ils mettent en péril la vie des indigents qui sont les premières victimes de la pénurie sociale ; 4° ils compromettent la vie de famille : si tous les époux se bornaient en effet à avoir une postérité, d'importance normale, tous les individus nubiles pourraient se marier et être à leur tour chefs de famille ; tandis que, lorsqu'il en est autrement, une partie de ces derniers — généralement les plus scrupuleux — doivent restreindre leur postérité, ou même renoncer complètement à la vie familiale : 5° ils lèsent les droits des femmes qui ont à souffrir directement des excès de la fécondité ; 6° ils lèsent d'avantage encore le droit des enfants qui, trop nombreux, devront partager une nourriture et des soins insuffisants. » De toutes ces considérations, il résulte que les auteurs de la surpopulation dirigent les plus dangereuses *attaques indirectes* contre la *propriété* (1) et la *vie* de leur prochain ; que tout Etat qui n'use pas contre eux de la contrainte légale, livre à l'arbitraire ces biens intangibles et que les libéraux qui revendiquent le « laisser faire », au nom de la liberté, ne comprennent sous ce terme, rien d'autre que l'arbitraire. « La société libérale qui connaît les suites fatales de la surpopulation, et qui cependant concède le droit d'y contri-

1. *Ibid.*, 377.

buer, organise légalement, dit Marlo, le meurtre indirect et le pillage indirect. » La seule liberté qu'on y trouve effectivement, est celle de mourir de faim. Malthus ne dit-il pas du rejeton en surnombre de ces parents qui oublient leur devoir : « Il est en excédent sur la terre, et ne trouve aucune place au grand banquet de la nature. La nature lui commande de s'en aller, et n'hésite pas à poursuivre l'exécution de ses ordres. » ?

Dans cette question, le libéralisme constitue indubitablement un recul par rapport aux systèmes antérieurs qui, en dépit de leurs imperfections et de leurs vices, avaient du moins su endiguer la marée montante de la population ; et c'est aux législations antiques qu'il pourrait demander des leçons. Leur principe était en effet qu'il fallait régler la population d'après les besoins de l'Etat, et elles faisaient largement appel aux moyens préventifs. Malthus, dans ses savantes analyses, n'a pas vu que la caractéristique du système libéral sur ce point est qu'il laisse au contraire le champ libre aux moyens destructifs. Il appelle lui-même les convives et laisse à la nature le soin de chasser les importuns du banquet ; c'est lui qui multiplie les invitations et qui mérite les justes colères qu'on est tenté à tort d'éprouver contre l'hôtesse. Il importe d'établir les responsabilités : les institutions libérales sont seules

coupables — car l'homme a le pouvoir de ne se reproduire que dans la mesure qu'il veut.

En tout ce qui touche les moyens préventifs, la théorie de Malthus est singulièrement faible et incomplète, puisqu'il ne fait aucune part à la contrainte légale qui cependant peut être, d'après Marlo, la cause la plus efficace de la continence et de la retenue (1). Enfin, dans sa tendance à rejeter toujours sur la nature les fautes de la Société, il croit qu'il est des maux inévitables qui séviront toujours, comme la faim et la misère, et il admet ainsi que l'injustice est une pièce régulière du système du monde. Au reste, la déperdition de forces qu'entraîne pour la Société le règlement de la population par les obstacles répressifs, est telle qu'elle devrait suffire, indépendamment de leur immoralité, à leur faire préférer les autres. Les obstacles répressifs sont la plus coûteuse des prodigalités : que l'on réfléchisse seulement à tout ce que ces hommes qui doivent être victimes d'une fin misérable et prématurée, ont fait dépenser de capital et de travail, à toutes les veilles où leurs mères ont consumé leurs forces pour les élever, à toutes les richesses qu'ils ont absorbées et dont ils ne pourront rendre l'équivalent à la Société !

Ainsi, cette liberté économique que les Libéraux se flattaient de faire régner n'est, dans leur organi-

1. *Op. cit.*, II, 236.

sation, qu'une chimérique illusion. Rien de ce qui est nécessaire à son existence n'est maintenu par eux. Ils confondent le vrai sens des termes : liberté et arbitraire sont pour eux synonymes.

Ce n'est pas leur seule erreur, et nous arrivons maintenant à une nouvelle confusion d'idées que Marlo leur reproche avec vivacité : Ils ne font aucune différence entre « produire » (*produciren*) et « acquérir », faire des bénéfices (*erwerben*) (1). La liberté dont ils se préoccupent, est, suivant l'exacte expression de l'économie allemande l'*Erwerbsfreiheit*, la liberté des gains, qu'un abîme sépare cependant de la liberté normale.

Il convient donc de procéder à des définitions rigoureuses : « l'erreur sans cesse renouvelée de l'économie « païenne réside dans la méprise qu'elle fait entre « produire » et « gagner ». Celui qui produit des biens n'augmente pas seulement son patrimoine personnel, mais aussi celui de son pays, et même celui du monde entier. Celui qui acquiert des biens peut le faire de deux façons : soit en les produisant lui-même, soit en les prélevant au détriment d'autrui. Dans ce dernier cas se trouvent, par exemple, les fraudeurs, les usuriers, les joueurs, etc. J.-B. Say qui, d'ailleurs, a fort heureusement élargi le cadre de l'économie traditionnelle en y faisant rentrer les richesses immatérielles, a commis une faute lourde en admettant

1. *Op. cit.* II, 251 ; III, 57.

que tout travail est productif. Il est vrai qu'un individu peut tirer certains avantages pécuniaires de besognes malfaisantes, mais un tel homme est un parasite qui vit aux dépens de la richesse générale, et de la société qu'il frustre. Il y a des travaux utiles et des œuvres nuisibles ; entre ces deux catégories, il faut faire une distinction. Et Marlo, dans une de ses analyses toujours très pénétrantes, indique toutes les variétés diverses du travail improductif.

En premier lieu, on peut classer les genres d'opérations sur lesquelles aucun doute ne saurait s'élever : à savoir les œuvres destructives. Le cas d'une maison qui s'écroule peu de temps après son édification et que l'on doit reconstruire, rentre dans cette espèce.

Une autre *illustration*, malheureusement trop fréquente dans la société libérale, est fournie par les efforts que font les fabricants pour ruiner un concurrent. Ils s'imposent, au besoin, des sacrifices passagers, vendent à perte pour détourner vers eux le flot des acheteurs, sauf à demander plus tard des prix de monopole, quand leur rival qui n'a pas les moyens de soutenir la lutte, aura succombé. Si les deux intéressés habitaient la même région, le vainqueur acquerra généralement, à vil prix, le matériel de son adversaire et agrandira sa propre exploitation.

Dans cette hypothèse, il s'effectue un simple dé-

placement de biens qui réduit un faible à la misère et accroît la supériorité d'un plus fort, mais l'avoir national ne s'en trouve pas modifié. C'est une simple opération lucrative. Mais il se peut aussi que la fabrique de l'industriel ruiné soit située dans une contrée assez lointaine pour que l'heureux concurrent ne puisse avec profit s'en approprier les dépouilles. Voilà donc un établissement qui a perdu toute utilité, qu'il faudra employer à d'autres buts auxquels il s'adaptera mal peut-être. Si la valeur en atteignait 600.000 francs, c'est donc à peu près la somme dont la société devra payer l'enrichissement et le triomphe d'un commerçant sans scrupules.

Le travail lucratif, dont la première hypothèse présentait un exemple, consiste dans le transfert de valeurs déjà existantes d'un détenteur à un autre. Il n'y a donc aucune création de biens, et si l'opération fournit un bénéfice, il sera nécessairement prélevé sur la fortune d'une des parties en cause. C'est le perdant qui paiera le gagnant. Toutes les formes du jeu rentrent dans cette catégorie, depuis celui qu'on pratique aux tables des cercles, jusqu'aux colossales spéculations de bourse qui sont une des plaies de l'époque. Et Karl Marlo, après avoir passé en revue les différents cas où des manœuvres deshonnêtes peuvent intervenir, pour rendre coupable un travail déjà sans avantage pour la masse des hommes, conclut : « Représentons-nous

« une société dans laquelle $\frac{1}{6}$ des forces de travail
« mises en action est employé à des tâches lucra-
« tives, un autre à des besognes destructives, pen-
« dant qu'un troisième est occupé à produire les
« biens qui seront détruits par celui-là ; manifes-
« tement il ne nous reste plus, pour produire les
« biens qui formeront la jouissance de la société
« que la $\frac{1}{2}$ des forces disponibles. Représentons-
« nous, au contraire, le travail destructif ou lucratif
« transformé en productif ; la production totale et
« en même temps les jouissances possibles devraient
« nécessairement doubler. Admettons en outre
« qu'il existe un moyen d'accroître, ne fût-ce que
« de moitié, le rendement de ces forces, et la pro-
« duction totale devrait évidemment devenir trois
« fois aussi considérable qu'elle était dans l'hypo-
« thèse primitive (1) ». Inutile d'ajouter qu'aucune
de ces favorables circonstances n'est réalisée dans
le système libéral. Les industries improductives en
sont, comme le dit Marlo, « la pierre d'achoppe-
ment ». Dans la société moderne, le premier rang
est occupé par la haute bourgeoisie, par la no-
blesse d'argent, qui s'enrichit aux dépens des au-
tres classes, en s'adonnant à des besognes rému-
nératrices pour elle seule et improductives pour la
communauté.

Aussi Marlo n'a-t-il pas assez d'anathèmes contre

1. *Op. cit.*, III, 28.

cette caste despotique : « Par le fait, l'histoire ne
« fait mention d'aucun parti au pouvoir dont l'ac-
« tion ait été aussi inutile pour la société, dont l'in-
« fluence lui ait été plus néfaste, qui ait fait preuve
« d'un mépris aussi manifeste pour tous les intérêts
« supérieurs, d'une culture intellectuelle aussi insi-
« gnifiante, et dont la suprématie ait été plus op-
« pressive que la bourgeoisie ». Il semble qu'elle ait
incarné les deux plus détestables tendances de notre
époque : le matérialisme et l'égoïsme.

Le matérialisme, voilà en effet un vice nouveau
de l'organisation libérale. Placer sur une même
ligne les travaux lucratifs et les productifs, c'est
prouver qu'on ne les considère, les uns comme les
autres, que comme un moyen pour leur auteur de
gagner de l'argent, et non de contribuer à la pros-
périté publique et au bien-être général. Devenir de
plus en plus riches, voilà la seule ambition des
classes dirigeantes. Dès lors, l'économie renonce à
sa véritable mission. Au lieu de s'occuper des jouis-
sances de la vie qui supposent des conditions à la
fois matérielles et morales, elle se rétrécit jusqu'à
n'être plus qu'une science du revenu. Et, comme
telle, elle est sèche, aride et sans cœur.

Karl Marlo insiste pour montrer combien les in-
térêts éthiques sont compromis dans la société li-
bérale : c'est la bienfaisance devenant impuissante
à soulager des maux que le vice des institutions

rend irrémédiables; le zèle si noble de la charité rendu plus pernicieux qu'utile; l'esprit d'épargne qui diminue avec la chute des salaires; ce sont les droits des femmes et des enfants lésés par la libre faculté laissée à la surpopulation; c'est enfin la perversion continue et croissante des classes pauvres : l'obligation de lutter pour la vie les rend insensibles aux sentiments de justice et de morale; le spectacle de leur propre misère, comparée au luxe des privilégiés, leur inspire l'esprit de haine et de révolte; la faute en revient à la thèse libérale qui sanctionne, en vertu de son axiome du « laisser faire » et de la libre concurrence, toutes les inégalités, toutes les iniquités dans la répartition.

Au reste, ce serait une erreur que de penser que la théorie incriminée rachète, dans la mesure du possible, ses mauvais côtés par l'élan qu'elle imprime à l'industrie.

Puisqu'il s'agit du revenu, Karl Marlo ne fait nulle difficulté pour reconnaître que, par rapport aux régimes monopolistes, le Libéralisme l'a, sans doute, accru. Il s'est même trouvé des économistes dissidents pour voir dans cet accroissement même la cause des maux présents et pour faire le procès de la *surproduction* (1). Comme Rodbertus, Marlo pense qu'il ne peut pas y avoir d'engorgement véritable, car la capacité de consommer sera toujours

1. *Op. cit.*, III. 247-8.

supérieure à celle de produire. S'il existe des embarras passagers, ils sont dus seulement à la concurrence déréglée qui fait que chaque fabrique tend à dépasser les limites normales du marché qu'elle devrait alimenter dans une organisation rationnelle, pour fournir des places lointaines dont elle connaît mal les besoins, et s'expose ainsi à offrir plus qu'il n'est demandé. Mais il est absolument inconcevable qu'à un progrès réel de la production ne corresponde pas un progrès général du bien être. La puissance du rendement industriel ne saurait jamais être accrue dans une trop forte mesure.

Or, il est certain, et Marlo en avance les preuves et les raisons, que l'économie libérale n'obtient pas le maximum possible. Sur ce point, nous suivrons fidèlement notre auteur, en conservant l'ordre de ses explications et même ces divisions et ces paragraphes dont il abuse quelquefois et qui rendent moins courante et moins agréable la lecture de son ouvrage. C'est, en somme, une sorte de résumé de sa critique générale que Marlo donne au lecteur dans cette discussion. Les causes pour lesquelles la richesse matérielle demeure dans la société libérale au-dessous du niveau normal, c'est-à-dire de celui que les qualités des forces naturelles lui permettrait d'atteindre, sont nombreuses, et plusieurs nous, sont déjà connues.

1) En premier lieu on doit mentionner l'exploita-

tion de forces naturelles insuffisantes (1). L'expérience montre, en effet, des différences infinies de degré dans la puissance des instruments naturels ; les propriétés du sol sont fort diverses, et les récoltes varient selon la fécondité des terrains. Il y a, pense Marlo, un certain degré de fécondité que l'économie a le soin et le devoir de fixer, et en deçà duquel la mise en culture constitue un mauvais placement. Le développement excessif de la population oblige la société libérale à outrepasser cette limite ; aussi s'explique-t-on que les résultats du libéralisme aient été plus heureux dans les pays neufs où la force de la terre possède encore son énergie originaire.

2) Usage irrationnel des forces naturelles les plus importantes. C'est là une conséquence de l'antagonisme entre l'individu et la société que laisse subsister l'école libérale. Ainsi, sous le régime du laisser-faire, les forêts sont, malgré leur utilité, appelées à disparaître parce qu'elles fournissent moins de bénéfices que les terres labourables. En vertu de la division de la propriété, tolérée sans restrictions, les exploitations rurales se trouvent morcelées à un point qui rend beaucoup plus pénibles et plus difficiles les façons du sol. On oublie que, seuls, « les domaines agricoles arrondis, à proximité des bâtiments, et d'une certaine contenance que les investi-

1. Pour toute cette discussion voir : *Op. cit.*, II, 261-279.

gations économiques peuvent fixer, permettent l'usage le plus avantageux de la force naturelle qu'ils recèlent.

3) Exploitation défectueuse de forces naturelles importantes. C'est le cas, par exemple, pour les exploitations minières. Il y a tel mode d'exploitation qui permet d'obtenir, au détriment de la production future, un très fort rendement pendant quelques années. Les particuliers, livrés à leur seule impulsion, ne manqueront pas de poursuivre le profit immédiat, en compromettant au besoin l'avenir. Il en est à peu près de même dans l'agriculture. Le sol ne donne tout ce qu'il peut fournir, que si l'on y incorpore un certain capital sous forme d'engrais, de fumure, etc. Le petit propriétaire, qui ne peut s'imposer les dépenses nécessaires, ne tirera donc pas complètement parti de son bien.

4) Inaction d'une partie des forces de travail, à cause du manque de forces naturelles disponibles. Les libéraux n'admettent pas, en effet, le droit au travail.

5) Emploi du travail à des fonctions que la nature pourrait remplir. — La baisse des salaires a rendu en maintes circonstances l'emploi du travail manuel préférable pour les patrons à celui des machines.

6) Apprentissage insuffisant de la plupart des forces de travail. — La misère des prolétaires leur in-

terdit de faire les avances que réclamerait leur éducation professionnelle.

7) La même raison explique l'entretien défectueux des forces de travail.

8) Emploi de la plupart des forces de travail dans une direction contraire à leurs aptitudes.

Dans la société libérale, en effet, le choix d'une carrière dépend bien plus de la possession d'un certain avoir que d'une vocation spontanée, et comme on accomplit mal les besognes vers lesquelles on ne se sent pas naturellement porté, c'est encore un gaspillage de forces à imputer au libéralisme.

9) Perte de forces, par suite d'une division irrationnelle du travail.

Il est, par exemple, évident que le nombre des petits commerçants est plus élevé qu'il ne devrait l'être dans une société bien réglée. D'autre part, les fabriques acquièrent souvent une importance trop grande. Les libéraux oublient que pour toutes les exploitations et toutes les branches d'industrie, il y a un certain degré d'importance, au delà duquel le rendement du travail devient progressivement moindre.

10) Perte de forces par suite de l'instabilité dans le cours de la production. — Le patron qui fait travailler les ouvriers dans son intérêt personnel, les garde ou les renvoie à son gré et leur impose parfois des chômages forcés.

11) Perte de force, à cause de l'organisation artificielle des relations économiques.

« Les économistes libéraux s'imaginent que, dans
« la libre concurrence, chaque bien est produit au
« lieu où sa production nécessite le moins de tra-
« vail, mais l'expérience contredit cette manière de
« voir ». L'agriculteur est, sans doute, attaché au
sol qu'il cultive, mais le fabricant, au contraire,
peut s'établir ici ou là, car sa dépendance vis-à-vis
des forces naturelles est beaucoup moins étroite.
« La circulation est naturelle si les branches di-
« verses de la production des biens naturels ou
« manufacturés ne sont pas plus éloignées les unes
« des autres que ne le rendent nécessaire la manière
« dont les forces naturelles se présentent, et les
« avantages de la division du travail. Elle est arti-
« ficielle au cas où l'agrandissement des cercles où
« elle se meut oblige à un surcroît de travail, que ne
« compense pas l'épargne réalisée par suite de la
« plus grande productivité des forces naturelles
« mises en œuvre dans les fabriques, et par la divi-
« sion du travail qu'on y introduit ». Or, cette der-
nière situation est précisément celle de beaucoup de
fabriques qui s'entassent dans les villes, parce
qu'elles y recrutent plus aisément leur personnel,
ou s'y assurent des débouchés plus faciles — com-
modités qu'une combinaison rationnelle des indus-

tries à la campagne pourrait fournir à moins de frais (1).

12) Perte de forces par suite de l'échec de beaucoup d'entreprises. — Car cette circulation artificielle a pour conséquence de mettre les industriels dans une position très-incertaine. Outrepassant les bornes normales qu'ils auraient dû fixer à leur activité, desservant un marché que son étendue les empêche de bien connaître, ils sont exposés à tous les périls qu'entraînent des supputations et des calculs inexacts, et sont à la merci de circonstances qu'ils ne peuvent prévoir.

13) Perte de forces par suite de l'existence d'industries improductives.

14) Perte de forces par suite du manque de concurrence productive.

Ici, la critique de Marlo est assez ingénieuse et mérite certains développements. Il y a, dit-il, deux moyens de faire la concurrence. On peut, dans un cas, réaliser, soit grâce aux perfectionnements de l'outillage, soit par l'emploi d'un procédé nouveau, une économie sur le coût de production de la marchandise. Le fabricant sera sans doute le premier à bénéficier de son intelligente initiative, mais il n'en aura pas moins accompli une œuvre d'utilité générale, car la Société est directement intéressée à l'amélioration des systèmes industriels qui peuvent

1. Voir plus loin ch. VI, § 2.

lui rendre la vie plus large et plus agréable. Il aura exercé une concurrence productive.

Supposons, au contraire, un autre fabricant qui, sans rien changer aux méthodes en usage, se borne à agrandir son établissement. Disposant de fonds plus abondants, il touchera la prime du capital, comme on l'a précédemment exposé, et sera en mesure de vendre meilleur marché que ses rivaux dont l'exploitation est plus réduite. Personne ne met en doute que celui qui occupe 1.000 ouvriers peut opérer sur ses frais généraux une économie proportionnellement supérieure à ceux qui n'en emploient que 20 ou 30. Qui donc, dans cette hypothèse, tirera quelque profit de la concurrence? Uniquement ce riche industriel, qui pourtant n'a contribué en rien aux progrès de la technique, qui ne l'a dotée d'aucune innovation, et qui s'enrichira encore par cela seul qu'il est déjà riche et que la richesse attire la richesse. Et comme cette concurrence improductive est beaucoup plus sûre et plus rémunératrice que l'autre qui exige des tâtonnements, des expériences susceptibles d'échouer, il est clair que toute la « noblesse d'argent » la préférera et s'y adonnera presque exclusivement. Et bientôt, après avoir ruiné leurs rivaux, les vainqueurs resteront maîtres de la situation, sans plus être même stimulés par l'aiguillon de la concurrence.

15) Perte de force par suite de l'hostilité des pa-

trons et des ouvriers. — Ces derniers, dont les intérêts ne sont pas liés au succès de l'établissement où ils travaillent, et qui touchent un salaire sans rapport avec les services qu'ils rendent, sont fatalement poussés au gaspillage. Le salaire à la tâche et la participation aux bénéfices ne sont que des palliatifs insuffisants et pas toujours applicables.

16) Perte de forces, par suite de l'insuffisante étendue du crédit.

Nous avons déjà vu, en parlant de la prime du capital que les riches seuls trouvent facilement un crédit dont le besoin est pourtant moins pressant pour eux que pour les petits commerçants ou les artisans, qui le paient si cher. Enfin, l'insécurité des relations économiques fait que beaucoup de petits capitaux ne sont point placés et ne sortent point des bas de laine.

17) Perte de forces par suite de la difficulté de la capitalisation. La démonstration est ici des plus simples : On sait que les capitaux sont produits par le concours des forces de travail et de la force naturelle. Les premières, — les explications précédentes l'ont fait voir— sont exploitées d'une manière infructueuse. D'autre part, la force naturelle est une grandeur limitée, qui ne s'accroît guère ; d'où cette conséquence que, dans les pays surpeuplés, c'est-à-dire dans tous les Etats libéraux, chaque individu n'en jouira que dans une mesure si faible

qu'il lui sera extrêmement difficile, sinon impossible de la mettre en valeur. La conclusion se présente d'elle-même : c'est que la pauvreté est un vice organique du système libéral.

18) Perte de forces, à cause de la difficulté des progrès de la technique. Car la plupart des hommes n'ont pas les moyens nécessaires pour acquérir une culture industrielle suffisante. De plus, l'existence des brevets, et la lutte économique implacable qui force tous les inventeurs à tenir absolument secrets leurs procédés, empêchent la société de jouir, comme elle le pourrait, des bienfaits d'une technique plus avancée.

19) Perte de force à cause du règlement de la population par des moyens destructifs.

20) Dépense excessive de force pour maintenir l'ordre social (1). « L'Etat libéral déclare à ses sujets, non pas comme le fait l'Etat monopoliste, « qu'ils sont inégaux, mais bien qu'ils sont égaux « entre eux ; non pas qu'ils doivent se contenter de la « sphère qui leur est dévolue, mais bien qu'ils peuvent occuper des situations en rapport avec leur « mérite ; qu'ils peuvent élever des prétentions légitimes au bien-être et à la culture, et, malgré « toutes ses belles promesses, il livre la plus grande « partie d'entre eux à la misère ». Pour maintenir dans l'obéissance et la tranquillité tous ceux qu'il

1. Schäffle a mis également ce point en lumière dans son « *System der menschlichen Wirthschaft* ».

a leurrés par ces séduisantes et menteuses perspectives, il doit recourir à des armées d'employés et de soldats dont l'entretien, indispensable à sa sauvegarde, impose de très lourdes dépenses. Joignez à cela la multiplication des procès et des litiges de toute nature, due à une législation incomplète et imprévoyante, et qui nécessite un développement exagéré des tribunaux et des corps judiciaires. Voilà le bilan de ce que coûtent les bienfaits du libéralisme.

On s'étonnerait à bon droit que Marlo n'ait pas fait, dans sa critique, une place au libre-échange en qui se résume, pour les esprits superficiels, toute la doctrine libérale ; et de fait, Marlo en tire un argument de plus contre ses adversaires. Ici, il s'inspire principalement de F. List, avec lequel il n'est pas entièrement d'accord, comme nous le verrons au chapitre suivant, mais dont il adopte du moins les vues les plus importantes.

Sous couleur d'instituer la liberté, remarque-t-il, les libéraux introduisaient l'arbitraire ; sous prétexte de laisser les choses suivre leur cours naturel, ils aboutissent à l'artificialisme. Un rapide examen suffit pour s'en convaincre : Le type primitif et fondamental de la circulation économique est fourni par les échanges qui s'opèrent entre les producteurs de denrées naturelles et ceux de denrées manufacturées. A. Smith avait déjà exprimé cette idée, d'une manière

moins rigoureuse, en parlant du trafic qui s'exerce entre la ville et la campagne. Comme l'échange, considéré simplement au point de vue du déplacement, du transfert matériel des richesses, est improductif et coûteux, et qu'il nécessite une dépense de forces, l'idéal est que la distance qui sépare les coéchangistes soit la plus courte possible. La distribution des forces naturelles qui fait, par exemple, que le charbon ne se trouve pas dans la même région que le coton, empêche qu'on puisse complètement supprimer cette distance ; du moins, ne doit-elle pas être rendue plus grande que ne l'exigent les nécessités géographiques. Or, c'est là précisément l'effet du libre-échange. Dans ce régime, chaque pays développe chez lui une branche à peu près unique d'industrie dont il doit échanger les produits contre ceux que créent des nations étrangères, plus ou moins éloignées. Le rayon des échanges, au lieu de s'étendre sur un territoire limité, dépasse les frontières. De là, indépendamment des incertitudes signalées plus haut qui troublent l'harmonie de la production, des frais et des pertes de toute nature qui naissent du fait des transports.

Sans doute, il est un petit nombre de produits qui ne peuvent être obtenus que dans certaines contrées plus favorisées par la nature (1) ; il est évidemment de l'intérêt de tous d'en assurer la libre importation ;

1. Marlo les appelle *Sonderprodukte* (produits spécifiques)

mais il ne faut pas oublier qu'ils sont l'exception. La plupart des biens économiques — du moins les plus essentiels — peuvent se trouver, en, général, dans tous les pays (1). Il est donc naturel qu'ils soient protégés contre la concurrence étrangère, même au prix de sacrifices passagers, que la production finira par accroître le revenu national. Supposons (2) en effet qu'un pays échange, sous le régime du libre trafic 3 millions de livres de blé contre 3 millions d'aunes de cotonnades *étrangères*. Admettons, qu'après l'établissement des droits de douane, il échange la même quantité de blé contre 1 million d'aunes de cotonnades *indigènes*. Dans cette dernière hypothèse, il a l'avantage de conserver son blé, et de gagner en plus les cotonnades.

Les libéraux se hâtent de faire remarquer qu'une quantité considérable de forces de travail se trouvera ainsi gaspillée, puisque le pays s'adonne péniblement à une industrie textile dans laquelle l'étranger obtenait les mêmes résultats avec trois fois moins d'efforts. Malheureusement, cet argument, d'une si belle allure théorique, ne se vérifie jamais historiquement. Il faut, en effet, tenir compte de l'existence d'une classe toujours disponible de « sans-travail » à qui la nouvelle branche d'exploitation pourra fournir une occupation. « Dix ouvriers occupés, dont

1. *Gemeinprodukte* (produits communs).

2. *Op. cit.*, II, 87.

« chacun fabrique une aune de drap, produisent
« autant que dix autres dont chacun peut fabriquer
« cinq aunes, mais dont huit sont sans emploi. »

Au principe du libre-échange, il faut donc substituer celui du protectionnisme. Nous aurons l'occasion, en parlant de List, de montrer comment et dans quel esprit Karl Marlo adopte ce dernier principe, mais nous devons du moins indiquer ici la position qu'il prend, relativement à ce problème, contre les libéraux.

Telle est, dans son résumé, la critique que Marlo fait, dans le cours de son ouvrage, de la doctrine libérale. On est maintenant mieux en mesure d'en apprécier les intentions et les résultats.

Elle a été une première tentative pour introduire dans la pratique les idées panpolistes et elle a voulu faire régner sincèrement la liberté ; elle a, par malheur, confondu la liberté et l'arbitraire. Elle a compris que le seul régime propre à développer l'énergie productrice et à susciter les progrès économiques était celui de la concurrence. Elle a, par malheur, confondu la libre concurrence, c'est-à-dire la salubre émulation que peut faire naître entre rivaux une lutte à armes égales, et l'oppression sans frein des plus faibles par les plus forts ; elle a vu toute l'importance de l'industrie moderne et saisi cette grande vérité que le machinisme et la

fabrique sont des nécessités de notre époque, contre lesquelles il est aussi impossible de réagir que de remonter le cours de l'histoire ; elle a, par malheur, à cause des vices et des lacunes de son plan d'organisation tiré un si déplorable parti de ces nouveaux et puissants engins de civilisation, devenus, par elle, des instruments d'injustice et de misère, qu'elle semble avoir pris à tâche de légitimer les protestations des rétrogrades. Elle a eu conscience de l'opportunité d'établir une science économique sur des bases rationnelles et méthodiques, et il est juste de reconnaître qu'elle a donné des travaux et des analyses d'indiscutable valeur. Malheureusement, sur les questions fondamentales, celles qui se rapportent au capital, au travail, à la propriété, à la population, elle a émis des vues incomplètes, engagé les esprits dans une voie fausse, en soutenant avec un orgueil dogmatique qu'elle avait découvert les fondements immuables de la vérité.

Depuis qu'elle domine en maîtresse, qu'a-t-elle apporté au monde ? Les abus ont-ils cessé ? — Non pas ; elle les a simplement transformés. Elle a remplacé la noblesse de naissance par la noblesse d'argent, l'aristocratie par la ploutocratie, les monopoles permanents par les monopoles mobiles. Au reste, voici comment Marlo résume le tableau de la théorie qu'il vient de prendre à parti : « Telle est, dit-il, « en terminant, l'esquisse de l'organisation pure-

« ment *atomistique* qui, au dire des auteurs libé-
« raux, doit garantir à tous les membres de la société
« humaine l'épanouissement le plus libre de leur
« personnalité, ou, ce qui revient au même, la plus
« grande liberté personnelle (1) »... Bien que les
« libéraux n'aient encore appliqué complètement
« leurs principes dans aucun pays, les essais tentés
« suffisent et au delà pour prouver l'insuccès de
« leurs efforts. Ils ont voulu libérer le travail et
« l'ont courbé sous le joug du capital; ils ont voulu
« enlever leurs chaînes à toutes les forces, qu'ils ont
« précisément rivées aux chaînes de la misère; ils
« ont voulu détacher le serf de la glèbe, et lui ont
« enlevé le sol qui le supportait; ils ont voulu la
« prospérité sociale, ils ont créé l'indigence d'une
« part, l'opulence de l'autre. Ils ont voulu mettre
« le mérite en honneur; ils en ont fait l'esclave de
« la propriété; ils ont voulu supprimer tous les
« monopoles et leur ont substitué le monopole-
« géant du capital; ils voulaient la fin des guerres
« étrangères et ont allumé la guerre civile. Ils vou-
« laient se débarrasser de l'État et ont multiplié ses
« charges. Ils voulaient faire de la culture le patri-
« moine commun de l'humanité, et en ont fait le
« privilège de la richesse; ils voulaient faire régner
« la moralité suprême dans la société, qu'ils ont
« amenée à la corruption. Ils voulaient, pour tout

4. *Op. cit.*, I, 261 et s.

« dire en un mot, la liberté sans bornes, et ont
« introduit la plus dégradante des servitudes ; ils
« ont voulu le contraire de tout ce qu'ils ont obtenu
« en fait, et ont ainsi donné la preuve que le libé-
« ralisme, dans tout son ensemble, n'est qu'une
« complète utopie. »

Sa banqueroute est, d'après Karl Marlo, tellement manifeste qu'il n'a guère plus de partisans désintéressés. Tous les libéraux conscients restent fidèles à une doctrine dont ils ne se dissimulent plus les dangers, parce qu'ils y ont avantage ; ce sont les financiers, les grands industriels qui détiennent le pouvoir et font tout leur possible pour le conserver, malgré les attaques dont on commence à les menacer.

Les libéraux inconscients, ceux qui se bercent d'illusions désormais difficilement excusables, ne sont plus qu'en petit nombre. A leur groupe appartiennent les savants et les théoriciens qui ne contrôlent pas sur la réalité leurs spéculations — et aussi les juristes du *droit romain* que Karl Marlo rend complices du triomphe du système libéral. C'est toujours avec une âpre vivacité qu'il s'exprime contre « ce droit à qui la destinée réservait de n'être pas seulement le fléau de son époque, mais celui de la postérité (1) ». Ce jugement est assez intéressant : le droit romain a, selon Marlo, fourni les bases juridiques de

1. *Op. cit.*, II, 42.

la libre concurrence, et l'on sait qu'à cette époque lointaine, il était la seule norme des relations sociales, car la science économique, à peine naissante, ne pouvait encore faire entendre sa voix. L'Etat grec, le type idéal de l'Etat antique, voyait dans le citoyen le membre d'une vaste communauté à laquelle il devait au besoin se sacrifier, comme à quelque chose de plus grand et de plus noble que lui. Le droit romain n'envisage plus que l'individu et l'intérêt privé ; méconnaissant la haute valeur morale de cette subordination de l'homme à son groupe, il sanctionne uniquement les calculs de l'égoïsme et met la loi à leur service.

« Si on élimine le *moment idéal* de l'Etat antique, « on le dépouille de toute sa grandeur, et la mission historique des Romains fut précisément d'accomplir cet acte de destruction (1) ». Depuis eux, le monde s'est modifié, les conditions de la vie ont changé, la philosophie s'est épurée, mais le droit qu'ils avaient fondé est, malgré toutes ces transformations, demeuré en vigueur. Savigny a eu, sans doute, conscience de la lente et nécessaire évolution des sociétés et des choses, mais combien d'autres que lui l'ont méconnue : combien pour qui le droit romain est resté l'unique *credo* juridique.

Le droit réel est, par exemple, demeuré à peu près intégralement ce qu'il était sous les empereurs,

1. *Op. cit.*, II, 43.

comme un rejeton indéracinable de l'esprit païen. Les juristes modernes sont, conclut Marlo, par leur dévotion étroite et inéclairée aux théories romaines, un des principaux obstacles au progrès social.

Puisque le Libéralisme a eu des résultats tout opposés à ceux qu'il poursuivait, quoi d'étonnant à ce qu'une autre doctrine se soit efforcée, en prenant également pour point de départ le principe panpopliste, d'en introduire la pratique par l'emploi de moyens tout contraires ? C'est le cas du Communisme qui a pris, presque dans toutes les questions, exactement le contrepied du Libéralisme. Et Marlo a fort judicieusement montré comment ce dernier devait contribuer à l'avènement des doctrines communistes. « Présentement, ces deux « idées de droit »
« se trouvent à une phase de leur évolution où l'at-
« tachment intransigeant au Libéralisme sera un
« moyen infaillible de propagation du Communisme.
« Car on doit les considérer toutes deux comme deux
« contraires qui s'attirent mutuellement — une vé-
« rité que nos hommes d'Etat libéraux qui combat-
« tent la réforme sociale, n'apercevront sans doute
« que lorsqu'ils seront eux-mêmes les premières vic-
« times de la révolution communiste provoquée
« par leur opiniâtreté. Leur situation est à com-
« parer à celle du physicien qui s'occupe à fortifier
« l'un des pôles d'un aimant, dans la conviction

« que l'autre pôle, au lieu d'être également renforcé, « en serait au contraire affaibli (1) ».

Nous verrons dans un chapitre suivant, que le communisme, pas plus que le système qu'il prétend remplacer, n'est en possession de la vérité, et qu'il tombe dans des erreurs différentes mais tout aussi dangereuses, et nous constaterons que les deux thèses en présence « sont aussi fortes dans leur ré- « futation réciproque qu'elles sont faibles dans leur « propre défense (2) ».

Il nous faut toutefois auparavant dire un mot de la manière dont Marlo apprécie les demi-libéraux et les protectionnistes.

1. *Op. cit.*, I, 283.

2. *Op. cit.*, I, 287.

CHAPITRE IV

SEMI-LIBÉRAUX ET PROTECTIONNISTES (1)

Les semi-libéraux. — Leurs plans de réformes. — Leur idéal reste toujours le pur libéralisme. — Leur manque d'esprit « organique ». — Impuissance de leurs tentatives de réformes; l'impôt sur le revenu; les caisses d'épargne, etc.

Les protectionnistes. — La doctrine de F. List. — Il faut distinguer protectionnisme et mercantilisme. — Erreurs de List sur les restrictions à apporter à la protection. — *Gemein- et Sonderprodukte*. — La protection ne doit pas s'appliquer seulement au commerce international : insuffisance du système.

Parmi les économistes qui restent attachés à la doctrine libérale, beaucoup n'ont cependant pas été assez aveugles pour n'en pas voir les fâcheux résultats. De là, la formation d'une école semi-libérale ou nouvelle-libérale qui s'est efforcée d'apporter dans la pratique certaines atténuations à la doctrine originelle. D'une manière générale, les dissidents qui la composent s'écartent des purs libéraux en ce qu'ils admettent une assez large intervention de

1. *Op. cit.*, II, 280-386.

l'Etat pour diriger et réglementer les affaires sociales.

Marlo cite un certain nombre d'entre eux, tels que Ducpétiaux, de Villeneuve, Godeffroy, Bülow, R. von Mohl, Roscher, Lamartine, etc. ; et il indique les principales réformes qu'ils rêvaient d'introduire : diffusion de l'enseignement, réforme des prisons, organisation de l'assistance publique, garantie du travail, création de workhouses et de colonies agricoles, établissement d'un impôt progressif sur le revenu, main-mise de l'Etat sur les héritages, système d'assurances, de crédit, et de caisses d'épargne, etc.

Nous verrons que Marlo fait figurer lui-même un certain nombre de ces mesures dans son programme. Cela ne l'empêche pas cependant de prendre très vivement à partie les semi-libéraux. Il ne leur reproche rien moins que d'être pleinement inconséquents avec eux-mêmes.

En effet : ils considèrent d'abord toujours, dans leur for intérieur, l'idéal proposé par les purs libéraux comme le seul auquel on doit aspirer, encore qu'ils ne le pensent ni immédiatement, ni peut-être complètement réalisable. « Ils ne peuvent se débarrasser de l'idée de la liberté abstraite, bien qu'ils la contestent partiellement. Beaucoup regardent même leur organisation comme une forme transitoire entre le monopolisme et le panpolisme, et

« chez ceux-là même qui l'envisagent comme durable, on ne peut méconnaître un effort pour s'approcher, avec le temps, de plus en plus de l'organisation purement libérale » (1).

Ainsi donc, en premier lieu, ils se trompent sur le but ; ils se trompent secondement sur les moyens. Une erreur est la conséquence de l'autre. Ils ne sont guidés dans leurs projets de réformes par aucun esprit « organique ». Pour maintenir debout l'édifice du libéralisme, ils s'empressent de boucher les lézards qu'ils aperçoivent, sans se rendre compte que la charpente craque de toutes parts, et que les brèches se reproduisent à mesure qu'on les répare. En somme, dans leurs visées de rénovation sociale, « ils prétendent atteindre de grands buts avec de « petits moyens, et réparer, là où la seule méthode « expédiente serait de raser pour reconstruire ». En particulier, ils restent fidèles aux principes de la liberté de la concurrence et de la liberté de la population, sans voir que ceux-ci condamnent d'avance à l'insuccès toute tentative d'améliorations économiques.

Toutes les mesures qu'ils proposent isolément, et qui auraient peut-être d'heureux effets dans une société bien construite, échouent fatalement ou produisent le contraire de ce qu'on espérait, dans une société dont les premiers fondements s'appuient sur

1. *Op. cit.*, I, 265.

le libéralisme. Ainsi, l'extension de l'enseignement ne servira à donner aux membres de la société, si elle est surpeuplée, qu'une conscience plus lucide de leur misère. La charité, l'assistance, auront des suites plus funestes encore. La garantie du travail est inefficace si elle n'a pas pour complément tout un cycle d'institutions nouvelles, entr'autres la création d'*Erwerbssphären*, de sphères industrielles délimitées et suffisantes pour donner emploi à l'activité de l'individu.

Marlo s'élève également avec beaucoup de force contre l'impôt progressif sur le revenu (1). « Dans
« une société dont la législation assure à chacun les
« fruits de son travail, le plus laborieux, en accu-
« mulant une grosse fortune, non seulement ne
« cause aucun dommage au moins laborieux, mais
« encore il lui rend même service, puisqu'il fait
« baisser le prix des produits, en augmentant la
« production. Par conséquent, si l'on voulait frap-
« per le revenu des riches d'un impôt proportion-
« nellement plus élevé que celui des pauvres, on ar-
« riverait, selon le taux de la progression, à ralentir
« le zèle des premiers, et comme ce ralentissement
« causerait une diminution de la production et con-
« séquemment un enchérissement des produits,
« on nuirait non seulement à eux, mais aussi aux
« pauvres. Par là se manifeste le caractère irra-

1. *Op. cit.*, II, 318.

« tionnel de l'impôt sur le revenu dans une société
« bien construite. Si on l'applique dans une société
« où, comme c'est le cas pour la société libérale, les
« gains déloyaux figurent à côté des bénéfices hon-
« nêtes, (et même comme les plus avantageux),
« sans doute cet impôt est un moyen de reprendre
« le bien mal acquis, mais il a l'inconvénient d'être
« *inexact*, et d'atteindre le revenu bien acquis
« en même temps que l'autre. La répartition
« plus équitable des biens ne peut donc, indépen-
« damment de cette considération que l'infécondité
« du travail est la source principale du mal à com-
« battre, être obtenue par un système de taxation,
« mais uniquement par l'élimination des profits
« déshonnêtes ».

On a relevé aussi avec étonnement que Marlo combattait l'institution des Caisses d'épargne (1). La caisse d'épargne permet à l'ouvrier d'économiser pendant les périodes de prospérité pour faire face aux mauvais jours. Mais en même temps, elle détermine l'abaissement du salaire moyen jusqu'à son niveau le plus inférieur. « S'il n'y avait pas de caisses
« d'épargne, les ouvriers consommeraient leur sa-
« laire dans les bonnes périodes et se procureraient
« des jouissances en rapport avec lui ; dans les mau-
« vaises au contraire, ils succomberaient rapide-
« ment à la misère qui les mine, et la diminution

1. *Ibid.* II, 327.

« de leur nombre aurait pour effet de faire remonter le salaire pour la période suivante de prospérité ». C'est ainsi que le Libéralisme arrive à rendre pernicieuses les institutions en elles-mêmes les plus inoffensives.

Nous ne poursuivrons pas plus longuement l'exposé de ces critiques de Marlo, dont il a suffi d'indiquer l'esprit : ou le libéralisme est bon, ou il est mauvais : dans le premier cas, il est raisonnable de l'appliquer sans restrictions ; dans le second, il faut rompre avec lui, et non se borner à un compromis boiteux avec un système discrédité. Ce qui manque aux semi-libéraux, c'est un principe directeur nouveau qui les émancipe du joug du Libéralisme, et qui puisse féconder des réformes qui, bonnes peut-être en soi, restent stériles dans l'état présent des choses.

A côté de cette première école se place logiquement l'école protectionniste dont le plus illustre représentant est F. List. On sait quelles sont les grandes lignes du système de cet économiste. L'homme isolé est faible et impuissant ; il ne peut jouer un rôle en ce monde qu'en faisant partie d'un groupe avec lequel il entre en coopération réciproque. De ces groupes, le plus vaste qu'on puisse concevoir est l'humanité. Malheureusement, rien ne permet de prévoir à brève échéance l'apparition de cette cité cosmopolite rêvée par les philosophes

du xviii^e siècle, et qui unirait tous les hommes dans une même et universelle fédération. En fait, actuellement, les sociétés humaines les plus étendues qui existent sont les nations. Tous les efforts de l'homme d'Etat moderne doivent donc tendre à consolider la nation qui fait vivre l'individu. Il importe de faire d'elle un ensemble harmonieux dont les organes soient normalement développés, dont toutes les fonctions soient réglées.

Or, au point de vue économique, on voit ces fonctions se développer successivement et progressivement dans la vie des peuples. Au début d'une société, l'agriculture est la seule source de richesse. Puis vient un moment où le rendement agricole s'approche de son maximum, et où la population est plus nombreuse que ne l'exigent les travaux des champs. Arrivée à ce point de son évolution, la nation doit nécessairement employer à l'industrie ses forces disponibles ; elle produit les objets fabriqués dont elle a besoin ; enfin, à mesure que ses ressources et sa vitalité augmentent, elle se trouve peu à peu en état d'alimenter les autres peuples de ses propres denrées, et se livre au commerce. La nation idéale doit posséder et réunir en elle, lorsqu'elle a son plein développement, ces trois types d'activité. Or, pour qu'il en advienne ainsi, il faut qu'elle soit protégée dans sa croissance par des mesures légis-

latives, comme la plante qui pousse est soutenue par un tuteur.

Toutefois, List remarque què lorsqu'une nation passe à l'état industriel, l'industrie ne tarde pas à jouer chez elle un rôle économique prépondérant, en ce sens qu'elle fournit à peu près exclusivement la matière du commerce international dans lequel ne rentrent que pour une proportion assez faible les denrées agricoles, en général difficilement ou coûteusement transportables et qu'elle influe aussi sur les progrès de l'agriculture à qui incombe, grâce à elle, la tâche de nourrir une population ouvrière plus abondante. D'où cette conclusion que la protection produit tout son effet utile pour peu qu'elle se concentre uniquement sur l'industrie, sans entraver l'importation des matières premières qui sont nécessaires à celle-ci.

List prend également soin d'indiquer dans quelles circonstances déterminées il faut recourir aux mesures protectionnistes. Lorsqu'un peuple, jusque-là purement agricole veut se créer une industrie, comme il lui faut pour cela, en faire venir du dehors les premiers éléments, la liberté du commerce est pour lui l'état le plus favorable. Il en est de même, lorsqu'il se trouve arrivé au terme de son évolution et qu'il a développé en son sein une puissance industrielle supérieur à celle de tous les autres pays, comme tel est le cas de l'Angleterre. Dans cette hy-

pothèse, la protection lui serait inutile d'abord nuisible ensuite, puisque l'aiguillon de la concurrence ne le tiendrait plus en haleine. La période de protection doit se placer entre ces deux moments extrêmes, c'est-à-dire lorsque la nation possède une industrie jeune encore, mais cependant déjà formée qui peut marcher de son propre élan, et prendre des forces, sans être encore en situation de lutter, à chance égale, avec les industries des autres nations.

Karl Marlo reproche surtout à List, indépendamment de quelques erreurs de détail, de n'avoir pas poussé assez loin son système et de n'en avoir pas tiré toutes les conséquences. Il n'a pas suffisamment insisté, selon lui, sur ce point, que la protection, telle que doivent la pratiquer les sociétés modernes, était une mesure panpoliste, destinée simplement à sauvegarder la nation des empiétements de ses rivales, et non pas, comme l'était le système mercantile, un instrument d'agression destiné à ruiner les autres pays. D'autre part, il est, au dire de Marlo, contraire au but poursuivi de restreindre la protection à certaines périodes. List estime qu'elle ne convient qu'aux peuples dont le développement agricole a atteint déjà une limite au delà de laquelle la liberté du commerce ne peut plus beaucoup lui profiter, et dont la population est supérieure aux besoins de la culture du sol. Une telle opinion repose sur deux erreurs ; en effet, ce n'est pas seulement à

partir d'une certaine période, c'est toujours et d'une manière générale que l'agriculture profite du voisinage des fabriques ; en outre, c'est une vérité d'expérience, que les peuples agricoles possèdent toujours une somme de forces de travail plus grande que celle qu'absorbent les travaux des champs, ou du moins que la discontinuité des opérations rurales en laisse la plupart du temps une certaine quantité disponible pour d'autres occupations.

Croire, en second lieu, que les peuples les plus avancés bénéficient toujours de la liberté commerciale, c'est ne pas remarquer : 1^o que, même chez de tels peuples, il n'arrive jamais que toutes les branches de l'industrie soient pourvues de talents et de capitaux supérieurs à ceux de l'industrie étrangère, de sorte que les plus faibles demeureront sacrifiées ; 2^o que la protection ne pourrait pas ralentir leur zèle et diminuer leur énergie, en leur donnant trop de sécurité, puisque, d'après List lui-même, elle ne doit, *dans aucun cas*, être assez grande pour supprimer la concurrence ; 3^o que les nations qui tirent des pays étrangers les forces naturelles nécessaires à leur industries, sont entièrement paralysées lorsque ceux-ci adoptent une politique protectionniste. Enfin, List n'a pas déterminé avec assez de rigueur les domaines de l'activité économique nationale qui doivent jouir des bienfaits de la protection. Il n'est ni précis, ni complètement juste de dire

que l'industrie seule en doit bénéficier. « L'ensemble
« de l'industrie des sociétés humaines a évidemment
« sa constitution la plus normale lorsque le travail
« de tous les producteurs atteint le plus haut degré
« de fécondité. Si nous appliquons ce principe à la
« politique commerciale, il apparaît que toutes les
« nations qui veulent en faire le fondement de leur or-
« ganisation industrielle, doivent : repousser tous les
« produits qu'elles obtiennent, une fois que leurs
« forces de travail sont complètement éduquées, avec
« moins d'efforts que les autres nations ; admettre
« au contraire ceux dont l'obtention leur coûterait
« plus de peine — ou, ce qui revient au même, res-
« treindre l'importation des « produits communs »
« (*Gemeinproducte*), et permettre celle des « pro-
« duits spécifiques » (*Sonderproducte*). Et comme
« les produits communs se retrouvent aussi bien
« parmi les produits naturels que parmi les produits
« fabriqués, et qu'en particulier les moyens de sub-
« sistance ordinaires rentrent dans leur catégorie, la
« règle fournie par List se trouve, en soi, être
« inexacte ».

Marlo adresse un dernier grief plus grave encore à List : List prétend que dans la lutte économique, les nations pauvres en capital succombent fatalement sous les coups d'adversaires plus riches. S'il en est ainsi, on se demande à bon droit pourquoi, tandis qu'il condamne la libre concurrence entre les

petits et les grands capitalistes des différents pays, il la laisse subsister, et la déclare même bonne et utile entre les petits et les grands capitalistes d'un même pays. « La situation d'un petit capitaliste allemand, qui est en concurrence avec un plus grand, est-elle plus favorable, parce que ce dernier, au lieu d'être Anglais ou Français, est lui aussi Allemand ?... Si, comme List l'affirme avec raison, le petit capitaliste est tué par la concurrence du plus grand, ce n'est pas seulement la liberté du commerce, c'est toute l'organisation libérale qu'il faut rejeter ». *Quod erat demonstrandum*.

En fin de compte, les objections que Marlo adresse à List se résument donc dans la critique générale qu'il adressait aux semi-libéraux. « List ne prétend pas quitter le terrain du Libéralisme, il veut seulement pratiquer une brèche à l'organisation libérale sur un point déterminé ». De sorte que sa théorie, de même que les propositions de réforme des semi-libéraux ne prend de véritable valeur qu'à condition d'être employée comme pièce de refonte dans un système construit sur des fondements entièrement neufs.

Il nous faut voir maintenant si l'école socialiste nous fournira le système cherché.

CHAPITRE V

KARL MARLO ET L'ÉCOLE COMMUNISTE

§ I. *Du socialisme en général.*

A quelle sorte de socialisme s'applique la critique de Marlo. — Distinction entre le communisme moderne et celui de l'antiquité. — L'idéal des socialistes est le même que celui des libéraux. — Reproches injustifiés adressés au socialisme.

De l'égalité. — Elle s'identifie sous toutes ses formes avec la liberté. — L'égalité effective. — L'égalité et les inégalités. — La question politique reléguée au second plan par les socialistes. — Ils absorbent la vie privée dans la vie sociale. — Le cœur l'emporte chez eux sur la raison.

Le travail en commun. — Optimisme des socialistes. — Obstacles qui s'opposent à la possibilité d'un bonheur parfait. — Tout travail est une peine. — Intérêt et devoir. « A chacun une part égale. » — « A chacun selon ses besoins. » — « A chacun selon ses œuvres. » — Atteintes portées à l'individu : suppression de la propriété individuelle, etc. — L'intensité des besoins proportionnelle à celle des forces. — Les droits doivent être en proportion des besoins. — Besoins dus à l'éducation : fondement du droit d'héritage. — Nécessité de la concurrence. — Conclusion : le communisme est une utopie.

§ II. *Karl Marlo et l'Associatisme (Fourier).*

Différence de cette doctrine d'avec le communisme auquel elle est supérieure. — Saint-Simon. — Fourier ; sa doctrine. — L'association définie par Marlo. — Le salariat ;

sa comparaison avec le régime sociétaire. — L'association est un organisme moral. — La propriété agrégée. — Avantages de l'association. — Association communale et association professionnelle ; critique du premier système. -- Mérites de la « combinaison » des industries.

Le socialisme est, disions-nous plus haut, suivant Karl Marlo, une élaboration utopique de l'idée panpoliste qui fait en quelque sorte pendant au système libéral, et se trouve, bien que dans une autre direction, aussi loin que lui de la vérité. Cela suffit à indiquer quelles espèces de doctrines socialistes Karl Marlo se propose d'envisager dans sa critique (1). Il ne considère exclusivement que celles qui reposent sur le postulat du panpolisme, qui réclament des modifications sociales au nom de la morale, et se réfèrent à un idéal de justice et de fraternité. Et de fait, il est visible que les doctrines de Saint-Simon, de Fourier, de L. Blanc sont celles qui ont le plus attiré son attention, à ce point que les critiques l'ont tour à tour donné comme ayant subi l'influence directe de tel ou tel d'entre eux.

Pour employer des termes en cours, Marlo n'a connu du socialisme que la forme sentimentale, il en a totalement ignoré la forme scientifique, qui cependant commençait de son temps à se dégager d'une manière plus précise. Karl Marx, Rodbertus ne sont pas cités par lui. Au reste, la ma-

1. *Op. cit.*, II, 387 et s.

nière dont il affirme en maints endroits le libre arbitre, le caractère nettement spiritualiste de ses vues et de sa dialectique, la définition qu'il donne de l'économie comme d'un art subordonné aux fins suprêmes de l'éthique, montrent suffisamment quelle distance le sépare de la philosophie marxiste. Sa méthode est également très différente de celle de Rodbertus ; et bien qu'il ait eu la claire notion, d'ailleurs en communauté d'esprit avec Savigny et son école, d'une évolution sociale qui se poursuit dans l'histoire, jamais il n'a considéré la Société comme la réalité première et intégrale dont l'économiste doit s'occuper, et les individus comme des fragments, des parcelles d'un assemblage supérieur, plus réel et plus vivant qu'eux. Il s'en tient toujours — et M. Anton Menger lui en fait un grief — au point de vue de l'économie individuelle, et le but de tous ses efforts est, en définitive, la consécration de la personnalité pleinement développée et autonome de l'individu. L'athéisme, l'humanisme, le matérialisme, dont l'idée s'associe naturellement à celle du socialisme scientifique, sont par lui pris à partie et il ne dissimule pas son hostilité contre L. Feuerbach, « un des apôtres de l'incrédulité » qui a puissamment contribué à modifier l'aspect du socialisme ».

D'ailleurs, si Marlo ne semble pas avoir l'intuition des formes nouvelles que le socialisme devait

revêtir dans un avenir prochain, il ne croit pas davantage que la doctrine qu'il examine soit une simple réédition du communisme antique. Suivant son ingénieuse remarque, les libéraux et les communistes commettent la même erreur de tactique, en allant chercher dans les périodes les plus reculées de l'âge monopoliste, des arguments en faveur de leurs théories, et des preuves de leur mise en pratique partielle. Les circonstances étaient chez les Grecs et les Romains bien différentes de celles de notre époque (1); et comme Karl Marlo ne se défend pas d'une certaine sympathie pour le communisme dont il n'adopte pas, du reste, les conclusions, il sent bien toute la portée d'une critique qui tendrait à affirmer que ce système n'est que la reproduction d'une doctrine antique, qu'un recul vers le passé.

C'est une faute grave que de vouloir étayer sur l'histoire de nouvelles idées de droit, « car ce n'est pas leur similitude, mais, au contraire, leur dissemblance avec tout ce qui est passé, qui fournit des présomptions en faveur de leur réalisation. Ce qui est arrivé ne se reproduit plus; ce ne sont point des choses usées, mais des nouveautés qui peuvent jouer un rôle sur le théâtre de la vie, et la preuve la plus certaine qu'une idée juridique n'aura pas d'*avenir* est précisément dans ce fait qu'elle a déjà eu un *passé* » (1).

1. *Op. cit.*, I, 283, en note.

Le socialisme moderne se distingue bien nettement des régimes antérieurs par deux caractères : il veut travailler au bonheur de tous les citoyens, tandis que les Républiques anciennes n'ont jamais eu en vue que la prospérité d'une classe dirigeante, d'une noblesse qui semblait exister seule aux yeux du législateur.

D'autre part, tandis que celles-ci faisaient de l'homme un serviteur, un instrument de l'Etat, la conscience juridique de notre temps ne considère plus l'Etat, au contraire, que comme un auxiliaire, un instrument au service des citoyens. Le communisme ou socialisme actuel (1) a donc bien sa pleine autonomie doctrinale ; il est une production de notre époque, contemporaine ou immédiatement consécutive du libéralisme. Le but dernier qu'il se fixe est le même que celui de l'école libérale, celui que doit se proposer en général tout système

1. Marlo donne au mot « communisme » une signification très large. Il n'entend pas seulement par là les systèmes qui veulent réaliser la communauté par la suppression de la propriété individuelle, mais tous ceux dont l'objectif est l'égalité, quels que soient les moyens (même exclusifs de la suppression de la propriété individuelle) auxquels ils recourent à cette fin. Il réserve plus spécialement la dénomination de *socialisme* à la thèse de Fourier qui, sans poursuivre l'égalité, prend comme fondement de la réédification sociale, le groupe sociétaire, et dont il sera question au 2^e paragraphe de ce chapitre. Cependant, il use souvent de la faculté, que nous prendrons aussi, de se servir indistinctement des mots « socialisme » et « communisme » comme de termes équivalents.

économique : c'est la plus grande jouissance possible pour tous. On remarque à ce sujet une absolue concordance de vues chez les libéraux et les communistes : « Prospérité et culture intellectuelle, « libre mouvement de toutes les forces, paix éternelle, libération de la contrainte de l'Etat, voilà « les *moments* identiques qui se retrouvent dans les « fantaisies chimériques des uns et des autres » (1). Karl Marlo a eu le mérite de très bien saisir ce point capital, et d'éviter une confusion où sont tombés la plupart de ses successeurs.

On s'est plu à opposer depuis socialisme et individualisme sans voir que les socialistes, eux aussi, prétendent contribuer avant tout au bonheur des individus ; on a cherché à opposer les fins des deux doctrines, sans observer que ces fins sont absolument semblables et que le choix des moyens diffère seul, (et, d'après Marlo, serait dans les deux doctrines également fâcheux). Cette fausse appréciation vient de la confusion déjà signalée entre le socialisme antique et le moderne.

La valeur éthique de la conception socialiste est donc absolument la même que celle de la conception libérale, et, dans sa haute impartialité, Marlo s'applique à montrer l'inanité de certains griefs qu'on adresse au communisme (2). On l'accuse d'être

1. *Op. cit.*, I, 293.

2. *Op. cit.*, II, 424, en note.

une émanation de l'envie, de rechercher ses adhérents parmi les paresseux et les mauvais ouvriers choqués du succès de concurrents plus actifs et plus laborieux. Mais il suffit de connaître la nature exacte de la doctrine pour voir combien superficiel et injuste est ce reproche : le seul tort du communisme est, au contraire, on le verra plus loin, de transformer en obligations légales de simples préceptes moraux qui ne peuvent et ne doivent trouver leur sanction que dans la conscience.

Il est, dit-on, matérialiste et antichrétien, humaniste, tout entier préoccupé d'exalter la jouissance. Mais, en passant condamnation sur ce fait, qu'on en pourrait dire autant, et avec plus de raison, du libéralisme actuel, ces critiques sont fort mal fondées. A l'exclusion de celui d'Owen, tous les systèmes de cet ordre sont en effet placés sur le terrain religieux. De plus, qu'importe même qu'ils considèrent les préceptes moraux qu'ils admettent, comme des postulats de la raison humaine ou comme des ordres divins ? Toute la question est de savoir si ces principes sont, en fait, conformes à l'esprit de la religion. Quant à dire que le communisme est antichrétien : sans doute, s'il s'agit de ce christianisme traditionnel et déformé qui se fait le soutien des privilégiés ; mais il en est autrement, si l'on envisage le vrai christianisme dont la morale se résume dans l'idée du panpolisme. Dès lors, il

faut reconnaître que le communisme, par cela même qu'il est panpoliste, est une doctrine aussi véritablement animée du souffle chrétien que celle des Libéraux.

Marlo écarte d'une façon ingénieuse et subtile l'objection de matérialisme : on croit que, si l'on décrète et si l'on réalise l'égalité absolue entre tous les hommes, il faudra sacrifier aux satisfactions matérielles de la masse ces plaisirs supérieurs de l'esprit qu'un petit nombre d'hommes d'une nature particulièrement raffinée est seul capable de goûter. Raisonner ainsi, répond Marlo, c'est oublier que les communistes prétendent précisément que tous les hommes naissent avec d'égales aptitudes physiques et intellectuelles. On peut, à bon droit, les taxer d'utopie, mais rien de moins justifié que d'incriminer leur soi-disant matérialisme. D'ailleurs la recherche de la jouissance est légitime et les communistes n'imposent pas la préférence de telle jouissance à telle autre.

Voyons maintenant, comme nous l'avons fait pour le libéralisme, quelle est l'idée directrice du système.

L'école libérale avait tourné tous ses efforts vers la conquête de la liberté. Le communisme est frappé des inégalités que l'organisation sociale laisse subsister entre les hommes, et c'est *en général* (1),

1. Le système de Fourier sera examiné spécialement dans la 2^e section de ce chapitre.

au nom de l'égalité qu'il entend élever la voix et s'imposer. Aussi Marlo lui donne-t-il aussi le nom d'æqualisme (1).

De même que pour la liberté, Marlo distingue plusieurs formes d'égalité (2). L'égalité morale des hommes consiste dans la puissance qu'ils ont tous de soumettre leurs instincts aux exigences de la loi morale et se confond ainsi avec la liberté morale. L'égalité personnelle se rapporte uniquement à l'analogie générale, et déduite du concept de notre espèce, qui existe entre les facultés physiques et spirituelles des divers individus. L'égalité civile résulte de l'égale participation de tous les citoyens à l'exercice du pouvoir souverain et se confond par conséquent absolument avec la liberté civile. Dans l'ensemble, on peut donc reprendre, à propos de l'égalité, les critiques adressées à la notion libérale de la liberté. Toutes ces formes que Marlo vient de définir rentrent dans l'égalité abstraite. Elles sont le résultat logique d'un raisonnement purement formel, le fruit de la réflexion philosophique appliquée au concept d'homme. La définition de l'homme une fois posée doit rester, dans tous les cas individuels, invariable et identique à soi, de même que celle du triangle s'applique à tous les triangles que trace le géomètre. Un homme égale un homme. Lorsqu'il s'agissait de la liberté, l'école libérale, conformément à

1. *Op. cit.*, I, 279.

2. *Ibid.*, 280.

ses tendances spéculatives, éliminait de ses raisonnements toutes les conditions pratiques qui fondent la liberté concrète, car théoriquement conditionner la liberté, c'est la restreindre et en altérer la pure essence. Il en est de même pour l'idée d'égalité. Plaçons-nous au point de vue concret : ce qui nous intéresse dès lors, c'est l'égalité effective, c'est « la plus grande égalité » de fait. Quand se trouve-t-elle réalisée ? Lorsque tous les hommes sont mis dans une situation où ils peuvent également développer leur personnalité, tirer parti de leurs dons physiques et moraux et se perfectionner, lorsque leur activité ne trouve pas d'obstacles à son libre jeu.

Mais alors deux considérations s'imposent à nous : C'est d'abord que « la plus grande égalité » est identique à « la plus grande liberté » (1). En effet, laisser à tous les hommes la plus grande liberté pour qu'ils développent jusqu'à ses dernières limites leur personnalité, revient à les placer dans la situation la plus égale qui soit possible. On avait déjà vu que l'égalité morale s'identifiait avec la liberté morale, l'égalité politique avec la liberté politique ; plus on consacre d'attention à cette question et plus on se convainc que « l'égalité et la liberté réelle ne sont qu'une « seule et même chose, et consistent dans le pouvoir « assuré à tous de développer de la manière la plus « complète leur personnalité » (2).

1. *Op. cit.*, I, 305.

2. *Ibid.*

Et d'autre part, on remarque aussi que l'égalité réelle n'exclut pas les *inégalités*. C'est pour avoir méconnu cette vérité que les communistes ont fait des égalités diverses qu'ils veulent assurer, les agents destructifs de la vraie égalité (1). En fait, les individus sont différents les uns des autres, inégalement doués de forces et d'aptitudes. En ce qui concerne l'égalité personnelle, tous les hommes sont spécifiquement égaux ; tous sont des êtres conscients, moraux, capables d'éducation physique et intellectuelle et qui recherchent le bonheur. Mais, comme le dit Marlo, ils sont, quant au degré (*dem Grade nach*), infiniment dissemblables, depuis l'Européen cultivé jusqu'à l'indigène de la Nouvelle-Hollande aux sens obtus, à la nature frustrée et brutale. Il en est de même de l'égalité morale qui n'exclut pas la différence de moralité des individus. Le rapport des bons et des mauvais instincts varie suivant les hommes et ils doivent, pour faire triompher les premiers, livrer contre soi des combats inégalement pénibles. De même la sphère de notre personnalité est, pour chacun de nous, plus ou moins grande, et pourvu que nous puissions tous nous y mouvoir librement, nous jouissons de toute l'égalité compatible avec la nature des choses.

« Pourvu que le roseau puisse sans obstacles extraire
« du sol les sucs nourriciers, croître au grand air et

1. *Ibid.* I. 282.

« avoir sa part de la lumière du soleil, il n'a plus rien
« à réclamer et serait mal venu à se plaindre de ce
« qu'il n'est pas le chêne, ou à envier les privilèges
« des arbres de la forêt ». Le communisme ne s'en
est pas rendu compte. « Le libéralisme poursuit la
« liberté abstraite, le communisme, l'égalité abs-
« traite ; le *fédéralisme*, au contraire (la doctrine
« propre à Marlo, dont il sera plus loin question),
« se donne pour mission l'établissement de la li-
« berté effective ou, ce qui revient au même, de
« l'égalité effective (1) ».

Pour des raisons opposées à celles qui avaient fait donner tant d'importance à la partie politique dans le système libéral, les questions politiques sont considérées par les communistes comme secondaires (2). Si la conquête de la liberté, pensaient les libéraux, doit être le terme de nos aspirations, l'important est d'avoir des citoyens libres, de réduire au minimum le rôle des pouvoirs coercitifs, et, à cette fin, d'élaborer une constitution savante, précise, détaillée, qui donne les garanties nécessaires. La liberté une fois assurée, une harmonie naturelle et spontanée présidera à l'organisation sociale.

Tout différent est le raisonnement des communistes : le résultat des tentatives libérales a surabon-

1. *Op. cit.* I, 305.

2. *Op. cit.* I, 286.

damment prouvé, disent-ils, qu'elles ne peuvent extirper les inégalités. Ce n'est pas en donnant aux individus les mêmes prérogatives politiques qu'on les rend égaux : c'est oublier qu'avant d'être des citoyens, ils sont des hommes et, comme tels, soumis à la loi du travail, et que si les conditions du travail favorisent les uns aux dépens des autres, la société toute entière souffre de cette injustice.

Il faut donc, avant toute autre chose, régler d'une manière satisfaisante l'activité économique. Une fois les hommes gratifiés de l'égalité sociale, les questions politiques perdent singulièrement de leur acuité. L'Etat n'a plus à régir que des sujets satisfaits de leur condition, heureux et, par conséquent, plus vertueux : pour de tels sujets, presque tous les gouvernements sont bons, car si l'on a pu soutenir que les constitutions valent ce que valent ceux qui sont chargés de les appliquer, il serait peut-être plus vrai de dire que leur valeur dépend, en grande partie, de ceux à qui elles doivent s'appliquer.

Aussi n'y a-t-il pas lieu de s'étonner que Saint-Simon et Fourier aient observé une absolue indifférence à l'égard du régime politique. L'Etat est, pour beaucoup de communistes, un corps exclusivement social dont les fonctions comme telles sont multiples et infiniment diverses. C'est lui qui fixe les branches d'industrie à exploiter, qui détermine la quantité de produits à fabriquer, la manière dont on devra les ré-

partir, qui limite la durée de la journée de travail, résoud les questions d'habitation, de vêtement, de nourriture, etc ; de sorte qu'on peut dire, en somme, que si l'organisation communiste parvenait à se réaliser, toute la vie privée se trouverait absorbée par la vie publique (1), tandis que l'introduction du système libéral a produit l'inverse. Il convient d'ajouter que lorsque les communistes prennent parti sur les questions politiques, comme ils réclament, plus fidèles à leur programme que ne furent les Libéraux, la disparition des faveurs et des privilèges, ils doivent ne compter sur aucun appui de la part des classes dirigeantes, avoir recours aux seuls opprimés et, par conséquent, attendre uniquement de la démocratie pure l'accomplissement de leurs réformes.

Pour compléter le parallèle entre l'école libérale et l'école communiste, Marlo observe encore que la première est en possession d'une théorie économique vraiment scientifique qui fait défaut à l'autre. Il est inutile de revenir sur ses erreurs ; il n'en faut pas moins rendre hommage à la valeur de sa méthode et de certains de ses résultats. L'école communiste, au contraire, bien qu'elle rejette les thèses économiques de ses adversaires, n'a pas de système propre de sorte qu'on doit dégager les principes qu'elle présente de ses plans d'organisation dont elle ne trace habituellement d'ailleurs que les grandes lignes. Chez

1. *op. cit.* I, 291.

les Libéraux, c'est la raison qui domine ; c'est surtout le cœur chez les communistes (1) ; ils ont des sensations vives bien plus que des intuitions claires.

Notre rôle n'est évidemment pas de reprendre à la suite de Marlo l'exposé assez exact qu'il donne des différentes théories communistes, depuis Mably, Fichte ou Vairasse, voire même depuis Campanella et Morus.

Notre tâche, plus restreinte, doit se borner à indiquer le jugement qu'il porte sur le système en général, à la suite de cet examen ; nous ne retiendrons par conséquent que la grande division qu'il établit entre les communistes purs, au nombre desquels il range Morus, Campanella, Babeuf, Owen et Cabet, et les nouveaux communistes, terme par lequel il désigne Morelly, L. Blanc et ses adeptes. La critique que fait Marlo de l'école communiste ne saurait d'ailleurs présenter l'intérêt qu'a sa polémique contre le Libéralisme. Si la doctrine libérale s'est, comme toutes choses, modifiée avec le temps, et a changé quelques traits de sa primitive physionomie, elle a, du moins, gardé à peu près intacts son esprit et ses principes directeurs ; les griefs qu'on lui adressait il y a cinquante ans, ont encore aujourd'hui un intérêt actuel.

Il en est tout autrement du socialisme. Non seulement la forme, mais le fond même des principes

1. *Op. cit.* I. 292, en note.

ont été transformés par Marx et ses disciples. L'éducation économique de l'école s'est perfectionnée, et une discussion des projets de L. Blanc, de Saint-Simon ou de Fourier peut, à beaucoup d'égards, sembler une lutte contre des fantômes et des ombres vaines. Il n'y a donc pas lieu de reprendre les objections de détail que Marlo porte contre tel ou tel point des théories qu'il examine, mais de voir simplement comment il en apprécie le sens général, les tendances et la philosophie.

Le travail en commun joue pour les communistes le même rôle que pour les libéraux la liberté industrielle ; il est le pivot du système (1). Les communistes ont bien compris la nécessité naturelle qui pousse les hommes à se grouper en société et ils ont saisi tout de suite les avantages qui doivent, pour eux, résulter d'une coopération méthodique et réglée de leurs efforts. Ils ont témoigné d'une réelle supériorité sur les libéraux, en montrant mieux qu'eux le rôle des forces naturelles dans la production, leur caractère de grandeur limitée et difficilement extensible, et l'obligation où sont les hommes de rechercher une organisation du travail qui puisse assurer à toute la société et à tous les individus les bénéfices de leur exploitation. Malheureusement on ne peut assez leur reprocher d'avoir cru que l'introduction du travail collectif allait mettre fin à tous

1. *Op. cit.*, I, 293.

les maux : « Le fardeau du travail est beaucoup
« plus lourd, et la bonne volonté beaucoup moindre
« et — chose plus importante — la production ren-
« fermée dans des bornes beaucoup plus étroites
« que ne le pensent les communistes ; aussi y a-t-il
« lieu de s'attendre à ce que le travail volontaire ne
« produise pas le moins du monde l'abondance de
« moyens de jouissances qu'ils laissent espérer » (1).

La grande erreur de l'école communiste, c'est son optimisme exagéré ; d'ailleurs les libéraux qui se flattaient de l'accord de l'intérêt personnel et de l'intérêt social se berçaient d'une illusion analogue. Mais du moins leur confiance était-elle moins ferme et moins assurée. L'idée des antagonismes, développée dans la théorie de la population de Malthus, et dans celle du *salairé nécessaire*, montre leur conversion dans le sens d'un pessimisme d'ailleurs trop facilement résigné. Pour Malthus, la nature est une marâtre qui rend stériles et superflus tous les efforts du législateur. Les socialistes se placent à un point de vue aussi faux, mais tout opposé. La nature est essentiellement bonne et les hommes aussi. Taxer l'une d'avarice et les autres de méchanceté, c'est simplement faire le procès des institutions qui ont vicié ou entravé la marche normale et bienfaisante du monde et de l'humanité.

Il est exact que les circonstances extérieures ne

1. *Ibid.*

sont pas sans influence sur la moralité des individus et que la vertu est partiellement un produit du bien-être et de l'éducation. Il est non moins vrai que les vices du système libéral sont responsables de cette dégradation des consciences dont Karl Marlo est le spectateur affligé ; mais il ne faudrait pas croire qu'en réformant la société, on puisse atteindre ce bonheur absolu que rêvaient, par exemple, Fourier et beaucoup d'autres socialistes, et qui n'est pas de ce monde. Et, dans une discussion où il fait montre de beaucoup de finesse psychologique, Marlo prouve qu'un bonheur restreint et limité est le seul sur lequel nous puissions compter (1). D'abord, que de biens ne désirons-nous pas, qu'en vertu de l'ordre naturel lui-même nous ne pouvons obtenir ? Qui de nous n'a souhaité des talents et des dons qui lui font défaut. De plus, des circonstances particulières font souvent que nous désirons ardemment des biens dont ceux qui les possèdent ne font aucun cas, et que nous ne pouvons acquérir. « Une dame musicienne ne pourra chanter, si elle n'a pas de voix ; « un sourd, malgré le talent artistique qu'il peut « avoir, ne sera jamais un musicien, pas plus qu'un « myope, un peintre ».

Ajoutons enfin les maladies et les infirmités qui nous tourmentent, les erreurs et les préjugés dont les suites sont souvent chèrement payées, et aussi

1. *Op. cit.*, III, 99 et s.

la nature de notre cœur pour qui le vide est une souffrance et qui souffre également lorsqu'une passion l'occupe tout entier. Au reste, il est de l'essence morale de l'homme de ne pouvoir jamais être complètement heureux, car les bons et mauvais instincts sont toujours en lutte chez lui, et, quels que soient les vainqueurs, la victoire n'est jamais obtenue sans un profond déchirement.

Mais il est temps de sortir de ces considérations qui sont plutôt du domaine du moraliste, pour revenir à celles qui intéressent plus directement l'économiste. Trois penchants méritent d'attirer son attention : le plus funeste (1), le plus répandu, celui qui a été la cause des injustices sociales de tous les pays et de tous les temps, est celui de vivre aux dépens d'autrui. Il est assez fort pour étouffer en nous la voix de la morale qui nous dit que toute peine mérite son salaire, et sera toujours l'obstacle qui fera échouer les rêves utopiques des communistes.

Le second penchant (2) est celui de s'égaliser à autrui, et le troisième celui de s'élever au-dessus de lui. Les forces et les besoins sont infiniment variables suivant les hommes ; si chacun touchait les produits de son travail, la répartition, ainsi naturellement effectuée, serait loin de réaliser l'égalité absolue et

1. *Ibid.*, 103.

2. *Ibid.*, 105 sq.

abstraite, et la part obtenue par tel ou tel, et qui lui est nécessaire, ne conviendrait pas à tel autre. C'est pourtant ce que ne veulent pas comprendre la plupart des hommes. Ceux qui ont reçu de la nature moins de besoins que d'autres, se refusent à admettre que ceux-ci puissent légitimement user de plus de moyens de jouissances ; ils réclament l'égalité absolue, et les socialistes qui la veulent avec eux se font leurs complices. Le dernier penchant est encore plus déplorable : si l'on peut espérer, en effet, que l'organisation sociale établisse une égalité approximative, le sens commun montre qu'il est absurde de compter que tout le monde puisse surpasser le prochain. La société donnera toujours le spectacle de cette course au clocher, et s'il est juste de reconnaître que le défaut des institutions peut contribuer à accroître cette mauvaise passion de la rivalité envieuse, et l'encourager à s'étaler au grand jour, les améliorations sociales ne parviendront néanmoins jamais à l'éteindre complètement ; elle restera toujours, comme un germe de trouble et de désaccord.

Une autre forme de l'utopie socialiste, c'est de considérer le travail comme le simple exercice d'une activité qui, comme tel, peut devenir une plaisir et une jouissance sans mélange. Il est très vrai, sans doute — et Fourier a le mérite de l'avoir remarqué — que nous avons un certain instinct créateur qui

se manifeste déjà chez l'enfant, qui aime à participer aux travaux des grandes personnes ; et que nous éprouvons de la satisfaction à nous livrer à un labeur productif. Sans doute aussi, il est possible de développer chez les hommes cet instinct, et de rendre par divers moyens leur besogne plus attrayante. Et Marlo loue beaucoup Fourier d'avoir, dans son système, tenu compte de l'agrément que procure à l'ouvrier le maniement d'outils en bon état, ou le séjour dans un atelier confortable. On a plus de courage et plus de gaieté quand on emploie au labour un cheval robuste, au poil luisant ; on regrette moins sa peine quand on la dépense dans un local bien aéré et bien éclairé, et Marlo rappelle ici Montaigne, qui voulait faire peindre les Ris et les Grâces sur les murs de l'école. Mais on ne fera jamais que le travail ne soit pas, dans une certaine mesure, une souffrance et une peine, une « malédiction » attachée par Dieu à la destinée humaine et qui pèsera éternellement sur nous. C'est le besoin et non le plaisir qui nous force à travailler. Y a-t-il un autre mobile qui puisse nous rendre plus légère notre tâche ? Faut-il compter comme le font les socialistes, sur le sentiment du devoir (1) ? Mais nous savons déjà que nous sommes porté à jouir aux dépens d'autrui, et que la vertu précaire des hommes ne les rend pas toujours accessibles aux injonctions de la conscience.

1. *Op. cit.* II, 452

Si Fourier comptait sur le plaisir comme stimulant, L. Blanc semble placer dans le sentiment du devoir les plus grandes espérances ; au fond, les deux illusions se valent, et, suivant le mot de Schlözer, les constructions socialistes ont la fraîcheur, mais aussi la fiction d'une idylle de Gessner. En fait, si l'on veut maintenir le système communiste c'est la contrainte qu'il faudra employer pour obliger tous les hommes à utiliser productivement leur autorité et à se contenter d'une égalité qui les blesse. C'est aux travaux forcés qu'il faudra mettre la société. Il est inutile d'insister sur les tristes résultats qui en découleront : la liberté, seule, féconde le travail.

En réalité, si l'école libérale a déchainé l'égoïsme en laissant la société dans une anarchie telle que chacun a bénéfice à se livrer à des besoins improductives et que certains peuvent vivre oisifs, par contre l'école socialiste ne tient pas assez compte de la puissance de l'intérêt individuel. Cet intérêt, il est possible et facile de le concilier avec la justice, et de lui enlever tout caractère mesquin et répréhensible (1) ; la formule de la conciliation est : « à chacun selon ses œuvres ». Dans la société libérale, le riche vit au détriment de l'ouvrier, le spéculateur habile réalise des gains interdits au modeste travailleur, qui ne touche pas la rémunération complète de ses efforts. On assiste à l'exploitation du produ-

1. Cf. *op. cit.* II, 562.

teur par le consommateur. C'est le pauvre laborieux qui fait la fortune des gens aisés. Le consommateur exploite également le producteur dans la société communiste. Ici, c'est le paresseux qui vit des fruits de l'activité du prochain (1).

Sur ce point d'ailleurs, on perçoit des divergences entre les diverses sectes communistes. Quelle fut la thèse des communistes purs ? Leur principe fut : l'égalité aussi complète que possible des travaux et des jouissances pour tous les individus. Or, n'est-il pas évident que si l'Etat assure à tous la même somme de jouissances, indépendamment de l'œuvre qu'ils accomplissent, il accorde par là une prime à la paresse. L'égalité des jouissances n'est pas légitime, car il est impossible, malgré l'illusion des premiers communistes, d'obtenir d'hommes diversement doués une quantité identique de travail. Dire avec les nouveaux communistes : « le travail en proportion des forces, la jouissance en proportion des besoins » ne vaut pas mieux, et il en est de même de tout système qui n'établit pas un rapport direct entre le *travail* et la *jouissance*. Les « associationalistes » et Fourier en particulier dont le système, bien qu'antérieur chronologiquement à celui de L. Blanc, constitue cependant un progrès logique par rapport à ce dernier, a dégagé le vrai principe : la proportionnalité de la jouissance au service rendu. Mais, chose re-

1. *Op. cit.*, I, 294.

marquable, en admettant ce principe, Fourier se place en contradiction avec sa propre doctrine (1), et ce qu'il lui fait gagner en vérité, il le lui fait perdre en conséquence. En effet si, comme il le prétend, le travail est un plaisir, s'il est la satisfaction d'un besoin naturel, en quoi mérite-t-il salaire ? S'il est par lui-même une jouissance, pourquoi le rémunérer par d'autres jouissances ? Il devrait être à lui-même sa propre rémunération, et la règle serait rationnellement qu'on doit travailler et jouir selon ses besoins. C'est qu'en fait, Fourier cesse ici de s'établir sur le terrain de l'optimisme et de l'harmonisme, pour se transporter sur celui plus solide de l'intérêt individuel. « Tant que les hommes ne seront pas
« des anges, dit à ce propos Karl Marlo, la répar-
« tition des jouissances se rapprochera le plus de
« l'état normal, la richesse en moyens de consom-
« mation sera la plus grande, quand la rémunéra-
« tion du travail s'effectuera d'après le rendement
« obtenu » (2).

Cette méconnaissance de la vraie nature de l'homme, qui se retrouve chez tous les écrivains communistes, est cause d'autres erreurs encore. Non seulement ils ne voient généralement pas que l'homme est guidé par l'intérêt, mais encore ils oublient qu'il est un être *individuel*, autonome, ayant

1. *Op. cit.*, II, 560.

2. *Op. cit.*, III, 712.

des caractères propres qui le distinguent de ses semblables. Ils ne comprennent pas la valeur de la personnalité, et pas davantage que le bonheur suprême pour nous est la réalisation de notre volonté particulière. Voyons donc toutes les atteintes qu'ils portent à l'individu.

La plus grave est peut-être la suppression de la propriété privée (1). Il est faux de présenter le communisme comme une doctrine qui prétend abolir toute propriété. Il entend au contraire la constituer sur des bases plus solides que ne l'a fait le libéralisme. Il conserve encore la propriété en la transférant à la commune, à l'État, ou, d'un terme d'ensemble, à la puissance publique. Seulement, à l'inverse de l'école libérale qui n'admettait pas de propriété sociale, c'est la propriété privée qu'il veut faire disparaître. Or celle-ci est, nous l'avons déjà vu, le support matériel de la personnalité, comme une sorte d' « organe extérieur » par lequel nous nous manifestons et nous agissons. « Nous sommes des « êtres individuels, et comme tels, nous avons besoin « de la propriété individuelle. Toute attaque contre « elle contient une attaque contre notre personnalité (2) ». Avec elle s'évanouirait une des principales jouissances de l'homme ; mais les communistes ne se préoccupent en rien des sentiments individua-

1. *Op. cit.* II, 449.

2. *Ibid.*

listes de l'être humain. Aussi leur organisation offre-t-elle l'image de la plus fastidieuse monotonie. Ils pensent que l'égalité est pour les hommes le plus sûr garant du bonheur. Marlo leur répond que nous sommes au contraire, d'autant plus heureux que nous pouvons mieux développer notre personnalité. Or, leur système ne permettrait aucune initiative ; si le travail collectif et la répartition sont organisés par voie de réglementation, comme ils le proposent, les individus, ne pouvant choisir leurs objets de consommation, sacrifient ainsi une jouissance indiscutable. Le bonheur d'une nation ne dépend pas seulement de la quantité de biens qu'elle possède. « La jouissance qui résulte pour un pays de l'usage d'une même masse de biens, et que produit par conséquent le même travail, peut être très différente et n'atteint son maximum que lorsque la répartition de ces biens répond d'une manière absolument exacte aux désirs des consommateurs (1) ».

La diminution du plaisir causé par l'exercice de la libre activité vient aussi de l'impossibilité qui frappe les individus de raccourcir ou d'accroître à leur guise la durée de leur travail. En effet, l'oisiveté et la consommation des produits du travail sont deux satisfactions qui s'excluent réciproquement, et certains individus peuvent préférer, en réduisant la seconde, profiter d'un repos plus grand (2). Pourquoi

1. *Op. cit.* II, 450-51.

2. *Op. cit.*, III, 703 et s.

ne pas leur laisser la faculté d'un choix dont les conséquences les touchent plus directement que tout autre. Qu'on ajoute à cela la nécessité de se plier à des méthodes, à des procédés uniformes, sans pouvoir tirer parti de ses aptitudes et de son ingéniosité propre ! Les socialistes oublient que toute contrainte que n'excuse pas l'obtention d'un avantage évident, est mauvaise et répréhensible. Le système communiste ne serait réalisable que si tous les hommes étaient parfaitement et naturellement égaux. C'est l'illusion des communistes purs. Les nouveaux n'ont pu persévérer dans une erreur aussi éclatante. Ils admettent donc que les hommes se distinguent les uns des autres par l'inégalité de leurs forces et par celle de leurs besoins. C'est une première concession faite à l'idée d'individualité. Le rôle de la société se transforme alors, et consiste à assurer à chacun un travail proportionnel à ses forces, une rémunération en rapport avec ses besoins. Dans cette thèse de Louis Blanc interviennent deux considérations principales : la première, d'ordre psychologique, est qu'il y a diversité de besoins selon les individus, vérité qu'on s'étonne de voir si longtemps méconnue par les communistes, et qu'en général, plus un homme est faible et plus il a de besoins. En d'autres termes, les besoins seraient, en quelque sorte, inversement proportionnels aux forces, et L. Blanc cite, à ce sujet, l'exemple des enfants, des vieillards et des ma-

lades qui ne peuvent rendre aucun service à la société et nécessitent les soins les plus absorbants.

L'autre idée, de nature morale, est que les plus forts qui, par hypothèse, ont moins de besoins, doivent céder gratuitement une part des produits de leur travail aux moins bien doués, et que l'Etat doit leur en faire une obligation.

Ces deux assertions sont l'une et l'autre sujettes à critique : s'il s'agit des besoins les plus urgents (1), qui ne voit que, contrairement aux affirmations de L. Blanc, ils croissent, dans un rapport direct, avec les forces et l'activité? L'ouvrier robuste réclame une nourriture plus abondante; le penseur qui exerce son intelligence par l'étude et la réflexion recherche d'une manière plus pressante les jouissances spirituelles. S'il est exact que l'enfance et la vieillesse sont des périodes de déficit productif, ce dernier est largement comblé par la force que déploie l'âge adulte. Quant à la maladie, c'est un état anormal qui remplit, en effet, l'équilibre et le parallélisme des besoins et des forces, auquel on peut obvier par l'institution de caisses d'assurances, mais dont on ne saurait légitimement rien inférer pour les cas normaux. L. Blanc semble croire que, même à l'état normal, certains hommes sont à ce point débiles et mal doués qu'ils ne pourraient gagner leur vie, de sorte que les privilégiés doivent

1. *Op. cit.* II, 470.

leur venir en aide. C'est une erreur : on a suffisamment exposé quelle situation misérable l'économie libérale fait aux pauvres et aux déshérités. Mais Marlo est persuadé que, dans une organisation régulière de la société, les plus faibles eux-mêmes, mis en possession de la force naturelle correspondante à leur faculté de travail, pourraient se tirer d'affaire.

Quant à l'obligation qui doit lier les forts vis-à-vis des faibles, elle est un exemple saisissant d'une des principales erreurs des communistes. Ils prétendent absorber la morale dans le droit, transformer en contrainte ce qui n'est qu'un devoir de conscience ; « l'obligation qu'a le fort de venir en aide au faible, « étant donné que la grandeur de notre force de travail ne se laisse pas déterminer avec exactitude, et « qu'on n'en peut obtenir par la contrainte la mise « en œuvre, ne peut être légale, mais simplement « morale (1) ».

L. Blanc part de cette idée que les mieux doués n'ont pas de droit à revendiquer exclusivement pour soi les fruits qu'ils tirent d'aptitudes que la nature leur a données. Il ne voit pas que les résultats de l'activité humaine sont toujours dus à deux facteurs indissolublement unis, et que l'analyse la plus approfondie ne saurait séparer (2) : au talent involontaire et à l'application volontaire. Si le premier, aux yeux de

1. *op. cit.* II, 471.

2. *Ibid.* 472.

la justice absolue ne mérite pas de salaire, l'application qui l'accompagne nécessairement pour que les œuvres en soient fécondes, légitime pleinement la récompense obtenue. On en revient donc toujours au seul vrai principe : à chacun selon ses œuvres. On peut invoquer un devoir d'assistance de la société envers la minorité des citoyens invalides, mais c'est tout différent que de déclarer que le fait pour un homme d'être plus fort qu'un autre lui impose des obligations légales vis-à-vis de celui-ci. Le droit n'a pas à condamner les inégalités qui sont dans *l'ordre naturel*, à décréter une impossible égalité qui violerait la nature.

Au fond, la thèse de Marlo est ici plus hardie qu'elle ne le paraît au premier abord ; le droit originaire et primitif de l'homme est de développer le plus complètement possible sa personnalité (1) et de trouver dans cette activité le bonheur auquel il est fondé à prétendre. Comme les individualités sont différentes, les divers individus occuperont des places très inégales dans la société. Mais, au point de vue économique, qu'est-ce qui distingue les hommes : l'inégalité de leur force de travail et l'inégalité de leurs besoins. Ces deux inégalités fondent à leur tour normalement l'inégalité du contenu des droits individuels : on a vu plus haut qu'une force de travail minime ne peut réclamer que la portion minime de force naturelle

1. *Op. cit.*, I. 310.

qui lui correspond ; de même des besoins inégaux ne peuvent revendiquer que des satisfactions inégales (1). Mais de quels besoins l'économiste doit-il s'occuper ? Il en est qui sont dûs à une habitude fortuite, à une circonstance contingente, et que l'individu s'est créés arbitrairement (2). De ceux-là, la science n'a pas à tenir compte. Il en est d'autres qui naissent d'une situation anormale où il peut se trouver ; par exemple les besoins du malade. Ce sont là des anomalies, des cas d'exception pour lesquels devront intervenir des mesures exceptionnelles : c'est aux besoins normaux qu'il faut régulièrement s'efforcer de donner satisfaction. Or ceux-ci proviennent de deux sources : de la nature (*angeborene Bedürfnisse*) : — il est des besoins innés, ceux qu'Epicure appelait naturels et nécessaires ; — de l'éducation (*erzogene Bedürfnisse*) ; ceux-là ont grandi avec nous ; nous les avons puisés au foyer de la famille, ils ont pénétré notre substance, se sont développés avec elle ; ils sont devenus une seconde nature. En ce qui concerne les besoins innés, l'intensité en est, contrairement à ce que pensait L. Blanc, à peu près parallèle à celle de nos forces ; d'où cette règle approximative que chacun doit obtenir, comme moyens de jouissance, les produits de son travail : il est en effet impossible de

1. *Op. cit.*, II, 437.

2. *Op. cit.*, II, 501.

prendre directement les besoins pour mesure de répartition, car l'observateur le plus avisé ne peut arriver à les reconnaître rigoureusement, et il est stupéfiant que les socialistes croient l'autorité publique assez perspicace pour pouvoir peser et comparer des besoins dont le psychologue le plus expérimenté est impuissant à saisir la véritable étendue.

Il faut, de toute nécessité, se contenter d'un pis-aller qui satisfait en somme la justice et faire coïncider ces deux formules : « à chacun selon ses besoins ; à chacun selon ses forces et son travail (1) ».

De même, les besoins dus à notre éducation (2), et dont nous ne sommes pas responsables, puisque c'est à nos parents qu'il faut les imputer, créent en notre faveur une sorte de droit imparfait à leur donner satisfaction, c'est-à-dire un droit à hériter d'un patrimoine qui suffise à ce but. Si nous n'avions que des besoins innés, il est bien vrai que la meilleure dévolution des héritages serait le partage égal entre tous les hommes. C'est précisément ce qu'ont voulu faire les premiers Communistes. L'école nouvelle communiste, avec L. Blanc, a elle aussi dirigé ses attaques contre le droit héréditaire, tel qu'il existe de nos jours. Partout et toujours c'est l'absolue méconnaissance de la distinction des indivi-

1. Réserve faite naturellement des malades et invalides à qui la dernière formule ne saurait s'appliquer.

2. *Op. cit.*, II, 502.

dualités. Les besoins acquis par l'éducation nous ont fait, il faut le répéter, une seconde nature qui nous différencie de nos semblables ; ils sont en rapport avec les jouissances que nous avons goûtées dans notre jeunesse, et par conséquent avec la dépense qui régnait dans la maison paternelle. Le père de famille a donc ainsi contracté une sorte d'engagement moral à ne pas porter atteinte à l'individualité qu'il a donnée à son enfant, en l'abandonnant à une situation trop disparate d'avec celle où il a grandi. Marlo va même jusqu'à blâmer le droit romain et le droit français d'avoir trop élargi la liberté de tester, et fait trop petite la quotité réservée. Le droit d'héritage direct est donc fondé dans la nature des choses ; il est de plus un frein salutaire à la surpopulation. On n'en saurait dire autant des transmissions entre collatéraux. Il est évident que les biens qu'on trouve à leur succession n'ont aucune relation avec les besoins qu'a engendrés notre éducation. Ce sont des dons de fortune, des accaparements que n'approuvent ni la morale ni l'économie. Ceux-là, on devrait régulièrement, sinon les distribuer par fractions égales entre tous les citoyens, ce qui est un système primitif et grossier, du moins en employer le montant à exécuter des travaux d'utilité collective, à ouvrir des routes, à creuser des canaux, etc. Enfin, Marlo veut parer une objection que tiennent en réserve les socialistes et qu'ils ap-

puient sur les énormes disproportions d'aisance que met le droit héréditaire entre des hommes bien moins inégaux entre eux, qu'en ne le sont leurs situations. Cela peut s'appliquer, répond Marlo, à la société libérale, mais dans une société assise sur des bases plus équitables, et qui rémunérerait les producteurs d'après les services rendus, ces contrastes s'atténueraient : « Tous les membres d'une « telle société posséderaient un avoir et la fortune « de la grande majorité d'entre eux ne serait pas « éloignée de la moyenne (1) ».

Quoi qu'il en soit de la valeur de ces espérances, il est intéressant de voir la position que Marlo prend dans cette question vis-à-vis des communistes : il semble admettre que le besoin naturel, ou du moins indépendant de notre volonté, par son origine, engendre un droit, et déduit de l'inégalité du contenu des besoins, l'inégalité du contenu des droits ; thèse originale et qui montre combien Karl Marlo est loin d'être socialiste. On le cite habituellement comme tel, peut-être parce qu'on l'a peu lu — ou parce qu'on regarde, avec les Libéraux, comme socialiste toute opinion qui n'est pas la leur. Marlo supposait qu'il y avait là, de la part de l'école libérale, une manœuvre intéressée pour ranger tous ses adversaires sous une même épithète réprouvée.

En réalité, si Marlo veut l'égalité des droits, il

1. *Op. cit.*, II, 503.

vent l'inégalité de leur contenu ; s'il veut la plus grande égalité possible, c'est celle qui se concilie, au lieu de les exclure, avec les inégalités naturelles. C'est la sphère de la personnalité humaine qui lui paraît fournir la limite variable et mobile ; et il est même assez curieux de le voir se séparer des socialistes sur certains points où il semble qu'il eût dû être d'accord avec eux. C'est ainsi qu'il ne pense pas, comme eux, que la pauvreté des uns soit directement et principalement due à la richesse excessive des autres (1). Au point de vue socialiste, où l'on envisage avant tout la situation comparative des classes sociales pour voir si elle se rapproche de l'égalité rêvée, il est naturel d'accuser la fortune de s'être formée aux dépens de l'indigence, et d'avoir rompu, à son profit particulier, l'équilibre idéal. La question devient ainsi, au premier chef, une question de répartition. Marlo, lui non plus, ne ménage pas ses critiques à « la noblesse d'argent », mais lorsqu'il examine la thèse communiste, il déclare, à plusieurs reprises, que la pauvreté, source de la question sociale contemporaine, vient moins de l'existence d'une classe accapareuse que du niveau trop bas de la production. Si la richesse joue un rôle funeste dans la société libérale, ce n'est pas comme telle, mais bien plutôt parce qu'on l'y acquiert généralement par de simples besognes lucratives, c'est-à-

1. *Op. cit.*, II, 439.

dire, sans produire. C'est aussi parce qu'elle met au service de la force de travail de son possesseur une force naturelle souvent trop grande pour qu'il puisse en tirer avantageusement parti dans l'intérêt de la société ; mais, au contraire, rien de plus légitime que la richesse qui vient récompenser la production. Il est juste d'observer que l'application de la maxime « à chacun selon ses œuvres » contribuerait à niveler d'une manière déjà sensible l'avoir des différents membres de la société. Mais, d'après Marlo, le revenu normal n'implique nullement l'idée d'un montant égal pour tous les hommes. « Le revenu « est normal quand tous les membres de la société « trouvent à s'occuper entièrement, quand leur « travail atteint la plus haute productivité, et quand « chaque travailleur est rémunéré en proportion de « ses œuvres (1) ».

Le système communiste fait donc disparaître les individualités. Il lèse la personne humaine, et de plus, nuit à la société, car, ainsi qu'on l'a dit précédemment, le zèle diminue, la paresse est favorisée, l'esprit d'épargne s'émonsse. Mais surtout, la concurrence cesse complètement ; et pourtant, elle est aussi bienfaisante qu'est funeste la lutte inégale et meurtrière qui, dans l'organisation libérale, sous le nom menteur de libre concurrence, fait des faibles les victimes des forts.

1. *Op. cit.*, III, 591.

Ce qui règne, dans le système libéral, c'est la concurrence improductive telle qu'on l'a définie, et la concurrence antinaturelle, c'est-à-dire entre ceux qui ne possèdent pas un capital en rapport normal avec leur force de travail. Au reste, n'est-ce pas Louis Blanc lui-même qui a insisté sur ce fait que la « libre concurrence (la liberté industrielle, l'*Erwerbsfreiheit*) se détruit elle-même et aboutit à la formation de monopoles ? »

Puisque certains hommes préfèrent épargner leur peine, sauf à restreindre leurs jouissances, plutôt que de jouir plus et de travailler de même, il faut les laisser déterminer eux-mêmes le rapport qu'ils entendent établir entre leur production et leur consommation. Or, la concurrence les rend précisément seuls juges de leur propre avantage, et leur permet de fixer ce rapport à leur guise. « Sans doute, elle
« cause de douloureuses sensations, mais les autres
« systèmes qui la remplaceraient, en feraient naître
« de plus douloureuses encore ; elle n'est pas seule-
« ment la mère de l'application et le ressort du
« progrès ; elle est aussi la garantie de notre indé-
« pendance ; sans elle, nous perdriions le droit de
« choisir notre vocation et le mode d'exploitation de
« nos industries, et de disposer des produits de no-
« tre labeur » (1). Il importe de ne pas lui attribuer des maux dont elle n'est pas responsable : on dit

1. *Op. cit.*, t. II, 482.

qu'elle abaisse les salaires et le prix des marchandises au-dessous des limites raisonnables. Alors, comment se fait-il qu'en Amérique, la terre par excellence de la concurrence, le prix des denrées et celui de la main-d'œuvre soient supérieurs à ce qu'ils sont en Europe. La vraie raison de cette différence est que l'Europe est surpeuplée, tandis que l'Amérique ne souffre pas encore de la surabondance de bras. Quand des circonstances étrangères à elle ne viennent pas jeter la perturbation dans la marche de la société, la concurrence tend au contraire à rapprocher tous les prix du prix normal, ce qui est au bénéfice de tous les intéressés. « La concurrence, dit « Marlo, en termes catégoriques, est d'autant plus « favorable en soi qu'elle est plus grande. » L'école communiste ne s'est pas doutée que les vices dont elle l'accuse venaient, en droite ligne, de la surpopulation. Nulle part il n'est question, chez elle, d'une mesure destinée à l'entraver.

Par un destin bizarre, elle ne se rencontre avec l'école libérale que sur un point, le plus grave peut-être de tous les problèmes économiques, et c'est pour commettre la même erreur qu'elle. Toute doctrine qui laisse pleine licence à la surpopulation, ajoute Marlo, est, quels qu'en soient les principes, irrémédiablement condamnée. Qui sait même si, dans le communisme, le fléau ne serait pas plus grand que dans l'organisation libérale ? (1) Si la société se

1. *Op. cit.*, t. II, 457.

charge de présider à la répartition des biens, à la direction du travail, si elle prend à son compte tous les soucis qui sont la rançon mais aussi l'honneur de l'individualité humaine, que devient la prévoyance ? Ce travail en commun diminue le zèle et l'émulation, propage l'oisiveté et donne conséquemment un rendement économique plus faible ; or, les produits de ce rendement diminué, on devra les partager entre un nombre croissant d'individus : d'une part, diminution des biens à répartir ; d'autre part, augmentation de la multitude des participants ; la conclusion s'offre d'elle-même : « le socialisme conduit à la misère générale. »

Il ne nous reste plus qu'à terminer cette partie de l'exposition par le résumé des griefs que Marlo dirige contre cette doctrine : « Des comparaisons
« que nous avons établies, il résulte que le commu-
« nisme et le libéralisme ne coïncident pas seule-
« ment dans leurs résultats imaginaires, mais aussi
« dans leurs succès réels : coïncidence qui, princi-
« palement pour ces derniers, est tout à fait frap-
« pante. Les communistes veulent faciliter le travail
« au point d'en faire un jeu ; ils en doublent le far-
« deau en y ajoutant la contrainte ; ils veulent le
« libre épanouissement de toutes les forces, et les
« transforment en pièces automatiques d'une ma-
« chine ; ils veulent satisfaire tout le monde dans la
« distribution des biens naturels, et poursuivent

« cette distribution jusqu'au dépérissement général ;
« ils veulent la prospérité de la société qu'ils livrent
« en proie à la misère et aux privations ; ils veulent
« mettre en honneur le mérite, et l'asservissent
« à la force brutale ; ils veulent anéantir tous les
« monopoles : ils créent le monopole de la paresse
« et de l'incapacité ; ils veulent supprimer les
« guerres internationales et les remplacent par la
« guerre civile ; ils veulent écarter toute coercition
« de l'État : ils fondent une maison de correction ;
« ils veulent faire de la culture, le patrimoine de
« tous, et enlèvent à tous les moyens de s'y élever ;
« ils veulent la moralité la plus haute de la société :
« ils font de la jouissance la récompense de l'immo-
« ralité ; ils veulent, en un mot, l'égalité la plus
« parfaite : ils introduisent la plus absolue inéga-
« lité ; ils obtiennent le contraire de tout ce qu'ils
« visaient : en d'autres termes, le communisme est,
« comme le libéralisme, une parfaite utopie » (1).

§ II. — *Karl Marlo et l'Associalisme (Fourier)*

Si certains caractères de sa doctrine rapprochent le groupe *associaliste*, et Fourier, en particulier, des communistes, si certains postulats de sa philosophie sociale encourent les mêmes reproches que la leur, son projet de réorganisation économique l'en

1. *Op. cit.*, I, 294-5.

différencie assez profondément pour qu'on l'envisage à part, et qu'on le soumette à un examen spécial. « L'associalisme a pour traits communs avec
« le communisme, l'élimination de la contrainte
« politique, et l'exploitation publique des diverses
« branches de production, avec les atteintes qui en
« découlent pour la liberté individuelle. Il s'en distingue, au contraire, par la reconnaissance de
« l'inégalité des capacités ainsi que des besoins,
« par l'admission de la propriété individuelle, à côté
« de la collective, ainsi que par la distribution du
« salaire en proportion de la tâche effectuée et l'accroissement de liberté individuelle qui en résulte (1). »

Si l'on s'en tient au point de vue chronologique, l'associalisme précède les systèmes nouveaux-communistes de Cabet et L. Blanc ; il n'en est pas moins vrai qu'au point de vue du développement logique de la pensée économique, il marque un progrès sur eux, et occupe un stade plus avancé. Au point de vue de l'histoire universelle, de la *Weltgeschichte*, l'associalisme n'est pas un acheminement au socialisme complet, comme on l'a cru parfois, il en est, au contraire, une transformation nécessaire (2).

Marlo passe en revue, dans cette section, les théories de Saint-Simon, Bazard, Enfantin, Fourier,

1. *Op. cit.*, II, 486.

2. *Ibid.*

Considérant et Weitling. De même que pour les doctrines socialistes, nous ne le suivrons pas dans cette étude, et nous nous bornerons à la conception d'ensemble qu'il se fait des théories qu'il expose, et du jugement général qu'il porte sur elles.

Au nombre des associationalistes Karl Marlo range, disions-nous, les Saint-Simoniens et les disciples de Fourier; il loue Saint-Simon d'avoir établi une doctrine éthique qui, en dépit de certaines erreurs, se rapproche assez de la vérité pour servir de base aux réformes futures. Mais son attention est plus particulièrement retenue par les Fourieristes. Saint-Simon, d'après lui, fait penser, mais il n'est cependant pas un esprit créateur; il prépare la voie à des systèmes nouveaux sans parvenir à les élaborer lui-même. L'éloge décerné à Fourier est, au contraire, beaucoup plus affirmatif: Fourier est, lui, à la fois un talent critique et un génie créateur (1); il est profondément original, et se place, par la richesse luxuriante de ses conceptions, bien au-dessus de son époque, si pauvre d'idées. « La postérité finira « par assigner à ce penseur hardi le rang qui lui appartient. » C'est donc en somme sur Fourier et sur sa secte que va se porter l'attention de Karl Marlo.

Il convient, tout d'abord, pour fixer les idées, de donner un aperçu rapide du plan industriel de Fourier. La partie philosophique de ses théories,

1. *Op. cit.*, II, 506,

ainsi que les deux principes du destinisme et de l'harmonisme le rapprochent des communistes et sont susceptibles des critiques développées dans le premier paragraphe de ce chapitre. Quant à la doctrine économique proprement dite, Fourier présume que, lorsque des hommes se trouvent réunis en certain nombre (d'après lui au nombre de 1.800 à 2.000 personnes), le groupe ainsi formé doit rassembler dans son sein toutes les facultés, toutes les aptitudes, tous les goûts que peut posséder l'homme en général et dont chaque individu a seulement quelques-uns, à l'exclusion des autres. Un tel groupe est, pour ainsi dire, une réduction de l'humanité globale avec sa richesse de variétés ; il possède donc tous les principes d'action nécessaires à l'accomplissement des mille tâches du travail social. Pour cela, il lui suffit d'être armé de la force naturelle suffisante. Il n'y a ensuite qu'à sous-répartir les individus en sections « sympathiques », en « séries passionnelles », d'après l'analogie de leurs préférences pour tel ou tel genre d'occupations, pour obtenir des équipes qui exploiteront toutes les branches d'industrie. De plus, comme la « papillonne » c'est-à-dire le besoin de changement, est la principale des passions humaines, les individus alternent leurs labeurs en passant d'une *série* dans une autre, au fur et à mesure que l'uniformité de leur tâche la leur rend monotone. L'industrie fouriériste est donc *combinée*

puisque un même personnel en exerce tour à tour les différentes spécialités. En d'autres termes, toutes les branches en sont solidaires, et à raison de la manière dont se recrute leur personnel, et aussi à raison de l'unité organique qui lie le groupe sociétaire au point d'en faire une sorte d'armée du travail, qui se suffit à elle-même et à ses besoins. Ce nom d'armée est d'autant mieux mérité que tous les membres de cet assemblage logent dans une somptueuse caserne qui doit, dans les rêveries de Fourier, répondre à toutes les exigences du confort moderne, et donner à ses habitants des satisfactions que trop souvent l'étroitesse et la pénurie du *home* privé leur refuse. Une remarque s'impose relativement à l'autorité qui doit mettre en mouvement cette foule laborieuse. A la tête du phalanstère, Fourier place un « unarque », et pour diriger la collectivité des divers phalanstères et les animer d'un esprit commun, il institue un « omniarque » sorte de président honoraire de cette vaste fédération du travail. C'est donc bien, en un sens, si l'on veut, l'exploitation publique des sources de la production, la direction de l'industrie par l'autorité ; mais ici intervient l'harmonisme optimiste de Fourier : si les hommes travaillent en vertu d'une passion, s'ils n'ont, dans une organisation rationnelle, qu'à obéir aux impulsions de leur désir, pour trouver dans l'accomplissement de leur besogne une rémunération non seule-

ment matérielle, mais morale, il est évident que l'autorité n'a guère à s'exercer, en présence de tant de zèle spontané et de tant de bonne volonté. « Les « fonctions sociales des employés ne doivent donc « pas être comparées, dans ce système, à celles de nos « modernes entrepreneurs d'industrie. — Ils n'ont « pas, comme ces derniers, à décider et ce qu'on « produira et le mode de production ; ils sont simplement une façon de conducteurs de train » (1). On sait ce qu'il faut penser de cet optimisme. Quoi qu'il en soit, c'est — remarque importante — la théorie de l'association libre qu'on peut, grâce à ce principe, dégager de l'œuvre de Fourier. Et c'est au promoteur de cette idée d'association, au défenseur de régime sociétaire que Karl Marlo se plaît à rendre hommage. Fourier lui semble le « père de l'association ; » et Marlo, reprenant à sa suite, la question, cherche quels sont les avantages respectifs de ce qu'il appelle le régime sociétaire et le régime particulariste.

Tout d'abord, que doit-on entendre par ce terme d'association ? L'organisation libérale présente un certain nombre de groupements en vue d'exploiter une industrie quelconque ; elle possède des compagnies par actions, des syndicats de patrons, etc. Ce n'est pas là la vraie association. Celle-ci doit s'opposer au salariat. Dans les groupements libéraux,

1. *Op. cit.*, II, 543

la direction — patrons et capitalistes — est une classe distincte des ouvriers : « je ne comprends pas, dit
« Marlo, sous le nom d'association, une réunion de
« capitalistes ou d'entrepreneurs qui, à l'exemple
« des compagnies et des sociétés par actions actuel-
« les, produisent au moyen d'ouvriers salariés ; j'en-
« tends, par là, la réunion de producteurs qui paient,
« suivant le mode habituel, l'intérêt des capitaux
« versés par leurs membres ou empruntés, et qui
« partagent entre ces membres le gain de l'affaire
« (la totalité de la rente du travail). Ce trait les ca-
« ractérise que ce n'est pas le capital, mais seule-
« ment le travail qui touche un dividende, que les
« capitalistes y participent non comme commandi-
« taires, mais comme simples *prêteurs*, et que les
« associés, en leur qualité de capitalistes, n'y per-
« çoivent que l'intérêt courant » (1).

On a reconnu à cette définition l'association ouvrière. Le mot ne se trouve pas dans l'œuvre de Marlo, mais c'est toujours là l'institution à laquelle il fait allusion, et dont il fait le type exclusif de l'association digne de ce nom. L'idée était d'ailleurs fort répandue aux environs de 1848. Seulement, ce qui distingue Marlo de beaucoup de ses contemporains, c'est qu'il ne considère pas l'association ouvrière simplement comme une arme de combat contre les patrons, mise aux mains des prolétaires ;

1 *Op. cit.* II, 575.

il se place à un point de vue plus élevé et plus théorique, et se borne, abstraction faite de toute pensée de lutte de classes, à en rechercher les mérites et les cas d'application pratique. De plus, il ne croit pas que le régime particulariste doive être condamné en bloc, et pas davantage que l'association doive être préconisée dans toutes les hypothèses, sans exception. Il ne faut pas, d'après lui, juger de la valeur de la forme particulariste ou, ce qui revient au même, du salariat, d'après ce qu'il est dans la société libérale, où l'ouvrier, en effet, est réduit à un état de dépendance qui confine à la servitude, et à une indigence presque inéluctable. Mais cette déplorable situation n'est pas née du salariat, mais de la surpopulation. C'est l'offre surabondante de main-d'œuvre qui met l'ouvrier à la merci du patron. Dans une société rationnellement construite, dans laquelle la population est en harmonie avec la force naturelle, les travailleurs salariés reçoivent une rente du travail qui leur permet d'amasser un avoir, et ne servent le patron qu'à des conditions convenables. Ils n'en sont plus les valets mais les auxiliaires ; « ils peuvent, selon leurs capacités, devenir, à « leur tour, entrepreneurs et le deviennent quand « il ne leur sied plus de servir ; en un mot, ils ont « la situation sociale qu'occupent actuellement les « travailleurs agricoles dans cette Amérique en-

« core épargnée par le manque de force naturelle » (1).

Seulement, ce qui assure, en toutes circonstances, une supériorité morale sur ce système, à la forme sociétaire, c'est que le lien qui unit la direction au personnel n'y est pas de même nature. Ici, il est analogue à celui qui relie le gouvernement représentatif aux citoyens ; dans le premier système, il y avait, en quelque sorte, du patron aux ouvriers, rapport de prince à sujets. Passer d'une forme à l'autre, c'est donc passer, dans l'ordre économique, de l'état monarchique à l'état démocratique où les classes dirigeantes ont mêmes origines que les classes qu'elles régissent, pourrait-on dire, en qualité de fondés de pouvoirs ; de plus, de même que dans le corps politique qui se donne à lui-même ses organes, un esprit commun, une conscience collective s'élaborent, de même, dans l'association industrielle dont les directeurs sont les coassociés, les collègues de ceux qu'ils dirigent, peut régner l'harmonie des vues et des sentiments, peut s'établir l'unité morale. C'est un des traits qui la distinguent spécialement des sociétés par action de l'économie libérale. « Entre les membres d'une compagnie de capitalistes dont toute la coopération se borne à une mise de fonds qui doit être rémunératrice, n'existe aucune

1. *Op. cit.* II, 576.

« relation éthique (1). » Il en est tout autrement au cas où tous les éléments du groupe sont rapprochés par l'esprit professionnel, ont les mêmes intérêts, les mêmes visées, les mêmes droits. Ce point de vue a totalement échappé à l'école libérale : pour elle, toute exploitation industrielle n'est qu'un agrégat d'individus qui poursuivent des avantages privés, de gens qui se louent, sous la suprématie d'un loueur d'ouvrage. C'est oublier que la profession non seulement appartient aux groupements d'ordre moral, mais encore s'y place immédiatement après la famille. « Des hommes qui travaillent en commun, qui « s'entr'aident dans leurs fonctions, et qui, par suite, « subissent réciproquement leur action, c'est-à-dire « qui sont membres d'un *organisme industriel*, ont, « de par la nature des choses, les uns avec les autres, « des *rapports moraux* dont la reconnaissance légale « est impérieusement commandée » (2).

Il faut en effet retenir cette idée d'organisme : l'organisme suppose l'influence respective et la solidarité des parties qui le constituent : cette solidarité n'existe pas dans la société par actions, où une scission absolument nette sépare les actionnaires et la direction d'une part, des ouvriers, de l'autre. Au reste, seul le droit germanique considère l'association industrielle comme ayant une raison d'être mo-

1. *Op. cit.* III, 723.

2. *Ibid.*

rale. Le droit romain n'y voit que des intentions de lucre.

L'association doit avoir pour fondement matériel une forme spéciale de la propriété collective : la propriété « organique » ou « agrégée ». Marlo range sous cette dénomination « toute propriété dont les « copropriétaires forment un agrégat moral, et « n'exercent leurs droits qu'à titre de membres de « cet agrégat » (1). Telles sont, par exemple, la propriété de l'Etat, celle des communes, des corporations, des industries, et des familles. Un lien idéal et moral réunit ici tous les copropriétaires, lien différent, mais de nature cependant approchante de celui qui, dans le droit pénal, rapprochait par l'intermédiaire du fief le suzerain et le vassal.

On sera peut-être tenté d'objecter que cette unité d'esprit, que ces relations morales pourraient aussi s'établir entre les producteurs isolés, travaillant chacun pour leur compte, comme autrefois dans les corporations du moyen âge, où chaque maître était, dans son atelier, indépendant des autres maîtres, et ne recevait de la corporation que des instructions d'ordre général. Karl Marlo ne fait nulle difficulté pour l'admettre, et, se référant à ses idées sur la personnalité individuelle, il avoue aisément que l'idéal le plus conforme à la nature humaine serait celui où chaque artisan serait le propriétaire exclusif de son

1. *Op. cit.* III, 721.

capital, le seul directeur et l'agent unique de son entreprise (1), et où les sphères individuelles (*Erwerbs sphären*) ne fonderaient pas leurs contours les unes dans les autres. Seulement, c'est s'abuser d'un espoir chimérique que de vouloir y atteindre désormais. Une organisation de ce genre ne serait possible que pour les métiers et la petite industrie, et la société moderne est irrévocablement vouée au régime des fabriques et de la grande industrie. Le nombre croissant des hommes a augmenté l'étendue des besoins. Il faut produire davantage, si minime que soit le degré de prospérité qu'on recherche. Le bien-être social est en antagonisme avec la petite industrie et l'indépendance qu'elle assure à l'individu ; il faut choisir, et le choix n'est pas douteux : on adoptera la fabrique, en s'efforçant d'ailleurs de réduire le plus possible le sacrifice, qu'elle impose, de notre autonomie industrielle. Ce serait ici le lieu d'invoquer cette critique (2) où Marlo montre que les conditions même de l'existence humaine nous forcent, dans une foule de cas, à limiter au profit de la liberté concrète la liberté absolue : la nécessité de recevoir d'autrui l'éducation, le contrat politique, le contrat conjugal, en sont des restrictions nécessaires ; le contrat de travail en est une autre. Or, précisément la forme de l'association rend cette restric-

1. *Op. cit.* II, 575.

2. *Op. cit.* II, 575 et s.

tion plus douce, puisqu'elle substitue à la loi d'un patron immuable, la loi d'une majorité variable sur une minorité également variable. Le grand mérite de l'association est d'opérer un certain nivellement qui assure à toutes les individualités la plus grande égalité de droits et de jouissances possible. « La différence entre les membres d'une association « n'est que graduelle ; entre le preneur et le loueur d'ouvrage, elle est, au contraire, spécifique ».

Parmi les avantages de l'association que Marlo examine avec détail, certains sont assez évidents par eux-mêmes pour qu'il soit superflu de s'y arrêter.

Ainsi, tout d'abord, comme tous les membres bénéficient de la prospérité commune, se trouve réalisé ce grand principe, que l'accomplissement du devoir doit être lié à l'intérêt, en d'autres termes, que le zèle et l'application doivent être rémunérés. De là suit :

1) Que la surveillance, relativement à l'accomplissement des tâches, peut se faire au moins de frais : les associés se surveilleront en effet réciproquement ; de plus, étant en général plus cultivés que l'ouvrier salarié, ils comprendront mieux leurs intérêts ; 2) les négligences qui proviennent des conflits d'intérêts disparaissent ; 3) disparaît également le gaspillage des moyens de production ; dans le régime particulariste, au contraire, la prodigalité de l'ouvrier est d'autant plus grande qu'elle n'atteint

que le patron ; 4) il en est de même des autres actes malhonnêtes dont le patron, à son tour, se rend souvent responsable envers les travailleurs, soit en leur rognant leurs salaires, soit en les forçant à s'approvisionner chez lui de marchandises de qualité inférieure (*truck system*) ; ici, les agents de la direction n'ont aucun motif d'exploiter leurs camarades des services actifs ; 5) enfin, tout préjudice porté à la propriété sociale touche directement tous les associés.

En second lieu, en ce qui concerne le nivellement dont nous parlions : 1° les jouissances qui découlent de la direction de l'industrie sont à la fois accrues et partagées plus uniformément. 2° c'est aussi le cas pour celles qui proviennent du droit de propriété. Sans doute, l'associé n'est, en quelque façon, qu'une fraction de propriétaire. Néanmoins, il est certain que la jouissance que retire, au total, un grand nombre d'associés de la possession des instruments de production est plus grande que celle d'un entrepreneur unique ; autrement dit, la propriété d'une fabrique qui est possédée par 50 personnes rapporte à chacun de ses copropriétaires plus d' $\frac{1}{50}$ de la jouissance qu'en aurait un entrepreneur, seul propriétaire (1). 3° La rente du travail est répartie suivant un mode plus équitable.

1. *Op. cit.* II, 588.

L'impartialité commande du reste de donner aussi la contre-partie de ce séduisant tableau, et de mettre en lumière toutes les critiques, les susceptibilités, les litiges qu'abritera le régime sociétaire, et les retranchements qu'il impose à l'indépendance de ses adeptes. Mais ces inconvénients n'en compensent cependant point les avantages.

Une fois qu'on a envisagé *in abstracto* la valeur économique de l'association, il importe de voir sous quelle forme on pourra l'introduire dans la pratique. Deux systèmes sont possibles, dont le premier a été proposé par Fourier :

Dans le phalanstère, l'association exploite toutes les branches d'industrie, depuis l'industrie domestique jusqu'aux industries les plus spécialisées : elle préside à toutes les espèces de travaux ; le groupement fouriériste qui a, à peu près, l'étendue d'une commune, résume donc en lui toutes les activités économiques combinées. Marlo lui donne le nom de Système de l'association communale.

Mais il est possible de restreindre l'association à ceux uniquement qui exercent une seule et même profession ; on peut se borner, en conservant les cadres industriels actuels, dans leur ensemble, à poursuivre, dans l'intérieur de ces cadres existants, la substitution de la forme sociétaire à la forme particulariste ; à remplacer le patron dans l'exploitation qu'il régit, pour un comité d'associés : c'est le sys-

tème de l'association professionnelle. Auquel de ces deux systèmes donner la préférence ? Marlo n'hésite pas à l'accorder au second, et les raisons sur lesquelles il s'appuie méritent d'être rapportées, car elles contiennent une théorie intéressante de la « *Werklegung* », c'est-à-dire de l'établissement territorial, de l'emplacement à attribuer aux industries diverses (1).

Le phalanstère fouriériste s'attire d'abord particulièrement certains griefs. En premier lieu (2), le groupement en communautés de 1800 à 2000 habitants ne va rien moins qu'à abolir la distinction naturelle des agglomérations humaines en villes et villages ; les unes sont normalement le centre des travaux les plus *qualifiés* ; les autres, des ouvrages moins, ou même non *qualifiés*. La seule idée juste qui se trouve dissimulée et neutralisée par l'erreur générale de Fourier, c'est qu'en effet, il y a pour chaque commune une étendue et une importance déterminée, qu'elle doit atteindre et ne pas dépasser pour que le travail y soit le plus fructueux possible. Ce degré dépend d'ailleurs et de sa population, et de la fertilité de son sol, et doit, par conséquent, contrairement au plan uniforme de Fourier, être essentiellement variable.

1. Voyez *op. cit.* II, 550-554 ; III, 398-412.

2. *Op. cit.* II, 542, 544.

L'intention qu'émet Fourier d'étendre son organisation du travail à tout l'univers, sous une seule et même direction, va également à l'encontre de l'ordre des choses. Ici c'est l'existence de la nation, comme d'une réalité indépendante, qui se trouve niée. Enfin, vouloir loger tous les travailleurs dans cette caserne-palais dont Fourier a tracé les devis avec la minutie et la précision d'un architecte, c'est méconnaître la douceur du *home* individuel ou du moins du *home* familial. Quant à cette diversité de besognes, ce passage alternatif de l'une à l'autre, qui doit satisfaire la « papillonne », il n'est pas possible d'en faire la vaste application que rêvait Fourier. Toute transition occasionne en effet une perte de temps pour la mise en train ; de plus, comment veut-on que celui qui a, par exemple, conduit la charrue le matin, soit apte à manier l'aiguille l'après-midi ? « Malgré tout, le principe de l'alternance des « travaux est capable de multiples applications, et « doit, dans toute organisation rationnelle du travail, entrer sérieusement en ligne de compte (1) ».

D'autres critiques s'adressent, d'une manière générale, à l'association communale. On peut d'abord reprocher à ce système l'étendue excessive qu'aura nécessairement l'association ainsi comprise ; et ensuite la combinaison qu'elle établit entre les multiples branches de l'industrie qui souvent sont peu

1. *Op. cit.* II, 549.

compatibles entre elles. Ce n'est pas que la combinaison soit condamnable en elle-même; bien au contraire, elle constitue un des moteurs les plus puissants, et malheureusement trop ignorés des progrès économiques. Seulement, il importe de ne l'introduire que dans certains cas déterminés, et de ne l'établir qu'entre industries qui ont une certaine convenance réciproque. A ce point de vue les diverses industries peuvent se diviser en trois catégories (1) que Marlo désigne sous des noms qu'il invente à ce propos : « Certaines industries créent des produits « transportables et ont un marché étendu ; d'autres satisfont des besoins locaux et écoulent leurs « produits dans leur circonscription communale ou « dans des cercles plus étroits encore ». Les premières, comme le *siège* de leur établissement est indépendant de celui des autres, peuvent être appelées *Sitzgeschäfte*, c'est-à-dire, pour donner une traduction littérale, industries sédentaires; les secondes, comme elles fixent leur siège d'après celui des premières, méritent le nom de *Folgegeschäfte*, qu'on peut rendre par celui d'industries satellites. Elles comprennent les industries extradomestiques, comme les métiers, le commerce au détail, etc., et les industries domestiques, comme les soins du ménage, de la lessive, etc.; Marlo les désigne tantôt sous

1. *Op. cit.*, II, 550 et s.

la dénomination d'industries de maison, et tantôt sous celle d' « industries de place » (*Platzgeschäfte*).

Les industries sédentaires englobent l'agriculture et les fabriques : ce sont elles qui se plient merveilleusement à la combinaison : en effet, l'agriculture est nécessairement immobile et rivée au sol qu'elle exploite : les fabriques peuvent, par contre, choisir à peu près à leur gré, l'endroit qui convient à leur emplacement : d'autre part, les fabriques et l'agriculture appartiennent pareillement au régime de la grande industrie.

Marlo, comme pouvait le faire prévoir sa théorie de la surpopulation, a des doutes sur l'avenir de la culture intensive qui nécessite le labeur continu et acharné d'un nombre réduit de travailleurs sur un domaine également réduit ; et dans une longue analyse, il s'efforce de prouver que les bons résultats provenant de l'exploitation sur une grande échelle sont les mêmes pour l'agriculteur et pour le manufacturier. De ces deux considérations il suit que l'agriculture et la grande manufacture sont très aptes à se combiner l'une à l'autre. La fabrique s'établit au milieu d'un district agricole qui l'approvisionne de produits naturels ; les ouvriers de la terre, obligés à chômer pendant certaines saisons, sont employés dans leurs mois et dans leurs heures de loisir à la fabrique ; d'où un rendement plus constant et plus économique de la

force de travail. Grande industrie et grande culture poursuivent ainsi leur tâche en collaboration, et l'on voit de suite les facilités qui s'ouvrent à une association pour lui permettre de les diriger en même temps l'une et l'autre. Elle tirera profit de tous les avantages du système. Marlo les énumère avec détail et donne à ce sujet des aperçus ingénieux : indépendamment de l'emploi permanent des ouvriers et aussi de l'uniformité du travail que garantit cette combinaison, elle conduit à une mise en œuvre plus pratique des diverses forces naturelles ; ainsi un ruisseau qui sert en été à irriguer les prairies, mettra en mouvement les machines hydrauliques de la fabrique ; il en est de même pour le capital : les moyens de transport, par exemple, serviront aussi bien pour les produits agricoles que pour les produits manufacturés. D'autre part, on n'a plus à se poser une question qui se présente souvent à l'agriculteur et est susceptible de l'embarrasser : les produits, dont il trafique la plupart du temps avec des acheteurs qu'il ne connaît pas, répondent-ils bien, par leur qualité, aux usages qu'on en veut faire ? Ici, plus de problème de cette sorte ; c'est, en quelque façon, l'association qui s'achète à elle-même, comme propriétaire de la fabrique, les fruits du sol qu'elle récolte comme propriétaire de l'exploitation rurale ; d'où la possibilité d'une adéquation parfaite entre les produits

offerts et les produits demandés. Il faut tenir compte, enfin de ce fait que dans les années de disette, où l'agriculture obtient un prix élevé de ses denrées, les produits fabriqués, à cause des économies que doivent faire beaucoup de familles, pour pouvoir se procurer des subsistances coûteuses, se vendent assez mal. Le phénomène inverse se produit dans les années de fécondité. L'association qui aura réalisé la combinaison que Marlo préconise, se trouvera à l'abri de ces coups du sort : une mauvaise année pour l'agriculture sera compensée par une bonne année pour la fabrique et *vice versa*. L'une des deux industries fonctionnera vis-à-vis de l'autre comme une façon de compagnie d'assurances, toujours en mesure de couvrir les déficits par des plus-values correspondantes. La combinaison, enfin, mettrait un terme au conflit économique qui divise l'agriculture et l'industrie.

La situation est toute différente pour les industries satellites ; examinons en premier lieu les « industries de la maison ». Fourier pensait qu'on pouvait les combiner avec les autres et les soumettre à un régime analogue. Une telle organisation n'est possible qu'à la caserne. Dans la famille, il est évident que la ménagère est tout indiquée pour entretenir le foyer ; le service de table, le nettoyage, le chauffage, doivent être, dans chaque maison, sous sa direction particulière ; la centralisation, en pareil

cas, n'aurait que de fâcheux résultats. Seulement, il faut distinguer les industries proprement domestiques et les autres, que Marlo appelle les industries improprement domestiques, et au nombre desquelles il place la cuisine, la lessive, la garde des enfants, etc. Là il est facile, il est même recommandable d'accomplir une réforme économique, et de décharger la mère de famille d'autant de soucis, en en faisant l'objet d'industries spéciales. « La réforme des
« industries domestiques, dans laquelle nous faisons
« rentrer l'élimination des industries impropres, est
« une des tâches les plus importantes de l'économie,
« bien que les économistes libéraux l'aient complè-
« tement méconnue. Elle doit, selon toute prévision,
« doubler le rendement du travail qu'on accomplit
« pour les œuvres domestiques, et rendre possible
« cette épargne de labeur en vue de laquelle Fourier
« demandait la suppression de tous les ménages
« distincts. »

Quant à ce que Marlo appelle les « Industries de place », elles sont moins aptes à entrer en combinaison avec d'autres. La combinaison, pour elles, se heurte à certains obstacles sans répondre d'ailleurs à des besoins aussi urgents que dans les cas examinés précédemment. En effet, ces industries ne sont pas, comme l'agriculture, attachées d'une manière immuable, à des emplacements déterminés ; pas davantage, comme la fabrique, libres de choisir le lieu

de leur établissement. Etant donné les nécessités auxquelles elles satisfont, elles doivent être réparties sur tous les points du territoire ; de plus, comme elles se cantonnent dans un marché restreint, il faut, pour que la concurrence subsiste, qu'il y ait plusieurs sièges d'industries semblables dans la même circonscription. Enfin, l'association ne peut guère se former dans la petite industrie qui demande une direction plus spéciale et plus personnelle. Ajoutons que par leur nature même, certaines de ces industries sont absolument incompatibles avec d'autres branches : une association agricole ne pourra pas fabriquer de montres, et des bouchers et des forgerons ne pourront pas mettre en communauté leurs intérêts. Au contraire, il serait loisible de grouper entre eux des selliers, des charrons, des menuisiers, des tapissiers, etc.

C'est pour toutes ces raisons qu'il y a lieu de rejeter, sans hésiter, l'association communale en tant que plan d'ensemble, et d'adopter le principe de l'association professionnelle, sauf à faire à la combinaison des industries la part importante, mais néanmoins limitée, qui lui revient.

D'autre part, l'association elle-même n'amène pas toujours des résultats également avantageux, n'est même pas également applicable dans toutes les industries : il y a donc encore place pour l'industrie individuelle ; enfin, certaines branches, à raison de

leur importance nationale, réclament la direction de l'autorité publique. Les travaux des routes, des canaux, etc., doivent être exécutés par elle. L'exploitation par l'État figure donc, elle aussi, dans une organisation normale du travail.

Du reste il importe de remarquer que dans l'état présent de la société, l'association rencontre de grands obstacles (1), venant en particulier de ce que les ouvriers n'ont pas une aisance et une sécurité suffisantes pour s'émanciper. Le principe associationniste n'acquerra sa pleine valeur que dans une société entièrement réorganisée qui, seule, pourra l'appliquer dans toute l'extension dont il est susceptible.

1. *Op. cit.*, II, 610 sq.

CHAPITRE VI

LE MONOPOLISME. — LE SYSTÈME DE KARL MARLO.

- § I. *Le monopolisme.* — Le droit germanique et le droit romain. — Ce qu'on peut conserver du droit germanique.
- § II. *Le système de Karl Marlo.* — L'originalité du fédéralisme. — Ce qu'il emprunte aux autres systèmes. — Partie politique. — Démocratie. — Suprématie du pouvoir législatif. — Mode d'élection. — Partie sociale. — Citation de Marlo. — L'assistance. — La réglementation de la population.

Nous arrivons maintenant au terme de cette étude. Depuis que le monde a conçu, à la fin du siècle dernier, la haute doctrine du panpolisme, s'est-il trouvé un système social qui l'ait réalisée dans l'application ? Nous avons interrogé le libéralisme et le communisme, et dans les deux cas, nous avons abouti à la constatation d'un effort stérile et d'une impuissance originelle. Tout semble donc indiquer que la solution du problème ne pourra être fournie que par un système différent, qui, tout en se plaçant comme eux sur le terrain panpoliste, substituera à leurs erreurs des principes nouveaux, en conservant

d'ailleurs ce qu'il y a de bon dans l'un et dans l'autre. Ce système, c'est précisément celui que propose Marlo sous le nom de *fédéralisme*.

§ 1. — *Le Monopolisme.*

Mais, avant d'entrer dans son examen, il convient, pour que la critique soit complète, de jeter un coup d'œil rapide sur les théories monopolistes du moyen âge, pour voir si, malgré le vice fondamental dont elles sont entachées, on n'y pourrait point trouver quelques idées solides et fécondes, dont on tirerait encore utilement parti aujourd'hui, en les vivifiant par l'esprit de la morale nouvelle.

L'influence de Savigny, celle de l'école romantique, celle surtout du jurisconsulte F. J. Stahl, que Marlo avait lu et longuement médité, et qu'il aime à citer, se marquent nettement dans la manière dont notre auteur apprécie, en termes assez favorables, le moyen âge. Non qu'il hésite à en condamner les tendances anti-égalitaires, mais il le loue de s'être inspiré du droit germanique, d'avoir été, en un mot, une époque germanique.

On peut dire que le libéralisme marque l'apogée du droit romain, pendant que le communisme semble plutôt se rapprocher de l'idéal des législateurs grecs (1) ; au contraire, le droit germanique a, durant

1. *Op. cit.* I. III, 779

tout le moyen âge, empli la conscience juridique de l'humanité : et il serait à souhaiter, ajoute Marlo, que, débarrassé de ses impuretés, il parvînt, de nos jours, à recouvrer sa suprématie et à supplanter le droit romain. En effet, il se distingue de ce dernier, d'une manière heureuse. Le droit romain, on l'a déjà vu, fut surtout une législation d'intérêts égoïstes : le droit germanique est, à l'inverse, tout pénétré de morale. Au lieu d'envisager l'individu isolé qui poursuit ses avantages particuliers, il le considère toujours au sein de la communauté dont celui-ci fait partie, communauté, qu'il regarde comme douée d'une sorte d'esprit collectif ; il affectionne aussi la forme de la propriété collective, fait de chaque industrie, ainsi qu'on l'a plus haut observé, une sorte d'organisme moral ; et admet implicitement que tous les hommes ont une sorte de droit au travail : Cet « admirable instinct créateur, qui agissait au sein « des races germaniques, avait reconnu, sans en conce-
« voir les véritables motifs, le droit au travail, et fixé « légalement leur sphère industrielle (*Erwerbs spha-
« ere*) à tous les membres de la société ; il avait éta-
« bli les formes féodales et coopératives dans lesquel-
« les tant de siècles se sont mus. » Par une intuition remarquable des vérités économiques, le droit germanique s'est efforcé d'assurer à chacun une part de force naturelle, grâce à l'institution des fiefs, des

1. *Op. cit* I, 158

tenures, des domaines de famille, des fidéicomis, grâce aussi à la reconnaissance des droits corporatifs et des droits des serfs à l'entretien et à la subsistance.

Il s'est préoccupé aussi de réprimer les bénéfices de pure spéculation, en interdisant le prêt à intérêt. Il ne se rendait pas compte que ce qu'il eût fallu abolir, ce n'était pas l'intérêt, mais la prime du capital. La mesure à laquelle il s'est arrêté, si elle témoignait du manque de lumières scientifiques, avait, du moins, une valeur éthique à laquelle on doit rendre hommage. Ajoutons que l'existence des majorats, en ce qui concerne la noblesse, et celle des corporations, en ce qui touche les artisans, avait pour salutaire effet de contenir la population dans des limites raisonnables. Le grand défaut, par contre, de l'organisation ancienne, c'est qu'elle isolait trop les divers groupes sociaux les uns des autres, laissant à chacun le soin de juger seul de ses intérêts et de les défendre. On ne voyait pas alors que tous ces organismes subordonnés ont entre eux des rapports étroits de solidarité, et que pour bien apprécier les besoins sociaux, il faut se placer à un point de vue plus vaste et envisager l'individu non seulement en rapport avec la communauté à laquelle il se rattache directement, mais encore avec toute la société. Une conception vraiment organique ne peut faire abstraction d'aucune des parties, toutes interdépendantes, de son objet, et celle du moyen-âge ne fut,

d'après Karl Marlo, qu'une conception « atomique-organique » (*atomisch-organisch*) (1).

Quoi qu'il en soit, on peut conserver du droit germanique trois idées directrices de haute portée : celle de la solidarité organique qui unit les membres des différents groupes sociaux, celle des *geschlossene Erwerbssphären*, c'est-à-dire des sphères d'activité économique bien délimitées où, chaque individu doit se mouvoir librement, et enfin celle du droit au travail.

§ II. — *Le système de Karl Marlo.*

Après avoir ainsi terminé l'attention des différents systèmes qui s'imposent à l'examen de l'économiste, vu leurs parties défectueuses et leurs bons côtés, il est temps d'aborder maintenant le système propre de Marlo, celui par lequel il prétend les remplacer, tout en y utilisant leurs éléments durables.

Notre tâche sera ici, à vrai dire, assez succincte. En effet, comme nous le disions au début, les quatre volumes que nous possédons de l'« Organisation du travail » ne sont guère qu'une préface dont Karl Marlo voulait faire précéder l'exposé de ses projets économiques. En dehors de sa critique qui nous a retenu si longtemps, en dehors aussi de sa conception générale de l'Economie politique et de ses princi-

1. *Op. cit.*, I, 251.

paux problèmes, on n'y trouve en somme que des aperçus rapides, des échappées, de courts résumés qui puissent nous renseigner sur ses idées positives. Sauf la question de la population, qui se trouve traitée dans le tome IV, avec quelque détail, il faut, pour le reste, se contenter d'une esquisse et se borner à connaître l'esprit d'ensemble du système, qui se dégage d'ailleurs particulièrement des objections que Marlo adresse aux écoles adverses : libérale, communiste, et rétrograde.

Marlo, dans plusieurs endroits de ses écrits, cherche à prouver l'originalité du fédéralisme. S'il fallait entendre par là qu'il contient des thèses nouvelles, inconnues avant son apparition, des principes dont on n'avait eu antérieurement aucune intuition, rien ne serait moins exact. A la vérité, le système de Marlo est original seulement par la manière dont il emprunte de part et d'autre, et amalgame ses éléments pour en faire un tout cohérent, et aussi par l'esprit nouveau dont il les féconde.

Il est souvent difficile de chercher la filiation directe des idées d'un auteur, et les influences dominantes qui ont agi sur lui. Pour Marlo, une telle recherche serait tout à fait impossible et illusoire. Il n'est peut-être pas une de ses opinions qui ne puisse être signée du nom d'un économiste contemporain ou antérieur. L'esprit religieux qui anime sa philosophie lui est commun avec Saint-Simon, avec

Pierre Leroux et maint autre ; la réhabilitation des jouissances matérielles a été un des thèmes favoris de l'école saint-simonienne ; le droit au bonheur a été affirmé par tout le *xviii^e* siècle, et par tous les socialistes du *xix^e* ; la dignité de la personne humaine est le fondement de la morale de Kant ; la garantie du travail est réclamée dans toutes les publications sociales et dans toutes les discussions des environs de 1848 ; la liberté conçue comme un *pouvoir* effectif est une idée sur laquelle L. Blanc insiste tout spécialement. On pourrait de même assigner leur origine aux idées économiques de Marlo sur la coopération de la force naturelle et de la force de travail dans l'acte de la production, etc. Seulement Marlo, esprit essentiellement éclectique, que n'arrête aucun parti-pris, comme sa critique suffirait à le démontrer, sait combiner et fondre ensemble toutes ces idées de provenances si diverses en une masse homogène, et l'originalité du Fédéralisme consiste simplement dans la conciliation d'éléments qu'une vue superficielle fait regarder comme difficilement conciliables.

Au panpolisme, en général, Marlo prend sa morale qu'il complète, élabore, et amende ; au libéralisme, son programme ; au socialisme, l'idée de la garantie du travail, la théorie des forces naturelles, et le système sociétaire ; enfin, au monopolisme lui-même et aux doctrines rétrogrades, l'idée de la ré-

glementation, celle des *geschlossene Erwerbssphären*, et aussi celle d'une certaine liaison organique qui s'étend à tous les membres de l'Etat.

Ce n'est pas cependant que dans l'esprit de Marlo, le fédéralisme doive se placer, en quelque sorte, au point d'intersection de ces trois systèmes. Le fédéralisme est, au contraire, d'après lui, l'aboutissement du long et progressif mouvement de l'humanité, dans sa marche vers la vérité pratique. Le monopolisme a tout d'abord régné sans partage ; puis l'introduction du principe panpoliste a mis en présence deux doctrines qui, par des moyens d'ailleurs différents, poursuivaient un but identique : le libéralisme et le communisme. A mesure que ces deux doctrines se perfectionnent ou du moins atténuent leurs erreurs et corrigent partiellement leurs défauts, en un mot, à mesure qu'elles abandonnent de leurs traits caractéristiques, elles se rapprochent l'une de l'autre par une suite d'insensibles transitions. Le point commun où elles doivent se confondre, c'est le fédéralisme, et Marlo nous propose le schème suivant (1) :

<i>Monopolisme</i>	
<i>Libéralisme</i>	<i>Communisme</i>
a) Libéralisme intégral	a) Communisme intégral
b) Semi-libéralisme	b) Semi-communisme
c) Système de la protection douanière (F. List.).	c) Système sociétaire
<i>Fédéralisme</i>	

1. *Op. cit.* I, 335.

Tel est, d'après Marlo, le plan de l'évolution de la pensée économique depuis son origine. La victoire du fédéralisme lui semble indiscutable et certaine. Comment se produira-t-elle? Sur ce point, des doutes sont possibles. Peut-être, par peur du communisme, les libéraux se résoudront-ils à mêler à leur système intégral un certain nombre d'amendements semi-libéraux, et passeront-ils lentement et méthodiquement au système que défend Marlo. Mais il est aussi à craindre que leur aveuglement assure le triomphe momentané du communisme : « libéralisme et communisme sont deux frères ennemis qui luttent pour la domination : l'un « pourra, sans doute, arracher à l'autre le pouvoir, « mais sans être capable de s'y maintenir lui-même ». Dans ce cas, le fédéralisme aura à panser les blessures d'une société déchirée par les bouleversements, et à qui le vainqueur sera vite devenu aussi odieux que le vaincu.

Quels sont maintenant les éléments du fédéralisme, tels que les fournit Karl Marlo?

Tout d'abord la partie politique (1). — Elle est directement inspirée par les principes démocratiques au nom desquels se firent les mouvements de 1848, et qui, en Allemagne, avaient été déjà élaborés depuis une période assez longue par les rationalistes et les radicaux allemands, héritiers des doctrines

1. *Op. cit.* I, 343-48.

de nos assemblées de la grande Révolution. Les polémiques constitutionnelles en France, et les idées françaises de l'époque ont aussi exercé certainement leur influence sur le projet de Karl Marlo. Son idéal politique est, en somme, une démocratie reposant sur les bases du gouvernement représentatif, et accordant la suprématie à la puissance législative.

En tant que démocratique, ce système implique nécessairement certains éléments déjà connus : en particulier la souveraineté populaire exercée par tous les citoyens, sans distinction de rang ou de fortune. De plus, le principe de l'élection, directe ou indirecte, se trouve étendu à la nomination de tous les fonctionnaires. Les organes gouvernementaux sont : une assemblée législative unique, un corps exécutif composé de deux conseils : un conseil de justice et un conseil d'administration. Le chef de l'Etat est appelé par Marlo, empereur (Kaiser) ou Président, et peut-être doit-on conclure de ces deux noms que Marlo, dans son projet, avait en vue, à la fois, la France et l'Allemagne, qui pourraient donner, chacune, au premier magistrat de leur nouvelle constitution un titre traditionnel. Cet empereur ou président est élu par le peuple pour une courte période. Il doit être choisi dans la première section des cadres d'une nouvelle noblesse démocratique, la « légion d'honneur ». Cette noblesse de mérite (*Verdienstadel*) comprend, en effet,

plusieurs sections dans une suite hiérarchique, chacune d'un nombre déterminé de membres, et de l'une à l'autre desquelles on peut s'élever au fur et à mesure des services qu'on rend au pays. L'octroi viager de cette noblesse a lieu par décret national. L'établissement d'une noblesse de mérite n'a, par lui-même, rien de bien particulier. D'autres auteurs avant Karl Marlo — et Saint-Simon lui-même — avaient eu la pensée de grouper les hommes les plus éminents dans une sorte de corporation d'honneur. Tel est, au fond, le sens de l'« Institut » Saint-Simonien. Seulement, ce qu'il faut remarquer, c'est l'argument par lequel Marlo défend son idée : d'abord, comme la rémunération doit toujours suivre le service rendu, il est juste de récompenser par des distinctions les services que l'argent ne pourrait payer. De plus, comme tous les échelons de cette hiérarchie nobiliaire doivent être franchis successivement, et que chaque promotion nécessite une décision nationale, le pays aura, par ce moyen, toutes les garanties possibles contre la précipitation et les surprises dans l'élection du candidat à la dignité impériale ou présidentielle.

La séparation¹ des pouvoirs est tout à fait laissée de côté par notre auteur. « Les différents corps de gouvernement sont, au contraire, les uns par rapport aux autres, dans une union organique » : les organes exécutifs sont subordonnés aux législatifs. Il y a

dix ministères politiques : Affaires Étrangères, Intérieur, Marine, Finances, Justice, Police proprement dite (*Schutzamt*), Industrie, Travaux publics, Instruction publique, Hygiène publique. Les ministres sont élus pour un an par la Chambre, et peuvent être annuellement prorogés par elle dans leurs pouvoirs, après lui avoir soumis leur rapport sur la gestion écoulée. C'est, dit Marlo, un vice considérable de la constitution française de 1848 que le choix du ministère par le Président et non par l'Assemblée. Il voit là un des derniers vestiges de l'idée de la séparation des pouvoirs.

La puissance législative appartient à une chambre nationale et aussi à des chambres provinciales qui siègent en même temps qu'elle, et à qui toutes les propositions de lois doivent être soumises, avant d'être portées devant l'Assemblée supérieure. Elles ont aussi, elles-mêmes, le droit d'initiative. La chambre nationale, aussi bien que les assemblées provinciales, pour rassembler dans leur sein toutes les capacités nécessaires à la législation sociale, se complètent par l'adjonction d'un certain nombre de personnes particulièrement versées dans les questions professionnelles.

L'élection des députés a lieu annuellement ; elle est au scrutin secret et directe ; les électeurs originaires de chaque circonscription nomment cependant, avant de passer à l'élection d'un député

provincial, une assemblée électorale qui, après délibération, propose les personnes qui lui paraissent les plus désignées aux suffrages. Pour la représentation nationale, les assemblées électorales sont composées des membres des chambres provinciales qui appartiennent à la circonscription. Ces assemblées, qui se bornent à présenter les candidats, ont pour but de réunir les avantages des élections à un et à deux degrés, sans en offrir les inconvénients.

Le principe de l'élection est également observé pour le recrutement du corps judiciaire. C'est un jury élu qui, aussi bien au civil qu'au criminel, non seulement connaît des faits, mais prononce la sentence. Toutes les causes sont jugées en une seule instance, soit par un tribunal inférieur, soit, à raison de leur importance, par un tribunal supérieur qui fonctionne aussi comme Cour de cassation à l'égard du premier. Le même rôle, vis-à-vis de lui, est dévolu au conseil de justice qui, avec le conseil d'administration est un des deux organes suprêmes du pouvoir exécutif. Enfin, il y a un code qui est révisé périodiquement et qui profite des lumières d'une classe de juristes officiellement reconnus.

En ce qui concerne la partie sociale du système de Marlo, nous n'avons, pour nous renseigner sur son ensemble, qu'un tableau rapide que l'auteur en trace dans le premier volume de l'« Organisation du travail ». L'absence d'autres développements

sur ce sujet rend particulièrement importante cette esquisse réduite. Aussi croyons-nous devoir, pour préciser les idées du lecteur sur la physionomie intellectuelle de Marlo, donner la traduction intégrale de ce passage.

L'organisation sociale du fédéralisme se caractérise d'abord par la séparation absolue des affaires politiques et des affaires sociales : « Ces dernières se
« divisent, suivant qu'elles sont traitées plus avantageusement par la société ou par les particuliers,
« en affaires privées et en affaires publiques. La
« direction de ces dernières relève, en dernière ligne,
« des organes exécutifs que nous avons déjà mentionnés comme faisant partie du gouvernement, et
« est confiée à des agents qu'ils établissent et surveillent. L'administration sociale est très étendue,
« elle comprend aussi bien les affaires industrielles
« que les soins de la culture intellectuelle et se divise par suite en deux sections correspondantes,
« à la tête desquelles sont placés un ministère de
« l'industrie et un ministère de l'instruction (*Kulturministerium*).

« Les questions d'instruction rentrent pour la plus
« grande partie dans les affaires publiques ; la société attache une extrême importance à la distribution des moyens de culture, elle entretient des
« bibliothèques, des musées, des établissements
« d'enseignement pour toutes les branches de la

« science et de l'art. L'enseignement, donné dans son
« ensemble, aux frais de l'État, vise le développement
« le plus complet et le plus égal de toutes les forces
« intellectuelles et physiques. Les écoles primaires
« sont des instituts nationaux où toutes les classes,
« sans distinction, reçoivent la culture générale qui
« convient à un homme et à un citoyen. Leur fré-
« quentation est prescrite par la loi. Il y a des éco-
« les spéciales pour les professions qui réclament
« une formation particulière. Celles où l'on traite
« des matières les plus hautes sont groupées en Uni-
« versités. Pour préparer aux branches pour les-
« quelles les écoles primaires sont insuffisantes,
« on trouve aussi des écoles de préparation
« collective organisées de façon à ce que les élèves
« n'aient à faire choix de leur vocation qu'en les
« quittant pour passer à l'école spéciale. Le progrès
« des arts et des sciences est encouragé par une
« académie qui donne aux talents les plus distin-
« gués des loisirs pour poursuivre leurs recherches,
« et par une « ligue d'éducation » (*Kulturverein*) qui
« se décompose en sous-commissions spéciales dont
« chacune est entretenue aux frais publics, et sub-
« ventivée par des allocations convenables.

« Les affaires industrielles ne sont exploitées que
« pour une faible partie par la société : dans les af-
« faires privées rentrent, sauf quelques exceptions
« insignifiantes, tous les métiers, l'agriculture, y

« compris l'élevage, et une certaine partie de la circulation (commerce et transports). Aux affaires
« publiques appartiennent : la plus grande partie de
« la circulation intérieure, et les branches de la production naturelle enlevées à l'exploitation privée ;
« les forêts, les mines, les constructions publiques
« qui comprennent les voies publiques, les eaux, les
« chemins de fer ; la poste qui, soit par voitures, soit
« par chemins de fer, transporte les personnes et
« les marchandises ; le commerce de toutes les den-
« rées propres à être exposées dans les magasins pu-
« blics ; une banque qui s'entremet pour les opérations de crédit, qui se charge des paiements et
« des changes nationaux et administre les caisses
« d'assurances ; la distribution de renseignements
« statistiques précis sur tous les moyens de faire des
« profits ; le traitement des malades, des infirmes,
« des enfants trouvés, etc. ; une administration centrale des affaires sociales des communes qui sont
« séparées des affaires politiques, et la direction des
« opérations nécessitées par l'émigration de la métropole dans les colonies. L'industrie est encouragée par une « union industrielle » qui s'étend
« à toutes ses branches, et qui, de même que la « ligue
« d'éducation » se divise en une série de commissions
« spéciales et est soutenue au moyen de subventions
« de la société.

« L'industrie privée est réglée dans son ensemble

« par une ordonnance industrielle (*Erwerbsordnung*).
« Toutes les affaires spéciales sont corporatives, et
« l'ordonnance industrielle ne détermine pas seule-
« ment les branches de la production qui rentrent
« dans chaque corporation, mais aussi la limite jus-
« qu'à laquelle les membres de ces dernières ont le
« droit d'étendre leurs exploitations. Cette limite à
« l'exploitation est fixée pour les corporations agri-
« coles d'après la superficie, et pour les autres, d'a-
« près le nombre de personnes qui coopèrent à une
« même exploitation.

« Grâce à ces dispositifs, on obtient des sphères in-
« dustrielles délimitées (*beschränkte Erwerbssphäe-*
« *ren* en rapport avec la nature des exploitations, et
« avec leur importance, et dont la capacité est calculée
« en vue de l'emploi le plus productif des forces de
« travail, ou, ce qui revient au même, en vue de la
« division du travail la plus avantageuse à la société
« entière. L'ordonnance industrielle contient ensuite
« une série de mesures destinées à assurer la per-
« manence dans l'exploitation de toutes les indus-
« tries, leur répartition territoriale la plus convena-
« ble, la plus parfaite mise à égalité de tous les con-
« currents, et un débouché régulier pour les pro-
« duits. Tous les citoyens ont libre accès dans les
« corporations, ainsi que le droit de passer de l'une
« dans l'autre; ce n'est que dans les branches où

« l'intérêt du consommateur l'exige, qu'une attesta-
« tion de capacité industrielle est réclamée.

La société, en tant qu'elle concède à chacun le
« droit d'employer sa force de travail, occupe les
« personnes qui ne trouvent pas à s'utiliser dans
« l'industrie privée, aux travaux non-qualifiés qui
« s'offrent dans les entreprises publiques : travaux
« d'irrigation, de chaussées, de chemins de fer. Elle
« leur donne un salaire en rapport avec le rende-
« ment d'une force de travail moyenne, et suffisant
« pour satisfaire leurs besoins nécessaires. La cha-
« rité n'est pas une fonction publique : elle reste
« confiée aux soins des particuliers, en considéra-
« tion de ce fait que la garantie du travail fait dis-
« paraître la pauvreté involontaire.

« En rapport étroit et en réciprocité d'action avec
« cette ordonnance industrielle se trouve un système
« spécial de crédit qui met obstacle à l'emploi des
« capitaux dans des buts d'usure ou de fraude. Grâce
« à lui, les capitaux que des riches citoyens ne trou-
« vent pas à employer dans leur sphère industrielle
« sont transmis à de plus pauvres qui manquent des
« instruments suffisants pour féconder leur force de
« travail. Le crédit est fourni par une banque de
« crédit réel, administrée par la Société (1), et par
« plusieurs banques de crédit personnel sous la sur-
« veillance de la première, et fondées par actions.

1. C'est-à-dire par l'État, personne sociale.

« La banque de crédit réel est organisée de manière
« à recevoir tous les capitaux offerts, et à fournir tous
« ceux qui lui sont demandés. C'est auprès d'elle que
« se font les emprunts publics. Elle a un taux d'in-
« térêt mobile, calculé d'après l'offre et la demande
« (taux naturel) et ses billets ne sont soumis à au-
« cune variation de cours. Les banques de crédit
« personnel donnent un dividende très voisin du
« taux d'intérêt naturel, et leurs billets ne sont sou-
« mis qu'à des fluctuations de cours insignifiantes.
« Le prêt d'argent est la seule forme du crédit ; la
« location d'instruments de production aussi bien
« que le prêt de marchandises sont interdits par la
« loi. Tous les paiements doivent être effectués aus-
« sitôt après la conclusion des affaires, mesure ren-
« due possible par la suppression de la pauvreté in-
« volontaire, et qui permet d'écarter la plus grande
« partie des chicanes ; son emploi est de plus gran-
« dement facilité parce fait que la Banque se charge
« de toutes les affaires de change intérieur et des
« envois d'argent. La protection la plus étendue
« contre toutes les vicissitudes de la vie est déjà
« fournie par les caisses d'assurances mentionnées ci-
« dessus, à propos de l'administration de la Banque,
« et basées toutes sur le principe de la mutualité.
« Tous les citoyens sont obligés de s'assurer, pour une
« somme légalement fixée, à la caisse de veuvage, à
« celle des orphelins, des vieillards, et à celle contre

« les accidents, et doivent, à leur entrée en ménage,
« produire un « capital de mariage » (*Ehe Kapital*) des-
« tiné à couvrir l'accroissement de besoins qui naît
« de ce chef. Ils sont ainsi, pour toute la durée de
« leur vie, à l'abri du manque des moyens de jouis-
« sances indispensables à la satisfaction de leurs
« besoins nécessaires. La population est constamment
maintenue en harmonie avec la production des
« moyens de subsistance. Comme principale voie
« pour arriver à ce but on doit considérer la faculté
que l'ordonnance industrielle laisse à tout travail-
leur laborieux d'améliorer sa situation.

« Les autres moyens qui doivent servir à corro-
« borer celui-là sont : l'interdiction du mariage
avant la majorité, l'égalité de traitement entre
« les enfants légitimes et illégitimes, et la contrainte
« légale pour les parents d'accomplir leurs devoirs
« envers ces derniers ; le relèvement du capital de
mariage, dès que l'augmentation du nombre des
travailleurs publics dépasse le besoin qu'on a
« d'eux, et sert d'indice à la présence de la surpo-
« pulation. Tous les membres de l'Etat peuvent s'é-
« tablir en tous lieux du territoire et acquérir, par
« leur établissement dans une commune, le droit de
« cité dans celle-ci. L'admission des étrangers dans
« le groupement national est limitée par des dis-
« positions légales, et il leur est interdit de partici-
« per aux entreprises nationales. Les ouvriers étran-

« gers sont admis, mais seulement pour un nombre
« qui ne dépasse pas celui des indigènes fixés à l'é-
« tranger. L'organisation sociale intérieure est pro-
« tégée contre les attaques de la concurrence étran-
« gère par un système douanier sévère, mais d'ail-
« leurs sans prétention à ruiner l'étranger. L'intro-
« duction de tous les produits de nature spécifique
« et des forces de travail est libre. Au contraire, les
« produits que le pays peut obtenir avec une même
« dépense de force que l'étranger, sont frappés
« d'un droit à l'importation assez haut pour em-
« pêcher cette importation de dépasser le besoin
« qu'on a de modèles étrangers. La circulation in-
« térieure n'est entravée ni par des droits de navi-
« gation fluviale, ni par des droits de chaussée. Les
« dépenses de la gestion de l'Etat sont couvertes par
« le profit des entreprises publiques, par le rende-
« ment des douanes, et, en cas d'insuffisance, par
« l'impôt. Tous les citoyens doivent contribuer à
« l'impôt, en proportion de l'excédent de leur con-
« sommation sur leurs besoins nécessaires. La pro-
« priété privée est considérablement plus dévelop-
« pée que la propriété publique ; elle est, lorsque
« les entreprises privées ont la forme particulariste,
« presque totalement propriété individuelle, tandis
« que, lorsqu'on adopte la forme sociétaire, on
« trouve, à côté de la propriété individuelle, la
« propriété collective : l'une comprenant principa-

« lement les moyens de consommation, et l'autre
« les moyens de production. Tous les membres des
« entreprises sociétaires peuvent cependant, en les
« quittant, transformer, par la vente de leur action,
« leur participation à l'avoir collectif, en avoir in-
« dividuel. Chacun dispose librement de ses biens ;
« la seule restriction à ce droit consiste en ce que
« le *de cujus* ne peut déshériter totalement ses des-
« cendants directs, mais seulement jusqu'à une
« quote-part légalement réservée.

« Tels sont les traits fondamentaux de cet ordre
« proprement *organique* (1) ».

Il nous faut ajouter un mot sur la manière dont Marlo voudrait organiser l'assistance (2). On sait d'ailleurs que du moment où la législation admettrait la garantie du travail, le besoin de la charité publique se ferait ressentir beaucoup moins vivement. Marlo serait d'avis d'organiser dans chaque circonscription sociale un comité central de bienfaisance (*Hauptspendverein*) composé d'administrateurs à titre purement honorifique, qui grouperait au-dessous de lui plusieurs sous-comités locaux, suffisamment autonomes, et chargés, chacun en particulier, d'une fonction spéciale d'assistance (assistances des vieillards, des malades, des enfants trouvés, etc) ou se faisant même, le cas échéant,

1. *Op. cit.*, I, 318-324.

2. *Op. cit.*, IV, 34-40.

concurrence dans une même fonction. L'Etat pourrait intervenir pour encourager par des primes la création des sous-comités qui paraîtrait nécessaire. Mais il serait fâcheux, pense Marlo, d'attribuer directement et principalement à l'Etat le soin de l'assistance. D'abord, son action serait nécessairement moins souple et moins variée que celle des associations privées. Il recueillerait aussi moins d'argent, car, comme l'observe judicieusement Marlo, les donateurs sont toujours moins portés à se montrer généreux envers l'ensemble des pauvres de la nation, qu'envers ceux de leur propre région. De plus : « dans une société normalement construite, il sera « beaucoup plus facile que dans l'actuelle de se « passer de la collaboration de l'Etat », dont Marlo redoute la bureaucratie.

Nous n'insisterons pas sur les mesures multiples que Marlo indique d'autre part pour enrayer la surpopulation (1). Tels sont les encouragements donnés au célibat, aux ordres religieux, l'obligation pour tout mari d'assurer sa femme à une caisse de veuves, afin de rendre plus rares les seconds mariages, le rétablissement des examens industriels pour la maîtrise, la fixation d'un âge de mariage plus élevé, la nécessité de produire avant de contracter union, la preuve du versement à la banque hypothécaire d'Etat, d'un capital inaliénable réservé aux enfants — capital

1. Voir en partie. : *op. cit.*, IV, 67-123.

qui doit être augmenté, quand le nombre des enfants vient à dépasser trois, si le père de famille ne veut pas être puni d'« arrêts du dimanche » (*Sonntagshaft*) ! et surtout l'introduction du régime sociétaire qui dans beaucoup de cas libère l'individu de l'obligation de trouver dans un conjoint un collaborateur à sa profession, ou qui lui donne l'espoir et la possibilité d'amasser une certaine aisance avant de songer à fonder une famille. Toutes ces mesures nous semblent inefficaces, quelques-unes même bizarres, et de plus il y a lieu de voir ce que valent les idées générales de Marlo sur les dangers et l'immoralité de la surpopulation.

CHAPITRE VII

CONCLUSION

Les trois fondements du système de Marlo. — Examen du fondement moral et du fondement psychologique. — Du droit de vivre. — Théorie des droits : la *gleiche Berechtigung*, tout droit doit avoir un contenu positif et variable. — Examen du fondement économique. — Le problème social simplifié par Marlo. — La force naturelle : obscurité de ce terme ; la force naturelle existe-t-elle en quantité limitée ? — La population ; valeur de la théorie de Marlo à ce sujet — Valeur de ses critiques contre le libéralisme. — La prime du capital. — Insuffisance de la partie constructive.

Signification historique de l'œuvre de Marlo. — Il a proposé des réformes pratiques réalisées depuis. — Il a ouvert la voie à une nouvelle école économique. — Influence de ses théories économiques sur les vues de M. Schäffle. — Intérêt actuel des recherches de Marlo sur les principes philosophiques directeurs de l'économie politique.

Il est temps de conclure : après cette rapide description que Marlo a lui-même donnée de ses projets pratiques, il convient de montrer sur quels fondements repose son système, de manière à en faire

bien ressortir la structure théorique ; nous aurons aussi à considérer quelle est la valeur de ces fondements sans entrer d'ailleurs dans l'examen critique de toutes les conclusions qu'en tire Marlo. Une discussion de cette nature dépasserait de beaucoup les limites d'une étude historique ; de plus, comme Marlo s'écarte souvent des idées généralement reçues, on ne saurait le juger avec détail sans entrer dans des polémiques longues et délicates, où la personnalité même de Marlo risquerait de s'effacer.

Par contre, il nous faudra, en terminant indiquer quelle est la signification historique de l'œuvre de Marlo, voir ce qu'elle fut à son époque, ce qu'elle a pu avoir d'influence sur les rares économistes qui l'ont lue depuis, et aussi nous demander quels sont les points au sujet desquels beaucoup de penseurs contemporains se sont fait, sans qu'ils s'en doutassent les échos de l'auteur de « l'Organisation du travail ».

En premier lieu, il nous semble qu'on peut assez commodément remener à trois, les fondements sur lesquels Karl Marlo a appuyé sa construction.

1° Nous trouvons d'abord un fondement moral, qui découle de l'Ethique panpoliste, et d'après lequel les hommes ont un *droit égal au bonheur*, une « *gleiche Berechtigung* » ; rien n'est plus légitime que de rechercher la jouissance, et la jouissance la plus haute est de développer et d'épanouir le plus complètement possible notre personnalité.

11^o Le fondement psychologique consiste dans une analyse de la personnalité humaine, grandeur essentiellement variable et qui pour chaque individu couvre un champ inégalement étendu. Cette personnalité se manifeste en chacun de nous par des besoins d'intensité très diverse.

Il semble qu'en admettant purement et simplement le droit au bonheur, Marlo se borne à une affirmation bien vague et bien peu justifiée. Herder, dont la philosophie profonde et puissante n'a pas eu le crédit qu'elle mérite, avait déjà, dans sa polémique avec les rationalistes du XVIII^e siècle, combattu victorieusement ce point de vue. Le bonheur étant, dit-il, un état interne, sa mesure et son rôle ne sont pas hors de nous ; ils sont en nous, dans le cœur de chacun. Nul autre que nous-mêmes n'est comptable de notre propre félicité, et nous ne pouvons faire valoir contre autrui un droit au bonheur.

Cependant Marlo n'encourt pas absolument ce reproche ; on peut, en effet, distinguer des mille circonstances fortuites, impossibles à prévoir et à diriger, qui peuvent fonder ou compromettre notre bonheur, les conditions fondamentales indispensables à sa présence : or, c'est en somme ce que fait Marlo. Tout en indiquant, avec une grande finesse psychologique, les multiples causes éventuelles qui peuvent nouer ou rompre la trame fragile du bonheur, il prouve que, d'une manière générale, c'est « le plus

libre et le plus large développement » de la personnalité qui l'assure. Mais cette personnalité qui s'affirme pleinement et librement dans sa richesse et dans sa variété, quest-ce donc, sinon la vie, au sens véritable du mot ? N'est-ce pas proprement vivre que de traduire extérieurement son individualité, son caractère particulier, sa structure mentale et matérielle ? Le droit au bonheur n'est, en dernière analyse, rien autre chose pour Marlo que le droit pour chacun de développer matériellement et moralement son individu, c'est-à-dire en un mot, que le droit à la vie. « *Die freiste und vollkommenste Entfaltung unserer Persönlichkeit !* » telle est donc bien, d'après lui, la devise que l'art économique doit inscrire en tête de ses principes directeurs.

Et Marlo s'est efforcé de montrer que l'école libérale lui est infidèle dans l'application : le droit à la vie, l'école libérale ne le reconnaît pas explicitement ; plusieurs des ses membres, en particulier Malthus, vont même jusqu'à nier, de propos délibéré, le simple droit à l'existence physique. Enfin, elle ne voit pas que si tout droit est de nature idéale et immatérielle il lui faut, pour s'intégrer, un élément matériel : la faculté de chercher du travail, si l'on sait ne pas devoir en trouver, la faculté de jouer un rôle actif dans le monde, si l'on n'a pas, par la propriété, un point d'attache avec ce monde, la faculté d'entrer en concurrence loyale avec les

autres hommes, si l'on ne doit point obtenir d'armes pour lutter, ce sont là, pense Marlo, des droits irréels, des droits avortés, des fantômes de droits.

Selon lui, tout droit doit avoir un contenu positif et effectif.

Ce point admis, il faut tenir compte des inégalités naturelles. L'inégalité est partout dans la nature. Vouloir la faire disparaître, c'est vouloir le miracle de métamorphoser l'univers. Il ne faut pas croire avec les socialistes que les dissemblances entre les êtres humains soient dues aux conditions diverses dans lesquelles ils reçoivent l'instruction et l'éducation. Sans doute, une différence de régime peut contribuer à les accentuer, mais bien souvent cette inégalité qu'on découvre entre eux leur est originelle. La sphère de la personnalité, suivant l'expression de Marlo, ou, comme on pourrait dire d'une manière plus précise, l'intensité de la vie, est variable selon les individus. Le « contenu » du droit de vivre doit conséquemment, d'après Marlo, subir des variations proportionnelles. On peut dire, d'une façon générale, que tout droit, pour être exercé, suppose une action, l'emploi d'une force de la part de son titulaire : si le contenu du droit est trop réduit, observe Marlo, une partie de cette force reste inactive ; s'il est, au contraire, excessif, le droit demeure partiellement inexercé ; il aurait pu être partiellement transmis à un autre titulaire qui eût profité de son usage.

C'est donc à la sphère de la personnalité, à l'intensité de la vie — grandeurs mobiles — que le contenu du droit — grandeur également mobile — doit être proportionné. Si un homme détient, pour rester dans un ordre d'exemples usité par Marlo, plus de forces naturelles qu'il n'en saurait exploiter efficacement, une fraction de celles-ci se trouve perdue pour tout le monde; s'il en a, au contraire, trop peu en proportion de ses capacités industrielles, son activité se trouve ainsi mutilée.

Tout droit digne de ce nom doit donc avoir, selon Marlo, un contenu variable.

Ces explications nous mettent maintenant en mesure de mieux éclairer la théorie du droit qui se trouve éparse dans l'œuvre de Karl Marlo et qui peut se résumer ainsi : 1° tout d'abord : *Gleiche Berechtigung* :

Que signifient ces mots dont la traduction est si délicate ? Ce principe veut dire que les droits, envisagés comme formules abstraites et idéales, ainsi que le font les libéraux, doivent être les mêmes pour tous ; la « *gleiche Berechtigung* » c'est, si l'on peut employer ce barbarisme, l'*égale* « légitimation » de tous, leur *égale* aptitude juridique ; qu'il s'agisse des droits de propriété, des droits politiques, de famille, etc., ils sont, dans les sociétés modernes, accordés à tous les citoyens, sans distinction de castes. Le panpolisme a réalisé cette grande réforme.

Seulement, cette aptitude, observe Marlo, si l'on n'est pas en mesure d'en profiter effectivement, n'est qu'un leurre. Les deux doctrines issues du panpolisme qui ont adopté le principe de la *gleiche Berechtigung* n'en ont pas tiré les conséquences exactes qu'il comportait :

L'école libérale n'a pas vu qu'il se trouvait violé au détriment de ceux qui, du fait des institutions, ne peuvent exercer les droits dont ils jouissent (droit de propriété, droit au travail, etc.). Il faut donc admettre, à l'encontre des libéraux : 2° que tout droit doit avoir un contenu *effectif*, réel, positif, dans le sens qu'on a précisé plus haut.

D'autre part, les socialistes ont prétendu conclure de la *gleiche Berechtigung* à la possibilité d'une égalité de fait absolue entre tous les hommes ; il faut, au contraire, admettre contre eux : 3° que tout droit doit avoir un contenu *variable* selon ses titulaires.

Cette doctrine ne se trouve, à vrai dire, exposée nulle part chez Marlo sous cette forme synthétique, mais une interprétation fidèle l'en dégage, sans doute possible. Il est d'ailleurs regrettable que Marlo ne lui ait pas donné tout le relief qu'elle nous paraît mériter par son originalité.

Sans entrer dans des discussions qui porteraient sur l'origine et la nature des droits, au point de vue philosophique, on peut se demander quelle est la valeur de ces aperçus de Marlo :

Inscrire en tête de l'économie politique, le droit à la vie, le droit égal pour tous les hommes de développer pleinement et librement leur personnalité, c'est là, croyons-nous, protester heureusement contre les visées purement matérialistes des doctrines chrématistiques ; seulement c'est fixer un idéal qui, à raison de son ampleur et de sa généralité, ne peut être directement converti en articles de droit. Il faut donc voir comment il se précise par les déductions qu'on en tire. L'égalité des aptitudes juridiques qu'il implique pour chaque individu est aujourd'hui presque universellement admise, au moins en théorie, depuis la Révolution française. Mais faut-il aller plus loin, et reconnaître que la société doive non seulement sauvegarder la jouissance des droits de ses membres, mais encore obligatoirement leur en assurer l'exercice ; qu'elle doive, par exemple, sanctionner leur droit au travail, leur droit de propriété, en leur procurant la propriété et le travail ? Une telle prétention est grosse de conséquences ; à vrai dire, elle paraît bien difficile, sinon impossible à satisfaire, ailleurs que dans le régime communiste répudié par Marlo : comment doter la collectivité entière de travail et de propriété, sinon grâce à l'intervention sociale, et par voie d'autorité ? De plus, elle n'est guère compatible avec la diversité de ce contenu des droits, que Marlo réclame variable pour chaque individu. Comment la société pourra-t-elle juger de l'éten-

due de la propriété ou de la somme de travail que tel ou tel serait fondé à exiger d'elle ? Elle redeviendra donc l'arbitre de nos besoins et Marlo lui-même la déclarait incapable de mener à bien une tâche aussi délicate.

En somme, cette théorie des droits qui fait le fond de la pensée de Marlo, ne peut s'appliquer qu'à condition de perdre toute sa rigueur. A titre de formule d'un idéal dont il est bon de se rapprocher, de *pium desiderium* dont il faut, dans la mesure du possible, tenir compte en pratique, elle n'est pas sans valeur elle a même, croyons-nous, très utilement rappelé à l'école purement libérale, qu'il reste encore quelque chose à faire quand on a conféré des droits ; qu'il faut s'efforcer d'en rendre l'exercice aisé à leur titulaire, que la société est moralement tenue à s'employer à ce but, et que la liberté de travailler n'empêche pas de mourir de faim ceux qu'on laisse chômer ; en fait d'ailleurs, des tentatives ont maintenant lieu dans tous les pays pour rendre plus facile aux moins fortunés l'accès de la propriété et l'obtention d'un emploi.

Mais il y a loin de cet idéal, en faveur duquel on peut invoquer la bonne volonté du législateur, à cette sorte de créance envers la société, par laquelle l'individu pourrait revendiquer l'exercice d'un droit, par cela seul qu'il en a la jouissance. Dans un cas, il s'agit de réformes et d'améliorations que la société

tâche d'introduire dans la mesure de ses moyens ; il s'agit, dans l'autre, d'engagements *ultra vires* qui risqueraient de la conduire à la banqueroute.

m^o Nous arrivons maintenant au troisième fondement, au fondement économique du système de Marlo.

Toute sa théorie à ce sujet est inspirée par trois idées principales :

1^o) Toute production nécessite la coopération, dans une proportion déterminée, de la force naturelle et de la force du travail ;

2^o) La force naturelle est une quantité limitée et inaccroissable ;

3^o) La force de travail qui dépend du chiffre de la population, est comme celui-ci, extensible ou réductible au gré du législateur.

C'est à ce petit groupe de principes que se réduit en dernière analyse, toute la doctrine économique de Marlo ; c'est à ces trois considérations qu'il emprunte particulièrement la matière des critiques qu'il adresse aux diverses écoles, et aussi les éléments qui lui serviront à résoudre le problème social. Celle-ci se ramène en somme, pour lui, à chercher les moyens d'établir cette proportion normale qui doit exister entre la force naturelle et la force de travail, pour que la production s'opère dans les conditions les plus avantageuses. On voit tout de suite, sans qu'il soit besoin d'insister, combien

Marlo s'abuse sur la simplicité de la question sociale.

En effet, si les principes économiques que nous venons d'indiquer étaient exacts, et si d'autre part le problème devait recevoir la forme que Marlo lui donne, rien ne serait plus aisé que d'en trouver la solution :

Connaissant deux éléments, l'un variable, l'autre invariable, comment obtenir un certain rapport x de l'un à l'autre ? — Evidemment, en faisant varier le terme mobile ; autrement dit, en dirigeant suivant les besoins, la marche de la population, on arrivera nécessairement à l'équation parfaite de la force naturelle et de la force du travail. Marlo propose, même à ce propos un très curieux criterium pour juger du montant que doit normalement avoir la population : observant que la viande est la partie principale et essentielle de la nourriture humaine, et estimant à 182 livres par an la consommation moyenne de l'individu, il propose de diviser par 182 la quantité de viande annuellement fournie par le pays, pour obtenir le chiffre d'hommes qu'on y doit entretenir (1).

Or, en premier lieu, la force naturelle est-elle bien une grandeur invariable ? Remarquons incidemment combien il est arbitraire de réunir comme éléments d'une même grandeur, des choses aussi

1. *Op. cit.* III, 345.

différentes que, par exemple, les minerais, la fertilité du sol, la force hydraulique, etc. Dire qu'un minerais, qu'un produit agricole sont des « forces » prête à la confusion. Si l'on parle, en termes plus simples, des « richesses » naturelles, est-il vrai qu'elles aient une limite qu'on puisse préfixer ? du temps de Marlo, on ne croyait pas à l'avenir de la culture intensive, et pourtant les travaux les plus récents des agronomes ont révélé que l'emploi rationnel des engrais chimiques et l'application de la science à la pratique de la culture peuvent produire des rendements dont on n'avait aucune idée, il y a peu d'années (1).

La loi des substitutions montre aussi que lorsqu'une richesse naturelle semble près de s'épuiser, on est presque toujours sûr d'en trouver une autre qui puisse remplir le même office. On s'est effrayé un moment de la disette prochaine du charbon ; on a découvert alors les gisements de pétrole et perfectionné les usages de l'électricité. En réalité, les richesses naturelles sont ondoyantes et diverses, renouvelables et accroissables — dans une mesure, il est vrai, impossible à déterminer d'avance, de sorte que le problème trouvé si simple par Marlo est, en réalité, insoluble.

Il est regrettable que Marlo, si souvent en contra-

1. La loi du rendement non proportionnel est aujourd'hui attaquée par la plupart des économistes et des agronomes (V. Cauwès, *Cours d'Ec. pol.*, t. 1, n° 259 et s.).

diction avec les libéraux, se soit trouvé d'accord avec eux sur cette théorie qu'ils sont, à l'exception de Bastiat, à peu près unanimes à soutenir. Cependant, il est juste d'observer que si la théorie, prise en elle-même, est fausse, les conséquences qu'en a déduites Marlo ne sont pas toutes entièrement erronées. En effet, si les forces naturelles ne sont pas limitées, par contre elles sont toujours, sous le régime actuel de l'appropriation individuelle, la propriété de quelqu'un ; et lorsqu'elles viennent à s'accroître, ce supplément de richesse profite par accession au seul propriétaire ; c'est le maître du champ qui bénéficie de la fertilisation de son terrain, et en ce sens on peut dire avec Rodbertus qu'il n'y a pas de terre qui ne fournisse une rente. Dès lors, qu'il existe peu ou beaucoup de forces naturelles, la situation du prolétaire sera également critique dans les deux cas, s'il ne trouve pas de propriétaire disposé à lui concéder l'usage d'une certaine portion de ces forces. Si Marlo eût suivi cet ordre d'idées comme l'a fait Rodbertus, et étudié, d'une manière approfondie la question de la rente, il eût pénétré au cœur même de la difficulté, et il se fût trouvé en présence du grave problème de la gratuité ou de la non-gratuité des forces naturelles dont il ne semble pas avoir vu toute l'importance.

D'autre part, c'est également s'abuser que de croire à la chimère d'une population, pour ainsi parler, di-

rigeable. Les lois sont fatalement impuissantes contre la nature, et si les mœurs peuvent contre elle quelque chose, ce sera toujours, dans cette conjoncture, au détriment de la moralité. Sans parler de l'étrangeté d'une conception économique qui, destinée à faire vivre les hommes, les empêche de naître, celle-ci est, dans le système de Marlo, doublement contradictoire. La doctrine de Malthus se comprend dans la théorie libérale dont elle nous paraît être une pièce essentielle : la nature met légitimement à la porte du festin ceux qui sont de trop ; il est donc raisonnable de tâcher de leur éviter cette avanie en ne les conviant pas au banquet ; mais pour quiconque admet le droit à l'existence, une telle position est intenable ; sans insister sur ce point, nous devons cependant remarquer que le droit à l'existence ne s'explique que par un hommage rendu à l'idée de la vie. Mais qu'est-ce donc qu'un droit à l'existence qui n'a pas pour corollaire un droit à la postérité ? Marlo a si bien senti la faiblesse de sa thèse qu'il déclare que l'homme a le droit de se reproduire dans une mesure normale, mais non anormale, car, dans ce dernier cas, il nuit à son prochain. Mais qui dira la limite, qui fera la distinction entre ce qui est permis, et ce qui ne l'est plus ?

Il n'y a, en somme, que trois partis à prendre à l'égard de la question de population. Ou bien on com-

bat la multiplication de l'espèce pour des raisons de morale confessionnelle : c'est le parti de l'ascétisme qui regarde comme mauvais les actes naturels, par cela même qu'ils sont naturels, qui prêche l'abstinence et la contemption de la chair ; on a vu combien Marlo est éloigné d'un tel point de vue. M. Dühring, dans son intéressante « *Histoire de l'Economie nationale* » remarque finement que beaucoup des auteurs qui ont élaboré la thèse de la surpopulation ont été plus ou moins consciemment inspirés par les scrupules d'une religion mal comprise et mal éclairée. Ou bien, on peut se placer, avec les Libéraux, sur le terrain de la chrématistique, et dès lors, si l'objectif unique est le développement de la richesse, et si d'autre part la propagation naturelle de l'espèce humaine contrarie ce développement, il est, dans cette hypothèse, logique et conforme au but, de restreindre l'humanité pour accroître la richesse. Mais il est encore un troisième parti à prendre : on peut se demander si l'économie politique n'est pas faite pour l'humanité, plutôt que l'humanité pour l'économie politique ; si, à côté de l'ancienne morale, celle du temps de Pascal, qui s'attachait à combattre et à déraciner les « trois concupiscences », il n'en est pas une autre qui tend au plein et large épanouissement de l'humanité, qui respecte toutes les manifestations de la vie, qui ne place pas le devoir dans l'acte « anormal », même au bon sens de l'épithète,

et qui voit dans l'enfant qui naît, aussi bien que dans le brin d'herbe qui pousse les symboles respectables de cette immense et générale éclosion qui est la raison d'être éternelle du monde. Il faut dès lors faire sortir la question de la population des préoccupations de l'économie politique, la placer au-dessus d'elle ; l'économie doit considérer l'existence de la population comme un fait donné qu'elle constate mais ne juge pas, elle doit transformer l'ancienne formule : « faire vivre les hommes en diminuant le nombre » en celle-ci : « en prenant, tel que, le nombre des hommes, chercher les moyens de les faire vivre ». Le grand tort de Marlo est de n'avoir pas vu que cette dernière attitude pouvait seule s'accorder avec l'esprit de son système.

Dès lors, si l'on rejette la théorie des forces naturelles limitées, combinée à celle de la surpopulation, il faut renoncer aux espérances chimériques dont Marlo s'est leurré, quand il a prédit l'avènement d'un état de choses où la pauvreté disparaîtrait et où le plus faible et le moins armé pour la lutte pourrait gagner de quoi vivre aisément ; on voit aussi s'écrouler une partie des objections qu'il formule contre les diverses écoles, entr'autres contre le libéralisme. Est-ce à dire qu'il ne subsiste rien de sa critique ? Nous sommes très loin de le penser. En effet, comme les forces naturelles et, d'une manière générale, les capitaux sont appro-

priés, leur détenteur en peut faire bon ou mauvais usage, les utiliser pour le bien de la société ou les gaspiller, et comme l'école libérale accorde à tous les individus une liberté économique (*Erwerbsfreiheit*) absolue, il peut toujours se manifester des abus qu'il importe de signaler. Marlo a fort bien montré, croyons-nous, étant donné surtout l'époque où il écrivait, les excès d'une liberté sans frein, les mécomptes d'une concurrence sans règle et d'une spéculation sans honnêteté. Il a insisté sur la distinction qui sépare « produire » et « faire des bénéfices ». Enfin il s'est livré, à propos de la prime du capital, à des analyses remarquables. Malheureusement, Marlo s'est, à ce sujet trop facilement persuadé qu'il était pratique et légitime de la supprimer, en n'accordant au capital engagé dans une exploitation d'autre profit que l'intérêt courant (1). Il ne faut pas comparer la situation du prêteur, qui n'a que des risques indirects à courir par suite de l'insolvabilité possible de son débiteur, avec celle du capitaliste qui aventure ses fonds directement dans une entreprise. Celui-ci est, en effet, soumis à tous les aléas, à toutes les mauvaises chances auxquelles sont inévitablement exposées les affaires industrielles dont il assure la marche. Ne lui accorder, en compensation, que l'intérêt courant, ne serait-ce pas, sous prétexte d'empêcher que le capital n'abuse du travail, laisser

1. Voyez page 200 de cette étude.

le travail abuser du capital? Marlo aurait dû se poser la question. Il est aussi fâcheux, qu'aveuglé par l'idée de la surpopulation, il se soit montré si sévère pour les réformes semi-libérales (institution des caisses d'épargne, organisation du crédit, etc.).

D'autre part, on ne saurait trop regretter que sa critique n'ait pas été suivie d'une partie constructive détaillée, et qu'au diagnostic du mal n'ait pas succédé l'indication précise des remèdes. Sans doute, en proposant de réduire la population à un chiffre qui lui permet de vivre dans l'abondance, Marlo pensait avoir donné le moyen d'opérer une guérison radicale. Mais si l'on n'adopte pas ses vues sur ce point, on se rend compte que beaucoup de ses projets deviennent irréalisables, ou, du moins, on est tenté de le croire, faute de renseignements suffisants.

D'une manière générale, on peut dire que Marlo a tracé un programme social très vaste sans s'occuper des difficultés d'exécution. Ceci est manifeste, en particulier, pour le droit au travail qu'il y inscrit. Il nous semble que ce droit est facile à justifier philosophiquement, en s'appuyant sur le droit à la vie. Encore aurait-il fallu nous dire comment l'Etat pourrait, dans la pratique, triompher des obstacles qui s'opposent à l'emploi, dans les établissements publics, des travailleurs inoccupés, et quelle réorganisation globale de la propriété serait susceptible de mettre celle-ci à la portée de tous.

Marlo ne l'a pas fait, car le temps lui a manqué, mais ses adversaires pourront penser qu'il n'eût jamais été en mesure de le faire avec succès, et que la mort prématurée de l'auteur est venue, à propos pour lui, interrompre une œuvre de mérite dont le couronnement eût peut-être déparé l'ensemble.

Sous la réserve de ces réflexions, il importe de reconnaître la haute signification historique de l'« *Organisation du travail* ».

A la date de sa publication, il n'existait peut-être pas un seul écrit qui ait engagé contre le libéralisme une polémique aussi scientifique, aussi raisonnée et aussi complète, et qui ait concilié au même degré l'esprit historique et l'idéalisme. D'autre part, quelles que soient les idées qu'on puisse avoir sur le plan d'ensemble des réformes économiques proposé par Marlo, il faut convenir que beaucoup des mesures qu'il a préconisées ont été partiellement adoptées dans plusieurs pays : la création d'assurances obligatoires, la réglementation étroite de l'industrie, la prohibition de la spéculation et des jeux de Bourse, le rétablissement des corporations dans un sens plus moderne, le développement des associations ouvrières, etc. Tout cela, dira-t-on, est devenu banal : mais, après tout, n'est-ce pas la preuve et la justesse d'une idée qu'elle puisse devenir banale ? Enfin ce qui n'est plus très neuf aujourd'hui, l'était davantage en 1848.

Mais il y a autre chose encore dans l'œuvre de Marlo : ses tentatives économiques se sont inspirées d'un principe directeur vraiment nouveau, et encore discuté à l'heure présente. Il a fondé ce qu'on pourrait appeler le « radicalisme économique » ou, plus improprement, le socialisme de la chaire.

Est-il socialiste au sens traditionnel du mot ? — Non pas ; est-il libéral ? — pas davantage. Ces deux doctrines, selon lui, s'appellent réciproquement pour se détruire l'une l'autre, comme font deux électricités contraires ; et toutes deux annihilent semblablement l'individualité humaine. En prenant pour point de départ le concept de la personnalité — *die freiste und vollkommenste Entfaltung unserer Persoenlichkeit !* — on doit arriver à un troisième système indépendant des deux autres. L'idée qu'a eue Marlo d'une doctrine de « haut individualisme » qui s'opposerait au faux individualisme des libéraux aussi bien qu'au communisme des socialistes, est une idée essentiellement originale et féconde. On en peut dire autant de cette pensée de réformer foncièrement la société tout en conservant les cadres de l'organisation actuelle — en maintenant la propriété privée, sauf à en étendre les bienfaits au plus grand nombre ; le capital, sauf à tâcher que chacun puisse y avoir part ; la concurrence, sauf à la rendre loyale ; le salariat, sauf à placer à côté de lui le groupement sociétaire.

Et c'est ici que nous pouvons voir que l'œuvre de Marlo n'a pas été sans action sur le développement ultérieur des doctrines économiques, et qu'elle a en particulier exercé une sérieuse influence sur l'esprit de M. Schaeffle, comme l'a remarqué M. Gumpowicz (1) :

« Le socialisme (2) raisonnable, par exemple chez
« Marlo, dit M. Schaeffle (3), répudie clairement la
« fâcheuse pensée d'abolir la propriété et la fortune
« sous toutes ses formes. Il préfère de beaucoup une
« organisation des biens personnels meilleure et
« pouvant donner générale satisfaction. Il ne s'agit
« pas d'enlever à tous la propriété ; mais de faire
« que chacun puisse obtenir un avoir en rapport
« avec son individualité une fois développée : telle
« est la revendication qu'une réforme sociale rais-
« sonnable adresse à la Société. »

Et ailleurs, parlant en son propre nom (4), M. Schaeffle déclare que « les précieuses conquêtes
« de l'époque libérale-capitaliste, qui d'ailleurs n'a
« pas encore fait son temps, ne sont pas à sacrifier

1. *Rechtsstaat und Socialismus*, p. 443.

2. Par ce mot de « socialisme », M. Schaeffle entend ici non pas le socialisme traditionnel, mais le système réformateur anti-libéral qu'il a appelé par ailleurs *Social politik* pour l'opposer à la *Sozialdemokratie* du collectivisme. (Voyez. *Aussichtslosigkeit der Sozialdemokratie*, 1^{re} lettre).

3. *Kapitalismus und Socialismus* cité par Gumpowicz, p. 443.

4. *Aussichtslosigkeit der Soc. dem.*, p. 159.

« dans la réforme sociale positive : celle-ci, au contraire, les met, la première, en valeur. »

C'est là l'idée même de Marlo. Et ce n'est pas le seul point commun que M. Schäffle ait avec lui. Tout d'abord, il met également ses projets sous le couvert du Christianisme : « la réforme sociale est le Christianisme pratique devenu le partage de tous » (1). Il reproduit les opinions de Marlo sur la population : « l'objectif suprême de la politique de la population c'est de seconder tous les mouvements démotiques qui tendent à combler constamment, avec la meilleure population possible, la latitude que laissent les moyens de subsistance ; mais aussi de prévenir, autant qu'il se peut, la surpopulation au delà de la somme et du degré de multiplication des vivres » (2).

D'autre part, M. Schäffle compte, pour la propagation de la propriété privée, qui lui paraît la meilleure digue opposée au collectivisme, sur l'action de trois facteurs admis par Marlo lui-même : la transmission héréditaire, les obstacles qu'une législation prévoyante doit apporter à la multiplication des mariages, et enfin l'épargne obligatoire, au moyen de versements à une caisse. Cette propriété, M. Schäffle pense avec Marlo qu'elle se constituera de plus en plus sous la forme collective, dont il note avec satisfaction l'extension, à l'époque contemporaine ; et

1. *Ibid.* 439.

2. *Ibid.* 57.

dans des discussions qui reflètent les recherches de Marlo sur les groupements sociétaires, il montre quels avantages résulteront pour l'individu et pour la société de ce *Collectiveigenthum* qui tient compte dans une harmonieuse conciliation des besoins de liberté et de solidarité. La propriété collective qui existe déjà pour l'Etat et pour la commune, lorsqu'elle aura été propagée par les associations privées, servira de fondement à un système de « fédéralisme économique ». — M. Schaeffle emprunte ici les expressions mêmes de Marlo — « qui cherche à assu-
« rer à tous un développement économique uni-
« forme, par la libre union de leurs forces dans une
« multiplicité de corps industriels vivants et libres ». Ce fédéralisme fera disparaître les monopoles de la société libérale, les spéculations déloyales, l'excessive suprématie du capital, les déviations de la concurrence, etc. La propriété collective et le fédéralisme économique amèneront la métamorphose sans violence, et la purification de la propriété privée et du capitalisme actuel.

Ce n'est pas ici le lieu de nous demander avec M. Gumplovicz si la propriété collective érigée en principe ne doit pas finalement aboutir au communisme, et si d'autre part, les formules d'une concision et d'une obscurité sibyllines dont M. Schaeffle se sert pour définir son fédéralisme ne laissent pas supposer un certain vague dans la pensée de l'au-

teur, au sujet de ce système. Ce qu'il nous suffit d'observer c'est le ressouvenir évident de Marlo que trahissent ces deux idées de la propriété collective et du fédéralisme économique. Au reste, on n'a qu'à lire le *Gesellschaftliches System der menschlichen Wirthschaft* (1), où Marlo se trouve cité à maintes reprises pour se convaincre que M. Schöffle suit de très près son devancier et aime à lui rendre justice.

Par ce seul fait qu'elle a contribué à former la pensée d'un des économistes contemporains les plus en vue, l'œuvre de Marlo a déjà un sérieux intérêt historique.

Mais on peut supposer que là ne s'arrêtera peut-être pas l'influence de Marlo.

Si ses idées économiques — fausses ou vraies — ont, par l'intermédiaire de M. Schöffle, pénétré dans les controverses scientifiques, il y a d'autre part, comme nous l'avons fait remarquer, dans son œuvre toute une partie, en quelque sorte supra-économique, où l'auteur cherche dans la morale et le droit les principes directeurs qui doivent guider l'économie. Il nous semble que cette partie, bonne ou mauvaise, est susceptible d'attirer de nos jours l'attention sur elle, si l'on en juge par la tendance qui paraît ramener notre époque du matérialisme à l'idéalisme économique.

Des penseurs autorisés (2) ont cru pouvoir présa-

1. Tübingen, 1873.

2. Entr'autres M. Ch. Andler.

ger, à des signes certains, la prochaine décomposition des idées marxistes qui ont longtemps détourné les esprits des considérations dédaigneusement qualifiées de sentimentales par les adeptes du socialisme scientifique. La réaction est en voie de se manifester, et, récemment, l'un des porte-parole du socialisme français, M. Georges Renard, a, dans une conférence (1) très commentée, répudié ouvertement la thèse matérialiste ; il y a, d'après lui, trois ordres d'études qui s'imposent nécessairement à l'économiste : d'abord la considération des faits et de l'histoire qui nous apprend à tenir compte, dans tout projet de réforme, des conditions relatives de temps et de milieu ; mais ce n'est là qu'une discipline préliminaire à laquelle doivent s'adjoindre une science de l'idéal, qui s'efforce de déterminer les principes directeurs de l'action économique et de discerner les aspirations légitimes de celles qui ne le sont pas, et, en dernier lieu, une science de l'application, dont l'objet est de rechercher les moyens pratiques de réaliser, dans la mesure du possible, l'idéal une fois précisé.

S'il en est ainsi, on ne doit plus se borner à enregistrer, en quelque sorte passivement, la direction présumée que la marche de l'histoire imprime à l'évolution sociale, comme Max a prétendu le faire ; la question sociale devient, pour les partisans de

1. Publiée dans la *Revue socialiste* de mai 1897.

cette nouvelle manière de voir, une question de morale au premier chef, ce qui implique l'abandon du Marxisme et le retour à l'étude des systèmes qui l'ont précédé, et qui, eux, se sont en général préoccupés de donner à l'art économique l'idéal indispensable. De ce nombre est le système de Marlo.

Nous n'avons plus à revenir sur son idéal de « haut individualisme », au nom duquel il réclame le droit à la vie, le droit au travail et la généralisation de la propriété privée. Mais il est intéressant de constater, à un point de vue tout objectif et historique, que cet idéal même se trouve discuté et soutenu précisément à l'heure actuelle par plusieurs philosophes.

C'est ainsi qu'un professeur éloquent a dernièrement repris, sans doute à son insu, les idées de Marlo sur la propriété :

« A mon avis, il s'agirait, dit M. Izoulet (1), non
« de détruire la propriété, mais d'en étendre pro-
« gressivement à tous l'inexprimable bienfait. Il s'a-
« girait, non d'exproprier ceux qui possèdent,
« mais, si j'ose dire, d'appropriier ceux qui ne pos-
« sèdent point. Ce qui est mauvais dans la propriété,
« ce n'est pas son existence, c'est sa limitation. Il
« faudrait, à mon sens, l'universaliser. Comment ?
« Sous quelle forme ? On ne sait encore. Mais qu'im-

1. M. Izoulet, Leçon d'ouverture de son cours, au Collège de France, 16 déc. 1897.

« porte ? Il s'agit d'abord de fixer le but, après quoi
« on discutera les moyens...

« Fixons évidemment le but. La société moderne
« est composée d'assis et d'errants, de flottants et
« de fixes, de propriétaires et de deshérités, de pri-
« vilégiés et de parias. Ne fût-ce que dans son pro-
« pre intérêt, dans son intérêt immédiat et étroit
« la société ne doit-elle pas s'efforcer d'enraciner les
« déracinés, en prenant le mot bien plus péjorati-
« vement encore que M. Maurice Barrès, et de fixer
« l'errant par la propriété, comme sur le littoral de
« l'Atlantique on fixe les sables par les plantations
« de pins ? Et n'est-ce pas le moyen de transformer
« subitement en conservateurs ces révolutionnaires ?
« Pour un homme sans terre et sans foyer, qu'est-
« ce que la Société et qu'est-ce que la Patrie ? Des
« mots vides, des mots dérisoires. Et pour être con-
« servateur enfin, ne faut-il pas avoir quelque chose
« à conserver ? »

La doctrine du « Haut Individualisme » opposé à celui de l'école libérale fait enfin le fond du beau livre de M. Henry Michel sur l'« *Idée de l'Etat* » (1).

En somme, aux préoccupations qui sont encore les nôtres, Marlo a déjà prétendu répondre, et sa réponse, quelque jugement qu'on puisse porter sur elle, mérite au moins d'être connue. Un avenir pro-

1. Paris, Hachette, 1896.

chain lui rendra sans doute justice et le fera sortir de l'oubli qui a trop longtemps pesé sur lui.

Nous serions heureux que notre travail ait pu, pour son humble part, contribuer à l'en tirer.

VU :

Le Président de la thèse,

P. CAUWÈS.

VU :

Le Doyen,

GARSONNET.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	1
------------------------	---

CHAPITRE PREMIER

Notice biographique	6
-------------------------------	---

CHAPITRE II

Définition de l'économie politique. — Elle est un art pratique et entretient, à ce titre, des relations avec les diverses sciences. — Ses rapports avec les sciences positives et avec les sciences appliquées. — Économie et technique. — Divisions de l'économie politique. — Sa dépendance à l'égard des disciplines morales. — L'idée de bonheur. — La morale ; elle est une « science de croyance. » — Évolution historique de la croyance : monopolisme, panpolisme. — Le vrai christianisme suivant Karl Marlo, et la <i>Weltbeglückung</i> . — Le christianisme de Marlo et celui de l'Écriture. — Les diverses sectes religieuses .	15
La conception du droit chez Karl Marlo. — Droit paten et droit chrétien. — Origine historique du droit ; Marlo et Savigny. — Part de la volonté dans la formation du droit. — Droit originaire, positif,	

scientifique ; leur évolution. — Distinction du droit et de la morale. — Devoir moral et obligation légale.	
— Rôle de l'Etat en cette matière. — Devoirs d'amour et de charité.	37
Conclusion : ce que l'économie reçoit des diverses disciplines morales	51

CHAPITRE III

Triomphe du panpolisme sur le monopolisme. — Les libéraux réclament la liberté individuelle, politique, économique. — Examen de la notion de liberté. — Distinctions des diverses sortes de liberté. — Les libertés théoriques et la liberté effective ; causes qui influent sur cette dernière. — Liberté et arbitraire. — Intervention nécessaire de l'Etat. — Les libéraux s'attachent plus à l'organisation politique qu'à l'organisation sociale. — Distinction faite par Marlo entre l'Etat corps social et l'Etat corps politique. . . .	54
Partie sociale du libéralisme. — <i>Erwerbsfreiheit</i> ; elle est condamnée par l'histoire et par l'économie politique. — Des conditions du travail. — La force de travail dépend de l'avoir d'un certain capital. — La prime du capital examinée par Marlo. — La création du capital nécessite la coopération de la force de travail et de la force naturelle. — Opinions des libéraux à ce sujet ; les physiocrates. — Du droit au travail chez Karl Marlo. — Sa théorie propre. — Proportion à établir entre la force naturelle et la force de travail. — Les <i>Erwerbssphären</i> limitées. — Sanctions du droit au travail. — La propriété. — La question de la population d'après les libéraux et d'après Marlo. — Confusion faite par les libéraux entre « produire » « et réaliser des bénéfices. » — Opérations destructives et lucratives. — Le matéria-	

lisme économique de l'école libérale. — Diverses causes pour lesquelles la société libérale n'obtient pas le maximum de rendement industriel. — Libre-échange et protection. Le libéralisme et le droit romain. — Conclusion 75

CHAPITRE IV

Les sémi-libéraux. — Leurs plans de réformes. — Leur idéal reste toujours le pur libéralisme. — Leur manque d'esprit « organique ». — Impuissance fatale de leurs tentatives de réformes ; l'impôt sur le revenu ; les caisses d'épargne, etc. 143

Les protectionnistes. — La doctrine de F. List. — Il faut distinguer protectionnisme et mercantilisme. — Erreurs de List sur les restrictions à apporter à la protection. — Gemein et Sonderprodukte. — La protection ne doit pas s'appliquer seulement au commerce international ; insuffisance du système. . . . 148

CHAPITRE V

§ I. *Du socialisme en général.*

A quelle sorte de socialisme s'applique la critique de Marlo. — Distinction entre le communisme moderne et celui de l'antiquité. — L'idéal des socialistes est le même que celui des libéraux. — Reproches injustifiés adressés au socialisme 155

De l'égalité. — Elle s'identifie sous toutes ses formes avec la liberté. — L'égalité effective. — L'égalité et les inégalités. — La question politique reléguée au second plan par les socialistes. — Ils absorbent la

Allix 18

vie privée dans la vie sociale. — Le cœur l'emporte chez eux sur la raison.	162
Le travail en commun. — Optimisme des socialistes. — Obstacles qui s'opposent à la possibilité d'un bon- heur parfait. — Tout travail est une peine. — Intérêt et devoir. — « A chacun une part égale. » — « A cha- cun selon ses besoins. » — « A chacun selon ses œu- vres. » — Atteintes portées à l'individu : suppression de la propriété individuelle, etc. — L'intensité des besoins proportionnelle à celle des forces. — Les droits doivent être en proportion des besoins. — Be- soins dus à l'éducation : fondement du droit d'héri- tage. — Nécessité de la concurrence. — Conclusion : le communisme est une utopie.	170

§ II. *Karl Marlo et l'Associalisme (Fourier).*

Différence de cette doctrine d'avec le communisme, au- quelle elle est supérieure. — Saint-Simon. — Fourier ; sa doctrine. — L'association définie par Marlo. — Le salarial ; sa comparaison avec le régime sociétaire. — L'association est un organisme moral. — La pro- priété agrégée. — Avantages de l'association. — As- sociation communale et association professionnelle ; critique du premier système. — Mérites de la « com- binaison » des industries	194
--	-----

CHAPITRE VI

§ I. *Le monopolisme.*

Le droit germanique et le droit romain. — Ce qu'on peut conserver du droit germanique.	218
---	-----

§ II. *Le système de Karl Marlo.*

L'originalité du fédéralisme. -- Ce qu'il emprunte aux autres systèmes. — Partie politique : démocratie, suprématie du pouvoir législatif. — Mode d'élection. — Partie sociale. — Citation de Marlo. — L'assistance. — La réglementation de la population 222

CHAPITRE VII

CONCLUSION

Les trois fondements du système de Marlo. — Examen du fondement moral et du fondement psychologique. — Du droit de vivre. — Théorie des droits : la *Gleiche Berechtigung* ; tout droit doit avoir un contenu positif et variable. — Examen du fondement économique. — Le problème social simplifié par Marlo. — La « force naturelle » : obscurité de ce terme ; la force naturelle existe-t-elle en quantité limitée ? — La population ; valeur de la théorie de Marlo à ce sujet. — Valeur de ses critiques au libéralisme. — La prime du capital. — Insuffisance de la partie constructive. 242

Signification historique de l'œuvre de Marlo. — Il a proposé des réformes pratiques réalisées depuis. — Il a ouvert la voie à une nouvelle école économique. — Influence de ses théories économiques sur les vues de M. Schäffle. — Intérêt actuel des recherches de Marlo sur les principes philosophiques directeurs de l'économie politique 260



